



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

du

QUÉBEC

---

TROISIÈME SESSION – 28<sup>e</sup> Législature

Le jeudi 14 novembre 1968

**Vol. 7-N° 88**

---

Président : l'honorable Gérard Lebel

TABLE DES MATIÈRES

|  |      |
|--|------|
| Comité des régies (7e rapport) . . . . .   | 4043 |
| Bill no 87 - Loi modifiant l'article 337 de la loi des cités et villes             |      |
| 2e lecture. . . . .  | 4043 |
| Comité plénier. . . . .  | 4043 |
| 3e lecture. . . . .  | 4046 |
| Questions et réponses  |      |
| Commerce des alcools. . . . .  | 4046 |
| Motion d'ajournement   |      |
| Le chef de l'Opposition, M. Jean Lesage. . . . .                                   | 4047 |
| M. Claude Wagner. . . . .  | 4048 |
| M. Rémi Paul. . . . .  | 4056 |
| M. Pierre Maltais. . . . .   | 4060 |
| M. Roy Fournier. . . . .   | 4065 |
| M. Armand Maltais. . . . .   | 4066 |
| Message du Conseil législatif - Bill no 87 adopté. . . . .                         | 4071 |
| Décision de M. le Président Gérard Lebel. . . . .                                  | 4071 |
| Vote sur la décision. . . . .  | 4072 |
| Message du Conseil législatif - Bills nos 13, 69, 72, 74, 77 et 81 adoptés . . . . | 4073 |
| Questions et réponses  |      |
| Commerce de l'alcool. . . . .  | 4074 |
| Grève de Domtar. . . . .   | 4076 |
| Timbres d'alcool. . . . .  | 4076 |
| Ecole normale de Hull. . . . .   | 4077 |
| Heures de fermeture. . . . .   | 4078 |
| Pots-de-vin. . . . .   | 4078 |
| Prêts à l'habitation. . . . .  | 4079 |
| CEGEP de Chicoutimi. . . . .   | 4080 |
| Bill no 57 — Loi du conseil des universités  |      |
| 2e lecture. . . . .  | 4080 |
| Le premier ministre, M. Jean-Jacques Bertrand. . . . .                             | 4080 |
| M. Léo Pearson. . . . .  | 4083 |
| M. Victor-C. Goldbloom. . . . .  | 4085 |
| M. Jean-Marie Morin. . . . .   | 4086 |
| M. Gaston Tremblay. . . . .  | 4087 |
| M. Denis Bousquet. . . . .   | 4087 |
| Comité plénier. . . . .  | 4088 |
| Ajournement. . . . .   | 4101 |

L'Imprimeur de la reine: Roch Lefebvre

L'exemplaire, 10 cents—Par session, \$5—Chèque à l'ordre du Ministre des Finances  
Adresse: Comptable de l'Assemblée législative, Québec.

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

**(Onze heures huit minutes)**

M. LEBEL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.

Lecture et réception de pétitions.

Présentation de rapports de comités élus.

**Comité des régies**

M. BERGERON: M. le Président, le comité des régies gouvernementales à caractère industriel ou commercial a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son septième rapport.

Votre comité a tenu neuf séances. Votre comité a entendu l'honorable Marcel Masse, les députés, les conseillers du gouvernement, les personnes et les organismes intéressés et a délibéré sur la politique salariale du gouvernement et ses incidences sur la grève de la Régie des alcools du Québec, et votre comité s'est ajourné sine die.

M. LE PRESIDENT: Ce rapport sera-t-il agréé?

M. LESAGE: M. le Président, Je demanderais que ce rapport apparaisse aux procès-verbaux, prochaine séance.

M. BELLEMARE: M. le Président, non.

M. LESAGE: C'est le règlement.

M. LAPORTE: Alors, est-ce que le débat va avoir lieu tout de suite?

M. BELLEMARE: Je n'ai pas d'objection, M. le Président, mais c'est à la demande...

M. LAPORTE: Qu'on respecte le règlement.

M. LESAGE: Qu'on respecte le règlement.

M. BELLEMARE: M. le Président, vous avez demandé le rapport des comités élus. Le président en a fait la lecture et, en vertu du règlement, le rapport doit être reçu ou rejeté. M. le Président, je vous demanderais actuellement, si les honorables messieurs veulent faire le débat, c'est justement l'endroit pour le faire.

M. LE PRESIDENT: Je regrette de ne pas partager le point de vue de l'honorable ministre du Travail. L'article 457 dit: « Les rapports de tout comité spécial ne peuvent être discutés que sur une motion préalablement annoncée ».

Or, si c'est le vœu de l'honorable chef de l'Opposition que le rapport soit discuté, il n'y a pas d'autre façon de le faire, sauf s'il y a consentement unanime de la Chambre à le discuter ce matin. Sinon, il doit être au feuilleton et discuté à une prochaine séance, et ce serait mardi.

M. BELLEMARE: Ce n'est pas un comité spécial, M. le Président, c'est un comité de la Chambre.

M. LESAGE: Oui, mais les règles des comités spéciaux s'appliquent aux comités permanents.

M. LAPORTE: M. le Président, le ministre a évidemment oublié de vérifier cette partie de notre règlement qui dit « sauf les exceptions qui sont précisées au règlement, les règles des comités spéciaux s'appliquent aux comités permanents ».

M. HYDE: Prochaine séance.

M. BELLEMARE: Quelle est votre motion?

M. LAPORTE: La motion, c'est que le rapport du député soit inscrit. Nous faisons motion pour qu'il soit inscrit au feuilleton, parce que nous sommes en train de le débattre.

M. LESAGE: Ce n'est pas une motion, c'est la procédure normale.

M. BERTRAND: Je n'ai pas d'objection.

M. LE PRESIDENT:

Présentation de motions non annoncées.

Présentation de bills privés.

Présentation de bills publics.

M. BELLEMARE: Affaires du jour.

M. BERTRAND: Un instant. Nous avons appelé la Loi des cités et villes et nous la prendrons tantôt, après la période des questions, parce qu'elle apparaît ce matin à l'article C, mais nous l'avons appelée hier en première lecture et la deuxième lecture devait avoir lieu ce matin.

M. LAPORTE: Etant donné que nous nous rendons compte de l'urgence d'adopter cette loi, si l'on peut s'entendre bien clairement sur ceci, nous n'aurions pas d'objection à passer les trois lectures de la loi et l'étude en comité. Nous reviendrons ensuite aux articles précédant les affaires du jour.

M. BERTRAND: Je n'ai pas d'objection.

M. LAPORTE: Autrement dit, on le fait avant la période des questions, en préservant notre période des questions, mais on peut faire toutes les entrées, quant à ce bill.

M. BERTRAND: Absolument aucune objection. L'amendement à la Loi des cités et villes.

M. BELLEMARE: Article 337.

M. BERTRAND: Bill 87.

### **Bill no 87**

M. LE PRÉSIDENT: Du consentement unanime de la Chambre, l'honorable premier ministre propose la première lecture, la deuxième lecture, la formation et le rapport du comité plénier et la troisième lecture. Ces motions sont-elles adoptées?

M. LAPORTE: M. le Président, je vais tout juste dire un mot qui ne prendra que quelques secondes.

M. BERTRAND: Je voudrais dire un mot.

M. LAPORTE: Enfin, je m'excuse. J'aurais dû, d'abord, donner la parole au premier ministre.

M. LE PRÉSIDENT: Je m'excuse. Doit-on tenir pour acquis que la première lecture est adoptée?

M. LAPORTE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Deuxième lecture à la même séance?

M. LAPORTE: Deuxième lecture adoptée. Nous sommes en troisième lecture.

M. LE PRÉSIDENT: Donc, troisième lecture.

M. BERTRAND: Il n'y aura pas d'amendement?

M. LAPORTE: Je ne pense pas.

M. BERTRAND: M. le Président, le projet de loi que nous présentons consiste en un amendement à l'article 337 de la Loi des cités et villes. La loi actuelle des cités et villes se lit comme

suit: « L'élection d'un maire ou d'un échevin ne peut être contestée qu'en suivant la procédure prescrite par la présente section. » Aucun recours pouvant découler des articles 987 à 991 — il faut corriger, parce qu'en vertu du nouveau code de procédure civile, ces articles qui s'appliquent aux recours extraordinaires sont maintenant devenus 838 à 843 du code de procédure civile — ne peut être exercé contre une personne occupant la charge de maire ou d'échevin pendant le délai de contestation prévu par l'article 338 de la présente loi, ni pendant que dure une instance en contestation de l'élection, soulevant le défaut de qualité de ce maire ou de cet échevin, ni après qu'un jugement a été rendu sur le mérite d'une telle contestation. »

M. le Président, tous ces délais, en vertu de l'amendement que nous proposons, ne s'appliqueraient pas lorsque pareil recours, au nom de l'intérêt public, serait exercé par le procureur général. L'article 838 du code de procédure civile se lit comme suit: « Lorsqu'une personne occupe ou exerce sans droit, soit une charge publique ou une franchise dans la province, soit une charge dans une corporation publique ou privée, dans un corps ou un bureau public ou dans un groupement visé par l'article 60, tout intéressé peut s'adresser au tribunal pour obtenir qu'elle en soit dépossédée. Il peut même demander que telle charge ou franchise soit attribuée à une tierce personne, s'il allègue les faits nécessaires pour établir qu'elle y a droit. » Il y a les articles 839, 840 et 841. « Lorsque le jugement est fondé sur le motif que le défendeur aurait commis un acte criminel, il est exécutoire immédiatement et nonobstant appel. Néanmoins, la charge ou la franchise n'est réputée vacante que du jour où le jugement est devenu définitif, à moins qu'elle ne le devienne plus tôt pour quelque autre cause prévue par la loi, mais le défendeur n'a pas droit, dans l'intervalle, aux indemnités, allocations, traitements ou rémunérations qui y sont attachés. »

Le procureur général représente la société et exercera les responsabilités qui sont les siennes, si une personne a été, en vertu d'une loi précédemment adoptée, déclarée déchue d'occuper un poste, à la suite d'actes criminels et ce, pour une période de vingt ans, et qu'une telle personne brave les lois et l'opinion publique. Dans les circonstances, je crois qu'il y a urgence d'adopter le présent projet de loi. Je remercie l'Opposition, et en particulier le leader de l'Opposition, qui est bien au courant du problème, d'avoir accepté que nous adoptions immédiatement, ce matin, la première, la deuxième et la troisième lecture de ce

projet de loi qui recevra sa sanction, après étude au Conseil législatif, dès aujourd'hui, car le Conseil siège.

Voilà, M. le Président, les remarques que j'avais à faire.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, je vous le répète, je serai fort bref.

Mais je pense que cette loi complète ce qui avait été prévu pour contribuer à débarrasser la vie publique des indésirables. En 1962, celui qui était alors le ministre des Affaires municipales, le député d'Abitibi-Est, avait proposé un amendement bien connu à la Loi des cités et villes. Je ne prendrai pas le temps de la Chambre en répétant ce que contient cet amendement. Il rendait inhabile à être candidat et à être élu à une fonction municipale, un citoyen qui était reconnu coupable d'un certain nombre d'offenses criminelles punissables de cinq ans d'emprisonnement, ou plus.

Il semble qu'entre la Loi des cités et villes et le code de procédure civile, l'interprétation qu'en donnent les tribunaux et la jurisprudence, il y ait des divergences de vues. La loi de 1962, par exemple, dit qu'un personnage qui s'est rendu coupable d'un certain nombre de crimes, ne peut ni être candidat, ni être élu. Or, malheureusement, la cour ne peut intervenir que lorsqu'il a été élu. La loi autorise des démarches pour empêcher, conformément à la loi, l'individu en question d'être candidat, mais il y a une jurisprudence constante à l'effet que le bref de quo warranta n'est permis que lorsque quelqu'un usurpe une fonction. Or la personne en question n'usurpe la fonction que lorsqu'elle est élue. Si bien qu'il a été impossible d'empêcher par les tribunaux un certain personnage d'être candidat. Il est, maintenant élu et il faudra des délais malheureusement assez longs pour qu'un jugement soit rendu.

Je remercie le chef du gouvernement de présenter cet amendement afin que son intervention ne soit pas retardée par le délai normal des trente jours pour la contestation d'une élection. Je lui demande également s'il ne pourrait pas, de concert avec le ministre des Affaires municipales et ses collaborateurs au ministère de la Justice, étudier cette espèce de contradiction qu'il y a entre la Loi des cités et villes et le code de procédure civile quant à la capacité pratique d'empêcher quelqu'un d'être candidat.

Vous savez que l'officier qui est préposé à la réception des bulletins de candidature, le

président de l'élection, n'a le droit, en fait, que de vérifier si, à sa face même, le bulletin de candidature est légal, s'il ne manque pas de date, s'il ne manque pas de signature, s'il ne manque pas d'un certain nombre de noms. Il n'a pas le droit — les tribunaux l'ont reconnu fréquemment — d'analyser l'éligibilité ou la non-éligibilité de celui qui dépose un bulletin de candidature. Je crois que ça cause des complications, ça rend la loi, dans une certaine mesure, inopérante. Ce que nous propose le chef du gouvernement améliore la situation. Je serais heureux qu'il continue l'étude pour rendre la loi hermétique, et c'est avec satisfaction que nous allons voter ce projet de loi.

M. BERTRAND: En réponse aux dernières demandes que le député de Chambly a formulées, dès que le ministre des Affaires municipales eût porté à mon attention le problème qui apparaît dans cette municipalité près de Montréal et sise partiellement dans le comté de Chambly, dès que le ministre des Affaires municipales l'eût porté à mon attention ce problème, étant donné que c'était le procureur général qui devait intervenir, le ministre m'a donné tous les faits et nous a demandé de préparer un projet de loi. C'est ce que nous avons fait.

Deuxièmement, quant au deuxième problème soulevé, une certaine contradiction également, le ministre a demandé à ses officiers de s'occuper de ce problème.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député d'Abitibi-Est.

M. CLICHE: Vous me permettrez quelques observations, vu l'intérêt spécial que j'avais porté à une situation qui existait il y a quelques années, alors que j'étais ministre des Affaires municipales. Nous avions, à ce moment-là, pour régler définitivement des problèmes, des situations, présenté une législation qui a par la suite été adoptée à l'unanimité des membres de l'Assemblée législative.

Je vois maintenant que pour cette législation, qui est demeurée dans les statuts depuis, puisse recevoir une application constante, régulière, sans avoir à subir de délai que lui impose le code de procédure, la Législature apporte ce matin une législation qui clarifie la situation, et qui permettra au procureur général, en particulier, s'il a l'intention d'intervenir, de ne pas avoir à subir le délai indiqué au code de procédure.

Je ne puis évidemment que souscrire à cette législation présentée par le gouvernement, vu qu'elle complète celle déjà présentée. Celle-ci

en résumé, ne pouvait être appliquée durant les délais mentionnés de trente jours. Aujourd'hui, le procureur général pourra lui-même intervenir. Je comprends que l'on ne veut pas légaliser une intervention ou une procédure déjà faite. C'est pour l'avenir, au cas où des situations spéciales se présenteraient. Alors, pour toutes ces raisons, pour compléter l'excellente loi déjà présentée par nous, je voterai en faveur de celle-ci.

M. BERTRAND: Il me semble que, sans indiquer quoi que ce soit, au sourire que l'on voit sur toutes les figures, nous parlons tous du même problème sans vouloir le nommer.

M. LE PRÉSIDENT: La motion de troisième lecture sera-t-elle adoptée?

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté.  
L'honorable premier ministre.

### Questions et réponses

#### Commerce des alcools

M. BERTRAND: En réponse aux questions qui m'ont été posées hier par le chef de l'Opposition, je pose la question et j'apporte la réponse. « Depuis le mois de juin 1966, — question de M. Lesage — est-ce que la société Transport D'Anjou Incorporée a transporté des boissons alcooliques dans la province de Québec ou de la province de Québec dans d'autres provinces pour le compte de la Régie des alcools? »

Réponse: La firme Transport D'Anjou Incorporée n'a évidemment pas transporté de boissons alcooliques de Québec vers d'autres provinces pour le compte de la RAQ, puisque la Régie ne fait pas l'exportation de boissons à l'extérieur du Québec.

Pour ce qui est du transport de boissons alcooliques pour le compte de la Régie, à l'intérieur du Québec, depuis environ dix ans, la firme D'Anjou Transport Incorporée fait le transport pour le compte de la Régie, de Montréal à Rivière-du-Loup. On n'a qu'à examiner le rapport.

La réponse est oui, depuis juin 1966, et je dis: depuis auparavant, jusqu'au moment où la grève a été déclarée. Il n'y a plus eu de transport pour le compte de la Régie.

M. LAPORTE: Ce n'est pas certain. L'entrepôt de Vanier?

M. BERTRAND: Pour le compte de la Régie.

M. LESAGE: Non, ce n'est pas sûr.

M. BERTRAND: Voilà les informations que l'on m'a données.

Deuxième question de M. Lesage: « Le premier ministre est-il au courant que les caisses de quarante onces de Melchers GoldCross Finest Geneva qui ont été saisies portaient le chiffre estampillé 167-C, alors que ce chiffre est réservé pour la boisson à être écoulée par la Régie du Québec? »

Réponse: Les bouteilles de boisson saisies portaient les chiffres estampillés 167-C et 253-C, chiffres qui sont réservés pour la boisson écoulée par la Régie du Québec.

Troisième question de M. Lesage: « Est-ce que l'enquête policière a révélé ce qu'il est advenu des 308 caisses disparues? »

Réponse: Ces caisses auraient été expédiées vers Sherbrooke et vers Trois-Rivières avant l'arrivée des policiers qui ont procédé à la saisie. L'enquête se poursuit afin de savoir qui en a fait le transport et à qui elles étaient destinées.

Quatrième question de M. Lesage: « Le premier ministre est-il au courant du fait que, depuis le début de la grève à la Régie des alcools, l'établissement Les Spécialités de Ciment et Tulle Limitée, à déjà servi, avant le 8 novembre, au transbordement illégal d'alcool entre les mêmes compagnies? »

M. le Président, nous sommes en voie de compléter la preuve indiquant que cet entrepôt a déjà servi à d'autres transbordements de boissons alcooliques, notamment le 28 juillet. Et j'ajoute que, dès hier, à la suite des renseignements que nous avons obtenus, j'ai donné instruction de référer ce matin le cas d'un des policiers de Vanier à la Commission de police en vertu de l'article 19 qui permet les enquêtes et où il est dit que « la Commission de police doit faire enquête sur la Sûreté ou tout corps de police municipale à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que sur la conduite de tout membre de la Sûreté, de tout policier municipal et de tout constable spécial chaque fois qu'elle en est requise par le procureur général. »

Ce n'est qu'hier que ce constable, qui était sous la direction du chef de police de Vanier, a fourni à la Sûreté les renseignements au sujet du transbordement du 28 juillet. Or, il y a des questions que l'on se pose. La conduite de ce constable, qui était sous la juridiction du chef de police de Vanier, sera jugée par la Commission de police à qui le problème est référé.

M. WAGNER: Est-ce qu'il a fait son devoir?

M. BELLEMARE: On verra ça. On va trouver un autre nom.

M. BERTRAND: Quant aux questions...

M. GABIAS: Celui qui ne veut pas collaborer avec la justice.

M. BELLEMARE: On va découvrir un autre nom.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BERTRAND: Que l'on note bien immédiatement que le constable de Vanier n'est pas un constable de la Sûreté du Québec, ni un constable...

M. LAPORTE: Que l'on constate également qu'il n'est accusé de rien du tout.

M. BERTRAND: Pardon?

M. LAPORTE: Il n'est accusé de rien du tout.

M. BERTRAND: Sa conduite va être jugée.

M. LAPORTE: C'est peut-être le moment où je peux donner un exemple d'insinuations.

M. BERTRAND: Je tiens à dire ceci: Il y a tellement d'allusions qui se font de l'autre côté sur le rôle des agents de la Sûreté du Québec qui accomplissent leur devoir qu'il est temps que l'on rétablisse un peu la vérité.

Quant aux questions posées par le député de Verdun concernant l'intervention de la sûreté sur les lieux de la saisie, j'ai répondu hier que la Sûreté du Québec s'était rendue sur les lieux aussitôt qu'elle avait été prévenue.

J'attends, de plus, un rapport des officiers de la sûreté, et je pourrai fournir de plus amples renseignements pour éclairer la Chambre et l'opinion publique.

En ce qui concerne les trois questions que m'a adressées le député de Chambly au sujet des employés d'Alliance-Sécurité, j'attends incessamment les renseignements demandés dès hier.

Quant à une présumée saisie de bouteilles chez un inspecteur de la Régie des alcools, les renseignements que j'ai obtenus sont à l'effet qu'une plainte a été portée, avant-hier contre l'individu mentionné.

M. LAPORTE: M. le Président, juste sur ce dernier point, ma question était précise.

M. BERTRAND: M. Massicotte.

M. LAPORTE: Au sujet de M. Massicotte, ma question était précise. J'ai demandé au premier ministre s'il est vrai qu'au cours du mois d'octobre, une saisie de 1,800 bouteilles a été effectuée chez ce M. Massicotte.

M. BERTRAND: La réponse que j'ai obtenue de mes officiers, à la suite de la demande du député de Chambly, c'est que, dès avant-hier, les instructions avaient été données de poursuivre.

M. LAPORTE: M. le Président, je suis obligé de poser... Excusez-moi. J'en poserai plus tard.

### Motion d'ajournement

M. LESAGE: M. le Président, étant donné la situation, en vertu de l'article 188 du règlement, j'ai l'intention de proposer une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question urgente, grave, d'importance provinciale, à savoir le commerce illicite et clandestin de l'alcool dans toute la province, et les moyens à prendre, sans délai, pour y mettre fin.

Très brièvement, M. le Président, j'ai l'intention, comme le veut le règlement, d'exposer les raisons qui militent en faveur d'un débat d'urgence. Je vais faire parvenir copie de mes notes à la présidence...

M. BERTRAND: Le chef de l'Opposition pourrait-il m'en envoyer une copie?

M. LESAGE: Oui. Une pour le leader également.

Le commerce illicite et clandestin de l'alcool, M. le Président, a atteint des proportions scandaleuses. Je ne crois pas avoir besoin de répéter tout ce qui s'est dit et écrit à ce sujet. Que l'on songe seulement au fait que, malgré que la grève dure depuis près de cinq mois, à la Régie des alcools du Québec, tous les débits, grands et petits, sont bien pourvus d'alcool. Que l'on songe à l'incident de Vanier, que l'on se rappelle les accusations que j'ai portées au comité des régies gouvernementales. Premièrement, l'alcool sort clandestinement des entrepôts de la régie. Deuxièmement, l'alcool a été, depuis le début de la grève, distribué à partir d'entrepôts du port de Montréal, les entrepôts numéros 63 et 64, pour le renseigne-

ment du premier ministre, à de grands hôtels de la province. Les timbres de la régie auraient été apposés sur les bouteilles, avec le concours des autorités et des employés de la Régie des alcools du Québec.

Ce commerce illégal et illicite est tellement répandu qu'il fait qu'une bonne partie de la population vit dans l'illégalité. Comme conséquence, l'illégalité est considérée de plus en plus, par un bon nombre, comme un état normal faisant partie de la vie normale. Un tel climat d'illégalité constitue un très grave danger pour l'ordre et la paix au Québec, un danger pour la société elle-même.

Le commerce clandestin de l'alcool se pratique sur une telle échelle qu'il entraîne un déséquilibre des forces en présence dans les négociations entreprises pour mettre fin à la grève de la Régie des alcools. Cette grève dure depuis près de cinq mois et a des conséquences très graves entre autres sur les revenus de l'État. Sans vouloir dramatiser, comme l'a fait hier le premier ministre au comité des régies gouvernementales, je crois pouvoir citer en partie ce qu'il a dit sur ce point.

Je cite le compte rendu dactylographié de la séance du comité des régies gouvernementales

après-midi, pages R/156 et R/157: « Si la vente des boissons n'est pas un service essentiel, par contre une absence prolongée de rentrées substantielles de fonds publics destinés à assurer la mise en application d'avantages sociaux au bénéfice de la population comme allocations, aide à l'habitation, cela est très grave. »

Depuis deux jours, au comité des régies gouvernementales, nous avons tenté par divers moyens de faire la lumière sur toute la question, particulièrement en entendant les témoignages de M. Laverdure, président et gérant général de la régie, et de M. Latulippe, haut fonctionnaire de la régie, mais tous nos efforts ont été vains. La majorité nous a refusé le droit de questionner ces hommes clés. Bien plus, nous venons d'entendre le rapport du président du comité selon lequel les travaux du comité ont été ajournés sine die à 6 heures 45 hier soir.

Il n'existe plus d'autre forum, M. le Président, pour discuter de ce problème aigu, urgent, sinon l'Assemblée législative elle-même. Seule l'Assemblée peut aviser des mesures urgentes à prendre pour mettre un terme à la situation.

Je propose donc, secondé par le député de Verdun, que la Chambre s'ajourne maintenant pour discuter d'une affaire grave et urgente, à savoir le commerce illicite et clandestin de l'alcool à travers la province et les moyens à prendre, sans délai, pour y mettre fin.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Verdun.

**M. Claude Wagner**

M. WAGNER: M. le Président, dans la province, à ce moment-ci, tous sont d'accord sur le fait qu'il y a urgence de crever un abcès. Tous, à l'exception de ceux qui rient devant nous, le gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Que l'urgence existe, il n'est pas besoin de plaider la cause longuement. Mais, après avoir entendu les déclarations du premier ministre, ce matin, je vous souligne que l'urgence est encore plus vive. Le premier ministre annonce à la Chambre qu'il a demandé, lui, le lieutenant-gouverneur en conseil, à la Commission de police de scruter la conduite de qui? De la Sûreté du Québec? Non, M. le Président. De l'inspecteur Hototte qui a refusé de se rendre sur les lieux? Non, M. le Président. Des individus qui sont intervenus dans le travail des policiers de Vanier? Non, M. le Président. Des autorités de la Régie des alcools...

à caractère commercial et industriel tenue hier

M. BERTRAND: M. le Président, je soulève un point d'ordre.

M. WAGNER: ... agents de sécurité? Non, M. le Président.

M. BERTRAND: Je soulève un point d'ordre. Le député de Verdun n'a pas du tout le droit, à l'occasion de cette motion, de référer aux problèmes qu'il soulève en Chambre. Ce n'est pas relié du tout au problème en question, tel que le pose le chef de l'Opposition.

M. WAGNER: Soyez sérieux.

M. BERTRAND: Ce cas-là est...

M. WAGNER: Soyez sérieux.

M. BERTRAND: D'ailleurs, c'est le procureur général qui a le droit, dans l'exercice de ses devoirs et de ses responsabilités, de référer le problème à un organisme que nous avons créé, la Commission de police, avant de porter des jugements sur qui que ce soit.

Je soumets donc que le député de Verdun est absolument hors d'ordre en apportant cet élément dans le débat.

M. LAPORTE: M. le Président, le député

de Verdun étudie actuellement, avec les députés de cette Chambre, une motion sur l'urgence de faire un d é b a t . Il m'apparaît normal que, parmi les arguments qu'il peut utiliser, il y a l'ensemble de la situation créée par des révélations qui ont été faites à cette Chambre à la suite de questions qui ont été posées par des membres de l'Opposition.

Il est normal que le député de Verdun juge urgent, comme l'a fait le chef de l'Opposition, de provoquer un débat sur l'ensemble de la question, lorsqu'il constate, lui, qu'à son avis, seuls des personnages secondaires ont été jusqu'ici impliqués directement par des procédures devant les tribunaux. Il est normal que le député de Verdun dise au gouvernement et à vous, M. le Président, que le débat s'impose de plus en plus parce que nous constatons que les questions que nous avons posées ont toutes provoqué des réponses affirmatives et que, dans l'ensemble de la situation, il y a des personnages, disons plus en vue que les autres, qui n'ont pas encore été impliqués directement par ces procédures. Je trouve au contraire que l'argumentation du député de Verdun conclut à l'urgence de débattre cette question.

M. BELLEMARE: M. le Président, parlant sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre, vous avez dû vous rendre compte que le député de Chambly et honorable leader de l'Opposition a saisi l'occasion pour vous donner de multiples raisons pour accepter la motion d'ajournement de la Chambre. Cela n'était pas sur le point d'ordre qui était soulevé.

Je dis donc que l'honorable premier ministre est parfaitement justifié d'avoir soulevé son point d'ordre, parce que dans nos règlements il est bien compris que nous devons, actuellement, nous en tenir à la motion qui est devant nous. Cette motion d'ajournement de la Chambre a des règles dans cette Chambre, qui sont strictes et qui doivent être appliquées. Je sais que, lorsque j'interviendrai tout à l'heure, Je vous donnerai, moi aussi, ma version sur les raisons de ne pas l'accepter. Mais, pour le moment, l'honorable député de Verdun doit s'en tenir strictement à la motion qui est présentée. C'est dans cette ligne de pensée que l'honorable député de Verdun doit faire son argumentation: sur la motion et non pas sur tout le problème.

M. LE PRESIDENT: Sur la question du point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, je réitère, comme je l'ai déjà signalé à la Chambre et comme mes savants prédécesseurs l'ont fait, la difficulté qu'il y a de délimiter la

recevabilité, les arguments sur la recevabilité et les arguments sur le fond de la question. Ce n'est pas une question facile. Mais, en écoutant l'honorable député de Verdun, je dois vous dire que, mentalement, je me posais la question suivante: Qu'est-ce que nous dirions au fond, si ces choses-là étaient dites présentement?

M. LAPORTE: Fiez-vous sur nous pour cela, M. le Président.

M. LESAGE: Oui. Nous en avons...

M. LE PRESIDENT: A ce moment-là, je considère que l'honorable député de Verdun, pour le moins, rendrait un peu difficile son argumentation au fond, si déjà il dépensait toutes ses balles sur cette question de recevabilité. Je lui demande donc sa coopération. Je voudrais qu'on argumente sur les trois points suivants, qui m'éclaireront sûrement: l'urgence, la gravité et aussi l'absence de possibilité de traiter autrement cette question qui m'intéresse beaucoup.

M. WAGNER: Je vous remercie de votre sollicitude, M. le Président. A la lumière de vos remarques, je vais m'en tenir, évidemment, à la motion, je voudrais dire à la Chambre qu'il y a urgence qu'un débat intervienne ici sur toute cette question des débits clandestins et du trafic d'alcool. L'urgence est d'autant plus pressante que les paroles du premier ministre, ce matin, indiquent que le premier ministre, pour venir au secours de son gouvernement, n'hésite pas à utiliser l'arme des faibles...

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

M. WAGNER: ... c'est-à-dire la menace de représailles...

M. BERTRAND: M. le Président...

M. BELLEMARE: Ce sont des motifs, M. le Président. C'est de l'injure.

M. BERTRAND: M. le Président, sur un point d'ordre. Voilà que l'on prête des motifs indignes à celui qui parle. Au moins, en vertu des règlements de la Chambre, c'est mon devoir de vous prier, M. le Président, d'appliquer les règlements à l'endroit du député de Verdun.

M. LE PRESIDENT: Lorsque l'honorable premier ministre...

UNE VOIX: Grand homme !

M. LE PRÉSIDENT: ... est intervenu sur le point d'ordre, j'étais déjà debout pour demander à l'honorable député de Verdun de bien vouloir retirer la dernière partie de ses remarques.

M. WAGNER: M. le Président, j'aimerais bien savoir du premier ministre...

M. BERTRAND: Retirez. Il y a une demande du président de retirer cela.

M. WAGNER: De retirer quoi?

M. BERTRAND: De retirer les motifs que vous venez d'imputer!

M. WAGNER: Les motifs? Ah, c'est le gouvernement qui connaît les motifs. Ce n'est pas moi.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BELLEMARE: C'est vous qui avez dit que c'était un faible.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Que le gouvernement soit faible, je l'ai dit et je le répète.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BELLEMARE: M. le Président, ce n'est pas ce qu'il a dit. C'est que son premier ministre...

M. BERTRAND: A l'ordre! Il m'a prêté les motifs que j'utilisais le chantage.

M. BELLEMARE: Il a dit que son premier ministre employait l'argument des faibles, le chantage. Cela, M. le Président, l'honorable député de Verdun va le retirer.

M. BERTRAND: Le Président a demandé qu'il le retire, d'ailleurs.

UNE VOIX: C'est un écoeurant.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je remercie beaucoup l'honorable député de me donner l'occasion de dire un mot. Lorsque j'ai rendu une décision sur le point d'ordre formulé par l'honorable premier ministre, je comprends que l'honorable député de Verdun était occupé à parler avec l'honorable chef de l'Opposition, et peut-être n'a-t-il pas entendu la décision que j'ai rendue. Je lui ai demandé alors de bien

vouloir retirer la dernière partie de ses remarques, là où il disait substantiellement — je n'ai pas le texte — que l'honorable premier ministre employait l'arme des faibles, soit la menace ou le chantage, en tout cas substantiellement ces paroles-là. Je lui demande de bien vouloir retirer ses paroles.

M. WAGNER: Je me rends de bonne grâce à votre demande, M. le Président. Je voudrais tout simplement dire à la Chambre...

M. GABIAS: Retirez les paroles.

M. WAGNER: M. le Président, je voudrais tout simplement dire à la Chambre que d'ordinaire...

M. GABIAS: Il n'a pas retiré ses paroles.

M. WAGNER: ... dans des causes...

M. LAPORTE: Il aurait pu les retirer comme l'a fait le député de Chicoutimi l'autre jour.

M. GABIAS: Non, non. Non, non, M. le Président.

M. LAPORTE: Je suggère...

M. GABIAS: M. le Président, vous avez rendu une décision, le député de Verdun ne retire pas les paroles qu'il a prononcées.

M. LAPORTE: Il s'est rendu de bonne grâce à la demande du Président.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! J'ai cru comprendre effectivement que l'honorable député de Verdun a dit qu'il se rendait de bonne grâce à ma demande. Disons que je ne voudrais pas pécher par excès de formalisme et exiger des formules sacramentelles... A l'ordre!

L'honorable député de Verdun.

M. WAGNER: Je voulais tout simplement dire que, dans ces causes où la justice est impliquée, il est normal que l'on retrouve souvent chez certains individus l'emploi injustifié d'une arme qui s'appelle la menace, les représailles et le chantage. Je voudrais vous rappeler, M. le Président, que lorsque nous avons discuté en Chambre du projet de loi concernant la création d'une Commission de police, nous avons insisté pour que les enquêtes soient publiques, justement pour éviter les sortes d'incidents auxquels on assistera ces jours prochains.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Connaissant l'expérience de l'honorable député de Verdun, je suis convaincu qu'il se rend compte maintenant qu'il fait allusion à un débat antérieur et que ceci nous est défendu par le règlement.

M. WAGNER: Je vous remercie, M. le Président. J'aurais cru que, ce matin, le gouvernement se serait empressé de féliciter, pour son courage et sa détermination, le chef de police de Vanier qui a fait son devoir et s'est tenu debout comme un homme.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: En allant glisser dans l'oreille du député de Verdun, à la cachette, le soir... Oui...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je pense que l'honorable député de Verdun a l'impression que la première étape concernant la recevabilité a été franchie. Nous en sommes encore à la motion et il faut à ce moment-ci que je sois éclairé uniquement sur la question de gravité, d'urgence et de moyen unique de discuter de ce problème. Je voudrais bien que l'honorable député de Verdun m'accorde sa coopération afin que nous progressions dans cette première étape.

M. WAGNER: M. le Président, à l'occasion de cette première étape, vous me permettez de vous dire que, depuis quelque temps, avec les renseignements qui nous parviennent et avec l'attitude du gouvernement, nous nous posons des questions, et ces questions trouvent leur écho à l'échelle de la province.

Jamais peut-être n'avons-nous vu dans cette Chambre — et voilà l'urgence — jamais n'avons-nous vu un gouvernement aussi peu désireux de fournir les réponses aux questions que se pose la population...

M. LOUBIER: Le président est debout.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A l'ordre!

M. LOUBIER: L'homme de discipline.

UNE VOIX: On a très bien compris votre affaire.

M. GABIAS: Il ne voit pas grand-chose.

M. MALTAIS (Saguenay): Il n'avait pas vu le président.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je réitère qu'à ce stade-ci des procédures de la Chambre nous devons argumenter uniquement sur la question de l'urgence et de la nécessité de débattre la question. Si la motion est adoptée, suivant l'éclairage ou les lumières que je recevrai, ce problème pourra être discuté. Mais, à ce moment-ci, l'honorable député de Verdun conviendra que nous ne pouvons aborder ce problème.

M. WAGNER: Je vous remercie, M. le Président. Veuillez croire que je fais des efforts désespérés pour m'en tenir à la ligne de conduite que vous me tracez.

L'urgence existe parce que le gouvernement, aujourd'hui, à l'heure même où nous en discutons en Chambre, est absolument impuissant à faire face à ses responsabilités pour maintenir le respect de la loi.

M. GABIAS: Sur un point d'ordre, M. le Président. Vous avez déjà rendu deux décisions à l'effet que le député de Verdun devait s'en tenir

à la question d'urgence. Déjà, la troisième fois, le député de Verdun revient sur la question de fond.

M. LOUBIER: C'est le partisan qui parle.

M. GABIAS: Il fut un temps, dans cette Chambre, où lorsqu'un député ne se rendait pas

à la demande du président, on l'enlevait la parole.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Malheureusement, je ne peux, à ce moment-ci, écouter plus longtemps la jurisprudence qui m'a été laissée par mes savants prédécesseurs. Je tiens à dire que, ce matin, pour autant que j'ai pu le faire, je me suis acquitté de mes fonctions au moins avec impartialité et avec vigilance. Depuis que l'honorable député de Verdun a pris la parole, je crois m'être levé cinq fois. Je me propose de le faire de nouveau si l'honorable député de Verdun s'écarte de la ligne de conduite qui a été tracée, et par moi, et par mes prédécesseurs, sur la même question. Je sais d'avance qu'il va nous accorder sa coopération et je l'en remercie.

M. WAGNER: Je vous remercie.

M. LESAGE: Sur le point d'ordre, juste un mot. Que le député de Verdun mentionne que l'action prise jusqu'à maintenant par le gouvernement n'est pas de nature à régler la situation d'urgence que nous invoquons, je crois que c'est

bien dans l'ordre. N'oublions pas que l'un des éléments qu'il faut prouver, c'est qu'il n'y a pas d'autres moyens que le débat.

M. BELLEMARE: A l'ordre!

M. LESAGE: C'est le président qui a fait cette déclaration tout à l'heure et c'est un point qui est bien mentionné dans mon intervention, lorsque j'ai dit: Le seul forum qui reste, c'est l'Assemblée législative. Alors, je pense que le fait de prouver que le gouvernement n'a pas agi ou que les mesures qu'il a prises ne sont pas de nature à régler la situation, c'est bien dans l'ordre.

M. GABIAS: Voyons donc! Le chef de l'Opposition dit ce que l'autre ne peut pas dire.

M. BELLEMARE: Exactement.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Verdun.

M. WAGNER: Evidemment, je n'ai pas l'intention de m'engager sur le terrain du sub judice que le premier ministre a soulevé hier, mais je voudrais, quand même, souligner, pour bien démontrer l'urgence et la nécessité d'un débat en cette Chambre, que ce qui est important, ce ne sont pas les cinq plaintes devant les tribunaux contre cinq individus, mais c'est qu'actuellement, devant l'opinion publique, le gouvernement devient l'accusé, accusé lui-même d'une tolérance soutenue et impardonnable pendant cinq mois, de l'illégalité la plus condamnable.

M. BERTRAND: Je soulève un point d'ordre. Tantôt, on prêtait des motifs. A ce moment-ci, on les déguise, en disant que le gouvernement se fait le complice de l'illégalité et de la tolérance d'un commerce. Nous allons au fond du problème et je soumets que le député de Verdun va s'en tenir aux critères que vous avez indiqués tantôt et, surtout, ne pas prêter de motifs au gouvernement.

M. WAGNER: Je dois vous souligner que je n'ai pas dit que le gouvernement se fait le complice. Je ne suis pas encore arrivé là. J'ai dit que le gouvernement, actuellement, est accusé, et je voulais ajouter que, accusé, le gouvernement, par son attitude, par ses gestes, par son comportement, ne mérite même pas le doute raisonnable, le bénéfice du doute raisonnable.

Je vais maintenant continuer mon exposé sur l'urgence d'un débat en cette matière. L'urgence d'un débat en cette matière est motivée, en plus

des raisons qui vous ont été exprimées de façon juste, et en même temps d'une manière sereine par le chef de l'Opposition, hier également, par le leader de l'Opposition, en plus de ces raisons, par les questions bien précises qui ont été posées par le premier ministre, questions qui sont demeurées sans réponse.

M. BERTRAND: C'est totalement injuste.

M. WAGNER: Nous avons reçu ce matin d'autres renseignements s'ajoutant au dossier que nous connaissons déjà, renseignements qui nous permettent de poser des questions au gouvernement, questions urgentes. Par exemple, est-il exact qu'un débouché important du trafic clandestin se situe à Trois-Rivières, de l'entrepôt même...

DES VOIX: Ah! Ah!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: A l'ordre! le président est debout

M. GABIAS: A l'ordre!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Verdun a un petit peu de difficulté ce matin, je pense, à suivre la ligne de conduite que nous avons tracée sur cette question de recevabilité de la motion. Je pense que, s'il procédait de la même façon que je le fais présentement, à savoir ce que nous dirions, au fond, si la motion était adoptée, il ne pourrait pas s'engager dans les propos qu'il traite présentement. Je l'invite donc, de nouveau, à plaider sur les trois points que je lui ai soulignés.

M. GABIAS: Sur une question de privilège. Si j'ai bien compris le député de Verdun, ce dernier a laissé entendre que j'étais au courant de l'existence...

DES VOIX: Non, non, non.

M. LAFRANCE: Il n'a rien compris.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Un instant. Vous êtes bien nerveux ce matin. Si j'ai bien compris, le député de Verdun a laissé entendre à cette Chambre que j'étais au courant de l'existence d'un dépôt clandestin de boissons aux Trois-Rivières.

M. BLANK: Au moins depuis ce matin.

M. GABIAS: D'abord, je déclare que je ne suis pas au courant. Je demande au député de Verdun, si, lui, il est au courant, pourquoi il n'a pas pris les moyens pour qu'une plainte soit portée contre ce dépôt clandestin. Celui qui ne fait pas cela est un tartuffe.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

UNE VOIX: Avez-vous rencontré Molière récemment?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Ces paroles venant du député de Trois-Rivières ne sont même pas une insulte et je ne soulève même pas la question de privilège.

UNE VOIX: Ah, mon doux!

M. WAGNER: Comme le député de Trois-Rivières veut avoir des précisions...

M. GABIAS: Oui.

M. WAGNER: ... veut avoir des rectifications...

M. GABIAS: Oui.

M. WAGNER: ... je me rends de bonne grâce à sa demande.

M. GABIAS: Oui. En aucun temps.

M. LE PRESIDENT: Je regrette, mais je ne peux satisfaire toutes les fantaisies, et tous les caprices, et toutes les invitations qui sont lancées dans cette Chambre.

A ce moment-là, nous ouvririons un débat sur une question de privilège. Je dois rappeler

ci nous en sommes uniquement sur la recevabilité de la motion. Les questions incidentes devront être vidées plus tard.

M. LAPORTE: M. le Président, la curiosité du député de Trois-Rivières paraissant très vive et légitime, vous devriez permettre au député de Verdun de la satisfaire.

M. LESAGE: De rectifier au moins, parce que j'ai l'impression que le député de Trois-Rivières a mal compris et s'est cru visé personnellement. Je pense bien que le député de Verdun se doit de rectifier les faits et de répéter exactement ce qu'il a dit pour que le député comprenne bien

qu'il n'a pas été visé personnellement. S'il a coiffé un chapeau, nous n'en sommes pas responsables.

M. LAPORTE: Il n'est pas visé.

M. GABIAS: Cela prend une tête; on ne pourrait pas en dire autant du chef de l'Opposition.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je m'excuse de freiner la curiosité de certains membres de cette Chambre, mais je dois demander à l'honorable député de Verdun de continuer sur la recevabilité de la motion.

M. WAGNER: Alors, M. le Président, je regrette de ne pouvoir officiellement satisfaire la curiosité du député de Trois-Rivières. J'espère que nous aurons l'occasion, lors du débat pour lequel le député de Trois-Rivières votera sans doute... J'imagine que le député de Trois-Rivières sera d'accord, s'il y a un vote, pour que nous débattions en Chambre toute cette histoire.

M. GABIAS: Si je ne craignais pas l'imagination maladive du député de Verdun, je serais pour, mais, quand on a déjà vu le député de Verdun trouver 35 morts à la télévision, on doute de son imagination.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Au train où vont les discours, j'aurai énormément de difficulté à me prononcer sur la recevabilité de la motion. Il faudra que je m'en remette à mes propres et modestes lumières. C'est pourquoi je sollicite de l'honorable député de Verdun qu'il m'éclaire davantage sur la recevabilité de la motion.

M. WAGNER: M. le Président, je saute par-dessus tout ce chapitre qui aurait vivement intéressé le député de Trois-Rivières et le gouvernement. Le député de Verdun a voulu expliquer à l'honorable député de Trois-Rivières pourquoi il y a urgence que nous débattions en Chambre toute cette question du trafic illégal de l'alcool dans la province de Québec.

Actuellement, nous n'avons qu'à regarder les manchettes des journaux. J'en avais plusieurs devant moi et je pense bien que tous les membres de cette Chambre les ont parcourus abondamment. Il y en avait une en particulier qui m'avait frappé de façon fort spéciale, non pas tellement pour ce qu'elle disait que pour ce qu'elle ne disait pas. Le titre était: «Le gin ne passe plus». Quel aveu, M. le Président, de la part d'un journal qui s'appelle Montréal-Matin!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!



Nous assistons, actuellement, et voilà l'urgence, de la part de l'exécutif de la province, à une politique de justice à deux étages.

DES VOIX: A l'ordre!

M. WAGNER: Une justice impitoyable pour les petits...

M. LOUBIER: L'homme de discipline.

M. WAGNER: ... et une justice complaisante pour les gros du deuxième étage.

UNE VOIX: Seulement un a applaudi, c'était pas mal trop bas ça.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je tiens à dire qu'il me serait extrêmement pénible — je devrai quand même m'acquitter de mes fonctions — d'avoir à rappeler à l'ordre, en le nommant surtout, un député. Mais l'honorable député de Verdun conviendra que je fais ici une gymnastique non seulement intellectuelle, mais physique en me levant au moins pour la dixième fois.

Je lui demande donc, étant donné son expérience, qui est reconnue, qui est connue, de bien vouloir s'en tenir à la question de recevabilité, sans quoi j'aurai l'obligation désagréable de le rappeler à l'ordre.

M. WAGNER: M. le Président, je vous remercie. J'ai autant de sympathie pour vous, la position que vous occupez actuellement et les circonstances dans lesquelles vous vous trouvez que j'ai de pitié pour le gouvernement que je trouve en face de moi.

Mais ce qu'il y a d'infiniment grave dans cette affaire et qui justifie l'urgence, c'est la faillite de l'administration de la justice. Faillite résultant de l'insouciance et de l'irresponsabilité...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A l'ordre!

DES VOIX: A l'ordre!

M. WAGNER: ... d'un ministre de la Justice qui refuse...

UNE VOIX: A l'ordre! Encore une fois.

M. WAGNER: ... d'assurer le respect de la loi.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je constate que l'honorable député de Verdun a continué la phrase qu'il avait commencée lorsque je suis in-

tervenu. Pour la dernière fois, je lui dis que je devrai malheureusement le priver de son droit de parole s'il maintient sa position en voulant traiter au fond la question qui ne doit pas être discutée à ce stade-ci.

M. WAGNER: M. le Président, je vais me conformer, avec beaucoup de respect, à votre décision et je vais tenter, malgré les difficultés, de souligner à la Chambre jusqu'à quel point il est urgent que nous vidions une fois pour toutes, au fond, ce problème. Et pour le faire, combien il est urgent que nous adoptions la forme, c'est-à-dire la motion qui vous est présentée.

Evidemment, des plaintes ont été portées par le gouvernement. Pourquoi d'autres plaintes n'ont-elles pas été portées? Pourquoi pas de plainte contre la compagnie Melchers? Pourquoi pas de plainte contre D'Anjou Transport?

DES VOIX: A l'ordre!

M. WAGNER: Ce sont là des questions qui indiquent...

M. LOUBIER: A l'ordre! Le président est debout.

M. WAGNER: ... l'urgence.

M. ROY: Laissez-le vider...

M. LOUBIER: Un instant. C'est le président qui va décider ça.

M. LE PRÉSIDENT: Je voudrais qu'on me donne un exemple d'assertion que l'on fera sur le fond si vraiment les arguments qui sont donnés depuis quelques minutes sont des arguments qui plaident en faveur de la recevabilité de la motion.

Je pense que l'honorable député de Verdun, qui a tout de même une grande expérience, réalise que ces questions ne peuvent pas être traitées à ce stade-ci.

M. WAGNER: M. le Président, maintenant que le débat sur la recevabilité de la motion est circonscrit, je pense que la meilleure raison qu'on puisse vous donner, en dernière analyse, puisqu'il faut terminer à un moment donné, la meilleure raison qui puisse justifier l'urgence du débat, c'est cette protestation véhémement et répétée de la part des ministériels qui s'opposent non seulement à ce qu'il y ait débat, mais à ce qu'on puisse poser les questions que toute la population du Québec se pose dans cette affaire.

A ce moment-ci, M. le Président, je plaide devant les deux côtés de la Chambre et je dis particulièrement aux ministériels et à chacun des députés: Si vraiment vous voulez que la lumière se fasse, si vraiment vous n'avez rien à cacher...

DES VOIX: A l'ordre!

M. WAGNER: ... levez-vous, dites-le et votez en faveur de la motion qui est présentée par le chef de l'Opposition.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable Secrétaire de la province.

### **M. Rémi Paul**

M. PAUL: M. le Président, je sais que les règlements de la Chambre me défendent d'impliquer des motifs ou de faire des insinuations qui peuvent justifier la présentation de la motion que nous a soumise l'honorable chef de l'Opposition. Je trouve cependant étrange que, depuis le 22 octobre, vous ayez été saisi de trois motions semblables, à savoir: l'ajournement de nos débats pour discuter, tantôt de l'éducation, tantôt de la Régie des alcools et, cette fois, pour étudier la situation qui existerait dans la province par suite du prolongement de la grève de la Régie des alcools. Il s'agit donc pour vous, M. le Président, de juger de l'urgence du débat et non pas de l'opportunité d'en discuter le mérite ou l'importance.

Nos auteurs de droit parlementaire ont fait des analyses qui démontrent qu'il faut être excessivement prudent dans l'application et la recevabilité de ces motions d'ajournement de débat. Si je me réfère au texte même de la motion de l'honorable chef de l'Opposition, je soumettrai, dans quelques instants, que vous ne devez pas la juger recevable en raison de certains faits qui se sont déroulés et que je mentionnerai brièvement.

Pour ce qui est des arguments soulevés par mon honorable ami le député de Verdun, je crois que lui-même a jugé que la motion de l'honorable chef de l'Opposition était pour le moins faible, puisqu'il a parlé que, dès ce matin, l'honorable premier ministre en sa qualité de ministre de la Justice, avait posé des actes de nature à remédier à un état de fait ou à une situation qui pouvait exister lorsqu'il a fait une référence à la Commission de police. Mais, tel n'est pas le noeud du problème qui vous est soumis, M. le Président. En vertu des dispositions de l'article 188 de nos règlements, vous avez à décider si, en raison du caractère d'urgence de la ques-

tion soulevée par l'honorable chef de l'Opposition, vous devez permettre à cette Chambre de se prononcer au fond sur un débat que voudrait amorcer l'honorable chef de l'Opposition.

Déjà, nous en avons eu un avant-goût parce que l'honorable député de Verdun a soulevé énormément d'arguments de fond, mais aucunement pour soutenir l'urgence du débat que voudrait soulever l'honorable chef de l'Opposition. L'article 188 ne doit être appliqué que dans de très rares cas, M. le Président. S'il faut qu'à l'occasion du moindre événement d'intérêt national, dans le sens d'intérêt collectif pour la province de Québec, il nous soit possible d'ajourner nos travaux pour discuter de cette question imprévue ou d'intérêt général, je crois que nous ne pourrions en aucune façon progresser dans les travaux de cette Chambre. On répondra que cette grève qui existe depuis cinq mois apporte un état de fait qui créerait des situations qui justifient la présentation de la motion faite par l'honorable chef de l'Opposition, et que, par voie de conséquence, vous devriez juger cette motion recevable.

M. le Président, j'ai déjà eu l'occasion d'analyser le caractère d'urgence de ces motions. Qu'il me soit permis de me référer encore, par déformation professionnelle à l'auteur de droit le plus souvent cité ici même, au pays, Beauchesne, à la page 92, 4e édition, version française. J'aime mieux commenter immédiatement cet article, parce que je sais que l'on vous le soumettra dans quelques instants, avec une interprétation qui serait peut-être différente de celle que je veux vous soumettre.

Tout d'abord, urgence, au sens de la présente règle, et à ce moment-là, Beauchesne se réfère à l'article 26 des règlements de la Chambre des communes, urgence, au sens de la présente règle, ne s'applique pas au fond même de la question, mais signifie urgence du débat, lorsque les occasions ordinaires fournies par le règlement de la Chambre ne permettent pas que le sujet soit soulevé. Je sais — j'arrête ici — qu'on vous signalera tout à l'heure qu'il n'y a plus de motion de subsides possible, et, par conséquent, la Chambre sera privée selon toute possibilité, de la discussion de ce sujet, mais je continue, ne permettent pas que le sujet soit soulevé assez tôt. Ce qui est très important, M. le Président, c'est ce qui suit: « et que l'intérêt public exige que la discussion ait lieu immédiatement. » Est-ce que l'intérêt public exige que nous discussions immédiatement de cette question? Ou l'intérêt public ne veut-il pas que l'enquête qui est déjà en cours, depuis quelques jours, se continue, et que le ministre de la Justice prenne des mesures appropriées, si néces-

saire, pour mettre fin à une situation, qui, dans certains cas, impose des gestes immédiats comme ceux posés à l'endroit de cinq personnes dont les noms nous ont été donnés hier, dans une déclaration faite par le premier ministre? C'est là, M. le Président, que commande l'intérêt public. L'intérêt public commande également à tous ceux qui sont en mesure d'aider la justice à dévoiler, à déceler cette contrebande illicite de boissons alcooliques, à y mettre fin, de coopérer avec la sûreté provinciale et non pas de s'en aller...

M. LAPORTE: M. le Président, j'invoque le règlement. J'irai même jusqu'à dire, pour être très bref, qu'à mon avis, c'est la première fois que l'ancien président est hors d'ordre.

M. BELLEMARE: Savez-vous que vous prétendez...

M. PAUL: Cela me fait plaisir de constater que l'honorable député de Chambly pour qui j'ai beaucoup de respect, réalise, une fois de plus, que je n'ai peut-être pas la même interprétation du règlement que lui. Alors, il vous appartiendra à vous de décider...

M. LAPORTE: Peut-être que vous l'aviez, avant alors que vous étiez à l'autre endroit.

M. PAUL: Non, j'ai toujours essayé de garder le même esprit avant et après.

UNE VOIX: C'est inné chez lui.

M. PAUL: Je dis donc, M. le Président, que l'urgence pour une solution de ce problème, c'est de collaborer avec les organismes actuellement en place pour tâcher de résoudre ce désarroi apparent qui nous est mentionné ce matin, par l'honorable chef de l'Opposition. Est-ce que, M. le Président, l'honorable chef de l'Opposition, en rédigeant sa motion, ne veut pas atteindre deux buts? Je ne lui prête pas de motifs, j'analyse au texte la motion qui est présentée.

Tout d'abord, on lit dans le texte de la motion: « Le commerce illicite et clandestin de l'alcool a atteint des proportions scandaleuses. Je ne crois pas avoir besoin de répéter tout ce qui s'est dit et écrit à ce sujet. Que l'on songe seulement au fait que, etc. » A ce moment-là, l'honorable chef de l'Opposition nous saisit d'un problème dans sa motion.

Ce qui m'inquiète quelque peu - peut-être que je me trompe dans l'interprétation du texte de la motion qui nous est soumis - c'est lorsqu'on lit: « Le commerce clandestin de l'alcool

se pratique sur une telle échelle qu'il entraîne un déséquilibre des forces en présence dans les négociations entreprises pour mettre fin à la grève de la Régie des alcools. Cette grève dure depuis près de cinq mois et a des conséquences très graves, entre autres, sur les revenus de l'Etat. » Deuxième sujet à l'étude. Premièrement, le commerce des boissons alcooliques et, deuxièmement, la situation qui existe dans les négociations actuellement en cours entre la Régie des alcools et son syndicat.

Je soumets respectueusement qu'à ce moment-là l'honorable chef de l'Opposition a oublié les commentaires de droit qui nous sont donnés par Campion à la page 153: « The matter of such a motion must be standing order « b) premièrement, « définitive ». Or, le but de la motion n'est pas défini, puisqu'il y en a deux: le commerce de la Régie des alcools et, deuxièmement, l'état actuel des négociations entre la Régie des alcools et ses employés.

Je dirai même plus. La motion de l'honorable chef de l'Opposition ne devrait pas être requise pour accroc à un article élémentaire de notre droit parlementaire, soit l'article 285, onzièmement, parce que l'honorable chef de l'Opposition, à l'appui de sa motion, se réfère à une déclaration faite hier par l'honorable premier ministre au comité des régies à caractère commercial ou industriel. Or, cet article de notre règlement nous défend de nous référer à des travaux qui se déroulent à un comité lorsque le rapport dudit comité n'est pas produit. Et, ce matin, on n'a pas voulu recevoir le rapport du comité. On avait le droit de le faire.

M. LAPORTE: Est-ce qu'on l'a produit? Est-ce qu'il est déposé?

M. P A U L : Il n'est pas reçu.

M. LAPORTE: Et puis? Qui dit que, quand il n'est pas produit...

M. P A U L : Il n'est pas reçu. Il y a une distinction entre le fait de déposer un rapport et celui de le recevoir, au point de vue du droit parlementaire.

M. LESAGE: Un point de règlement.

M. LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition sur un point de règlement.

M. GABIAS: Cela le dépasse.

M. LESAGE: Je voudrais signaler que le député de Maskinongé discute en ce moment non pas la motion qui est présentée, mais les raisons que j'ai apportées à l'appui de ma motion, ce qui est totalement différent. Si, dans l'exposé de mes raisons, je n'ai pas observé le règlement, on aurait dû invoquer le règlement à ce moment-là,

M. LE PRÉSIDENT: J'écoute avec beaucoup d'intérêt les remarques de l'honorable Secrétaire de la province, mais, dans mon esprit, la motion se terminait après la cinquième ligne. La motion serait la suivante: « En vertu de l'article 188 du règlement, j'ai l'intention de proposer une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question urgente, grave et d'importance provinciale, à savoir le commerce illicite et clandestin de l'alcool dans toute la province et les moyens à prendre, sans délai, pour y mettre fin. »

M. LESAGE: C'est ça qui était la motion.

M. PAUL: L'honorable chef de l'Opposition se réfère, pour appuyer sa motion, à des événements qui se sont passés au comité hier. A ce moment-là, on devrait également prendre toutes les déclarations qui y ont été faites, afin que vous soyez parfaitement saisi de tout le problème.

En effet, l'honorable premier ministre a déclaré, hier, qu'une enquête était actuellement menée par la Sûreté provinciale et que, si les faits le justifiaient, il y aurait une enquête publique sur cette question.

UNE VOIX: C'est ça, c'est clair.

M. PAUL: Par conséquent, de deux choses, l'une. L'enquête menée par la Sûreté provinciale va être effective, et nous n'avons aucunement raison de douter de la compétence, de l'efficacité du travail des membres de la Sûreté provinciale. Quant à moi et quant aux honorables députés de ce côté-ci de cette Chambre, nous sommes convaincus que le travail que va faire la Sûreté provinciale va être en mesure d'apporter les éclaircissements voulus, comme le travail a déjà été commencé, et le gouvernement n'hésitera pas un seul instant à prendre les actions qui s'imposent...

M. LAPORTE: J'invoque le règlement, M. le Président. Je n'ai aucune objection, personnellement, à ce que le ministre continue l'argumentation, mais je me croirai justifié, cet après-midi, avec votre permission, de discuter de la même chose.

M. PAUL: Voici, M. le Président...

M. LESAGE: C'est le fond de la question...

M. LE PRÉSIDENT: Je comprends que le député de Chambly n'ait pas d'objection, mais j'en ai de sérieuses, et je ne voudrais pas que l'honorable Secrétaire de la province ouvre un débat sur le fond de la question.

M. PAUL: Je n'ouvre pas de débat sur le fond, au contraire, M. le Président, je veux le fermer. Et je vais le fermer, en vous disant qu'il n'y a aucun doute que l'action sera prise en temps et lieu, comme elle a déjà commencé à...

M. LESAGE: ... en temps et lieu...

M. PAUL: Oui, oui, en temps et lieu.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. PAUL: Pour les honorables amis d'en face...

M. LESAGE: Est-ce que le député de Maskinongé a dit...

M. PAUL: ... ça ne leur convient pas, dans cette période que nous traversons présentement, en prévision du 4 décembre.

UNE VOIX: En temps et lieu.

M. PAUL: Je dis en temps et lieu, et, à ce moment-là, le caractère d'urgence se présentera, si la Chambre n'a pas l'occasion d'obtenir tous les renseignements, et si la Chambre voit que le gouvernement néglige de prendre position pour mettre fin à la situation qui existe présentement.

Mais que nous apporterait le débat pour aller au fond du problème? Il s'agit pour vous de juger si la situation est tellement grave, que rien n'est fait, que rien ne sera fait, et que nous devons donner liberté complète à tous les honorables députés de discuter du fond de la question soulevée par l'honorable chef de l'Opposition. Si nous nous référons aux déclarations qui ont été faites dans cette Chambre, nous n'avons pas le droit de douter un seul instant que, déjà, des actions positives ont été faites, que la Sûreté provinciale enquête. Hier, l'honorable premier ministre déclarait au comité: S'il le faut, une enquête publique sera menée mais avant d'ordonner telle enquête publique, il faut donner le temps à la Sûreté provinciale de faire cette enquête.

Pendant que cette enquête est en cours, il n'y a aucune urgence de discuter de cette question au fond, comme voudrait le faire l'honorable chef de l'Opposition. Nous ne connaissons pas tous les faits. Peut-être y en a-t-il dans cette Chambre, qui sont au courant de certains faits. Je n'ai aucun doute qu'ils les soumettront à la Sûreté provinciale, ce qui éviterait un débat d'urgence. Je sais, d'un autre côté, que vous êtes moralement lié par l'article 188.

D'ailleurs, l'article 188 a des notes très intéressantes, spécialement la note quatre. On lit « qu'on peut, lorsque la Chambre n'est saisie d'aucune affaire, proposer l'ajournement en vue de discuter quelque affaire grave et urgente... » C'est la motion que nous a présentée ce matin l'honorable chef de l'Opposition. « ...cette proposition se fait généralement avant l'appel des affaires du jour... » C'est ce qui a été fait ce matin par l'honorable chef de l'Opposition. « ... mais il n'est pas permis, à la faveur d'une pareille proposition, de poser une question à l'Orateur ni de discuter un ordre du jour, une motion qui est inscrite au feuillet, une affaire qui a été précédemment écartée, une affaire qui a déjà été discutée pendant la session en cours, une réponse à une question. »

Ces mots veulent dire quelque chose, M. le Président, et Dieu sait combien nous avons eu de questions ici même en Chambre au sujet de la situation qui existe actuellement dans la province quant au commerce illicite des boissons alcooliques!

D'ailleurs, je voudrais vous référer à une sage décision rendue par l'un de vos illustres prédécesseurs, mon bon ami, l'honorable député de Westmount, en date du 19 février 1965, à la page 713 du journal des Débats:

M. POrateur, en s'appuyant sur la note 4 de l'article 188 du règlement, déclare qu'il n'est pas permis, à l'occasion d'une motion demandant l'ajournement de la Chambre, de discuter d'une réponse déjà donnée à une question, ni d'une motion inscrite au feuillet. Et il décide que la motion du chef de l'Opposition est ainsi irrégulière et qu'elle est irrecevable.

S'il n'y a pas un caractère d'urgence parce que l'intérêt public ne le commande pas immédiatement. Première question. D'après Beauchesne, il faut qu'il y ait un caractère d'urgence d'un débat — ce qui ne se présente pas actuellement — et surtout il faut que l'intérêt public exige que la discussion ait lieu immédiatement. Est-il d'intérêt public que la Chambre discute de cette question ou n'est-il pas d'intérêt public d'attendre les résultats d'une enquête actuellement en cours? Et si l'enquête, une fois tenue, ne justifie pas la conduite du gouvernement aux

yeux de nos honorables amis, ils pourront toujours à ce moment-là demander l'ajournement des travaux de la Chambre pour discuter de toute la question.

Le noeud, il est là: l'opportunité du débat. Cette opportunité ne se présente pas. L'intérêt public commande que ce débat d'urgence n'ait pas lieu. D'autant plus que, suivant la note 4 de l'article 188, cette motion serait irrecevable parce qu'il n'y a pas eu une, mais plusieurs questions sur le même point qui ont été posées à l'honorable premier ministre depuis le début de la semaine.

Je soumets respectueusement qu'il faut faire une distinction entre l'intérêt d'une question et le caractère d'urgence d'un débat à son sujet. Je vous ai référé tout à l'heure à Campion. Je voudrais également vous citer les deux autres conditions qui sont exigées pour qu'une motion soit jugée recevable.

Elle doit être définie. Je soumets respectueusement que la motion de l'honorable chef de l'Opposition quant à moi n'est pas définie parce qu'elle a double but.

Il doit y avoir urgence. J'ai disposé de ce point.

« And public importance ». J'ai également signalé que l'intérêt public ne commandait pas un débat d'urgence. D'ailleurs, l'honorable président de la Chambre des communes, au mois d'octobre dernier, déclarait en commentant l'article 26 — et je m'en rapporte au débat du vendredi 4 octobre 1968 — que cette motion d'ajournement des débats ne doit être reçue que dans de rarissimes cas.

Est-ce qu'il subsiste un doute dans votre esprit M. le Président? Je soumets respectueusement qu'à la lumière de tous les auteurs de droit qui ont traité cette question, de la jurisprudence déjà établie par vos prédécesseurs, à l'exception de celui qui vous parle, vous en viendrez facilement à la conclusion, surtout en vertu de la note 4 de l'article 188, que cette motion de l'honorable chef de l'Opposition ne devrait pas être reçue.

Il vous reste toujours les dispositions de la note 5 du même article 188, s'il s'élevait un doute en votre esprit.

D'ailleurs, il y a de nombreux précédents en ce sens et je voudrais, M. le Président, vous référer à une autre décision de l'honorable député de Westmount qui est rapportée aux journaux de l'Assemblée législative, 1965, page 170, où à ce moment-là, l'honorable député de Westmount, plutôt que de se prononcer lui-même sur le caractère de recevabilité de la motion, a préféré s'en rapporter au bon jugement de toute l'Assemblée, pour disposer de cette motion d'ur-

gence qui avait été soulevée alors, à l'époque, par l'honorable chef de l'Opposition du temps.

Je sou mets donc, M. le Président, que pour toutes ces raisons, il n'y a aucune urgence d'ajourner les travaux prévus pour ce jour pour s'attaquer à un problème qui est déjà sub judice en partie.

M. LAPORTE: Doit-on attendre que ce soit sub judice in toto avant d'intervenir?

M. PAUL: J'ai eu la précaution, M. le Président, de dire en partie. Je sou mets respectueusement que vous devez juger comme non recevable la motion de l'honorable chef de l'Opposition, tant en raison de la question elle-même, présentée dans un contexte qui vous a été signalé à la lumière des renseignements et de l'action déjà prise par le gouvernement, et à la lumière surtout d'une déclaration faite hier par l'honorable premier ministre au comité et en raison, également, des précédents que je vous ai cités et qui vous permettent de renvoyer la motion présentée par l'honorable chef de l'Opposition.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saguenay.

#### **M. Pierre Maltais**

M. MALTAIS (Saguenay): M. le Président, en tout premier lieu, j'ai écouté très attentivement la motion qui a été présentée par le chef de l'Opposition, qui a invoqué l'article 188, pour prouver l'urgence qu'il y avait de discuter d'une question qui semble très précise dans les termes mêmes de la motion. J'ai écouté également, avec non moins d'attention, les propos de mon collègue, le député de Maskinongé, qui est un expert reconnu en procédures et qui a puisé abondamment dans les sources de ce qu'il est convenu d'appeler, dans le langage coloré de mon ami le ministre du Travail, les « avocasseries ».

Vous me permettez, cependant, M. le Président, au tout début de mon argumentation, que je voudrais la plus brève possible pour pouvoir discuter du fond du problème, si vous en venez, évidemment, à la conclusion que la motion du chef de l'Opposition doit être reçue, vous me permettez d'être un peu troublé tout d'abord par l'opposition qui semble, en certains milieux, se manifester pour que nous n'encerclions pas, selon les termes mêmes du premier ministre, qui aime beaucoup cette expression, immédiatement au lieu d'éventuellement, au lieu du mot « futur », ce débat à l'occasion d'un débat qui serait public, qui serait fait devant les représentants du peuple, pour le peuple et afin que cette

motion puisse, en définitive, avoir sa finalité qui est au fond d'éclairer la province de Québec, qui est le sujet principal, au moins la victime principale de l'état de choses qui est en train de se créer et qui continue de se créer dans la province de Québec.

La première question que l'on doit se poser est évidemment — c'est là le texte de la motion même — est-ce qu'il y a urgence? Evidemment, le gouvernement aurait toujours, et ce sont là quelques-uns des mots que j'ai puisés au hasard dans le discours du député de Maskinongé, trop de facilité, lorsqu'il voudrait empêcher l'Opposition de présenter une motion de la nature de celle que nous présentons ce matin, dans tous les cas de quelque nature qu'ils soient de porter une plainte, par exemple d'avoir troublé la paix en étant ivre dans un cas qui concernerait un scandale provincial... A ce moment-là, il suffisait soit au premier ministre, soit à l'honorable Solliciteur général ou à quelque membre du gouvernement que ce soit de dire; Bien, mon Dieu! la question étant sub judice, il est bien compris qu'on ne peut pas parler de cette affaire. Cela serait, selon moi, enlever au peuple l'opportunité de discuter par l'intermédiaire de ses représentants, avant la recevabilité d'une motion de la nature de celle que nous avons aujourd'hui, l'opportunité de discuter ensuite du fond.

La première question, selon moi, que doit se poser, en ce qui concerne l'urgence, le président de la Chambre qui a en définitive entre ses mains la décision sur une question de l'importance de celle que nous discutons aujourd'hui, c'est de savoir tout d'abord si le sujet couvre l'ensemble du territoire, c'est-à-dire, si toute la province de Québec n'est pas astreinte à un régime qui, de par sa nature même, contrecarre son progrès, son avancement et nuit à son existence même.

Il y a donc la population qu'il faut d'abord envisager. Et je suis toujours entraîné, ici, de discuter de la forme même du débat.

Deuxièmement, il y a les conséquences et les implications du sujet qu'on aborde, eu égard à la recevabilité de la motion. Je sou mets respectueusement ici que la propagande faite autour du sujet dont fait mention la motion du chef de l'Opposition est d'une nature telle qu'il serait, selon moi, excessivement troublant que, tout d'abord, les membres du gouvernement, qui sont ici en majorité; que tout le Parlement ne s'arrête pas à penser un instant que tous et chacun de ses membres sont soupçonnés. Que ce soit par des références aux journaux, par des références à la télévision ou à tous les autres moyens d'information, dans l'esprit du public et dans l'esprit de chacun d'entre nous, vu le silence qui

semble vouloir s'étendre sur cette affaire, parce qu'il y aurait une enquête menée par la police provinciale, chacun des membres de cette assemblée, qu'on dit vouloir revaloriser à chaque instant, est un suspect, tout d'abord, pour ses propres collègues au sein du même parti, ensuite, pour ceux qui siègent à droite ou à gauche du président et dans l'esprit du public qui a nettement, d'une façon urgente, le droit de savoir si ce sujet extrêmement important porte atteinte à l'institution dont nous sommes au moins ici l'un des rouages.

Je crois que d'ores et déjà, depuis lundi dernier, les journaux ont fait état — et avec quelle abondance — de noms qui ont été connus et ce qui est plus grave ici, M. le Président, de d'autres noms de parlementaires qui seraient étalés au public, c'est-à-dire de gens dont la réputation pourrait être mise en jeu.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Jusqu'à présent, l'honorable député de Saguenay s'est assez bien conformé aux directives que nous avons eu l'occasion de tracer ce matin. Je sens le besoin de faire une mise en garde immédiatement pour qu'il ne s'engage pas sur le fond de la question.,

M. MALTAIS (Saguenay): Je vous remercie, M. le Président. Je suis simplement à montrer l'urgence — justement à cause des insinuations d'où qu'elles viennent: ce n'est pas un pardon que l'on demande, mais c'est une vérité globale que le chef de l'Opposition veut par cette motion — qu'il y a de faire la lumière sur ce sujet afin que l'on sache, une fois pour toutes, si tous les députés de cette Chambre méritent la confiance du peuple québécois, quels sont les noms des personnes qui auraient trempé... Je ne parle pas du fond du problème. Je souligne simplement l'importance qu'il y a que vous reconnaissiez l'urgence, soulignée à l'article 188, de démontrer que, si ce débat n'a pas lieu, le gouvernement actuel portera la responsabilité d'avoir imposé ou permis que l'on soupçonne l'un de ses membres, quel qu'il soit.

Qu'il soit du côté du gouvernement ou du côté de l'Opposition, qu'on le soupçonne de faire partie d'un système, d'un réseau ou d'une manière d'être qui place en doute l'intégrité même du parlement, ce qui va bien au delà de l'accusation précise ou de l'enquête précise que veut voir se mener le chef de l'Opposition, qui a comme devoir d'être le chien de garde dans la démocratie.

Il y a également, M. le Président, votre personne qui est jeu dans cette motion. Elle n'est pas en jeu en tant que député de Rivière-du-

Loup, mais elle est en jeu à cause de la haute fonction que vous occupez. Le peuple à qui nous avons des comptes à rendre occasionnellement, envers qui nous sommes responsables de notre façon d'être ou de notre absence d'agir, a les yeux tournés vers vous aujourd'hui. C'est vous qui, en définitive, allez décider, sur cette très importante question, qui a tellement d'urgence que même le gouvernement actuel, par la bouche du premier ministre, a accepté que siège le comité des régies gouvernementales, en maintes occasions, et qu'effectivement, depuis près de trois semaines, ces régies se rencontrent périodiquement afin de démontrer, et ceci était avant les événements de lundi, que, dans la province de Québec, à l'heure actuelle..., et mon discours sur la forme même de la motion n'implique pas seulement le cas de la Régie des alcools. Mais si un geste n'est pas immédiatement fait pour que soit clarifiée une situation qui brime le droit fondamental des citoyens qui font partie du tout Québec, où nous vivons, si cette motion pour un débat d'urgence n'est pas acceptée, nous aurons l'impression, et c'est là ce qui se dégage et des éditoriaux de journaux, des colloques que nous avons avec des groupes et de conversations que nous entendons au hasard, que quelque chose est caché par nous, les députés. L'odieux sera reporté surtout sur ceux qui, par leurs hautes fonctions, ont non seulement le devoir de donner ordre à des polices, à un système d'enquête, de faire enquête sur un tout, ce qui est un moyen facile de faire s'écouler, par l'intermédiaire des appels, dix ans avant qu'on sache la vérité!

Ce serait un moyen dangereux pour permettre au peuple de conserver leur confiance à ceux qui justement ont l'obligation d'être intègres, de vouloir le bien profond de la province de Québec, bien profond qui se reflète dans l'activité du gouvernement, dans son désir de gouverner avec ardeur. Cette motion qui est présentée ce matin par le chef de l'Opposition rejoint justement cette obligation que nous avons de demander au gouvernement d'accepter ce débat d'urgence pour démontrer, premièrement, ce que tout le peuple du Québec veut savoir. Deuxièmement, que tout le peuple du Québec a en ses parlementaires la confiance nécessaire qui lui permettra de dire - et je vous pose la question, M. le Président — Est-ce que nous avons encore le droit d'avoir confiance en eux? Troisièmement, je veux ici, vous me le permettez, je présume, aborder un autre sujet qui rejoint cette urgence. C'est qu'à l'heure actuelle, dans le tout qui se déroule dans la province de Québec, que ce soit à l'échelle du gouvernement, que ce soit à l'échelle des liens de

compagnies qui font affaires avec le gouvernement, que ce soit toujours sur l'article 188, cette urgence qu'il nous faut ici démontrer pour discuter du sujet sur l'intérêt même qu'a le Québec, l'Intérêt financier, à voir régler ce problème, ceci justifierait une intervention.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): Je m'excuse, je viens juste de vous voir.

M. BELLEMARE: Cela m'arrive.

M. MALTAIS (Saguenay): J'arrive à la pias-tre, et il m'arrête.

M. LESAGE: La différence, c'est que le ministre du Travail tourne le dos au président pour être sûr de ne pas le voir.

M. BELLEMARE: Cela, c'est prêter des motifs.

M. LAPORTE: Nous pourrions plutôt vous prêter des lunettes.

M. LE PRESIDENT: Puis-je inviter les honorables députés à m'entendre, s'ils ne veulent pas me voir? Je voudrais signaler à l'honorable député de Saguenay que, non seulement, à ce moment-ci, il s'éloigne des arguments de receva-

bilité, mais qu'il s'éloigne même de la motion principale. Je sens le besoin, vu que l'heure de la suspension des travaux approche, de rappeler la motion principale qui est devant la Chambre, et les honorables députés pourront peut-être y réfléchir pendant l'heure du repas.

En vertu de l'article 188 du règlement, j'ai l'intention, a dit l'honorable chef de l'Opposition, de proposer une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question urgente, grave et d'importance provinciale à savoir, le commerce illicite et clandestin de l'alcool à travers la province et les moyens à prendre sans délai pour y mettre fin.

Alors, la question commerciale, la question industrielle, la question financière doivent être mises de côté.

M. MALTAIS (Saguenay): Je me sou mets avec beaucoup de condescendance à la décision du président et si je me suis éloigné du sujet en fait, c'est qu'en m'y rapprochant par la suite, j'aurais déjà plus de sentiment de sentir qu'il faut toujours se rapprocher de l'idée du président.

Je crois qu'il est 1 heure, je demanderais la suspension des travaux de cette Chambre.

UNE VOIX: Il n'est pas 1 heure.

M. LE PRESIDENT: Disons que, sans lunette, je vois 1 heure et que la Chambre suspend ses travaux jusqu'à 3 heures.

**Reprise de la séance à 15 h 2**

M. LEBEL (président): A l'ordre, messieurs! L'honorable député de Saguenay.

M. MALTAIS (Saguenay): M. le Président, lors de l'ajournement à une heure, j'en étais à parler sur la motion d'urgence présentée par le chef de l'Opposition. Le motif principal de mon argumentation, que je voudrais brièvement résumer ici, était ceci: Est-il urgent ou non de parler de la situation qui prévaut actuellement dans la province de Québec?

A cet effet, l'on s'en souviendra, j'avais d'abord démontré qu'il existait une situation de fait généralisée dans la province de Québec concernant le débat qui fait le sujet de cette motion.

J'avais parlé également, pour illustrer ce fait, de l'attitude troublante qui était démontrée un peu partout à l'heure actuelle dans cette province et qui faisait que chacun des membres de cette assemblée était plus ou moins visé par l'ensemble des média d'information. J'avais dit que ceci constituait un danger pour la démocratie dans cette province, non pas seulement pour les membres de cette Chambre en particulier, mais également — ce qui est plus important — pour le premier ministre qui dirige le gouvernement et qui doit représenter d'une façon claire, précise et digne une province qui veut rester digne de ce nom.

J'avais également parlé de quelque chose, dans cette évolution de ma pensée, qui était éminemment plus important. Après avoir parlé des individus, du premier ministre, j'avais parlé de toute cette assemblée qui siège au nom du peuple afin que des solutions soient apportées au problème global qui existe présentement. C'est à ce moment-là que j'avais démontré le rôle extrêmement important, rôle lourd de conséquences s'il en est un, celui d'être le président qui doit déterminer pour le peuple en face de toute une province qui le regarde, d'une décision dans ses conséquences que la simple implication de l'incidence de la Régie des alcools qui est, au fond, la cause de la discussion elle-même.

Le fait que le président, est vu un peu en cette Chambre comme le sauveur de la liberté à travers la procédure fera donc que le peuple, aujourd'hui, attendra de lui une décision qui fera que l'on saura s'il y a urgence, eu égard à ce que j'ai dit, à discuter au fond de ce problème que nous sommes en train d'examiner maintenant pour la forme.

M. le Président, votre rôle est d'autant plus important, vis-à-vis de cette motion qui vous

est présentée, qu'il l'est à cause d'un autre élément que je veux maintenant aborder, le mauvais exemple que nous apporterons à la province de Québec si l'on refuse à toute une population, dans l'état actuel des choses, de connaître le fond d'un problème qui trouble le peuple, qui trouble les enfants de la patrie que, tous ensemble, nous voulons sauver à chaque instant.

DES VOIX: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): ... qui trouble chacun des députés de cette Chambre qui n'ont pas perdu le sens des réalités sociales, qui trouble chacun de nous qui pouvons éventuellement être accusés par des citoyens de cette province de faire partie d'un système.

Si, M. le Président, je le soumets très respectueusement, nous avons la main très haute pour punir ceux qui font de petites infractions, je ne vois pas pourquoi les autres, dans l'état actuel des choses — et c'est là la question que le peuple aura à juger après votre décision, sur la forme de cette question que nous posons à la face de la province aujourd'hui...

M. GABIAS: Les gros marchands.

M. MALTAIS (Saguenay): ... ne porteront pas...

M. LA FRANCE: Eh! les cruches là.

M. MALTAIS (Saguenay): Evidemment, M. le Président, ça ne me surprend pas de la part du député de Trois-Rivières. Je suis en train de discuter d'une façon objective d'un problème qui est sérieux, qui devrait l'empêcher de rire, lui qui est un ancien juge. Il devrait même écouter attentivement quelqu'un qui essaie de dépasser son niveau qui est à peine plus haut que celui de la position assise.

Je continue donc mon discours, M. le Président.

M. GABIAS: Il n'est pas poli pour son voisin d'en face.

M. LAPORTE: Il n'est pas poli, mais il décrit bien ça.

M. GABIAS: Ah! Pour le député de Verdun, c'était parfait.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je souhaiterais que l'honorable député de Saguenay s'attarde plutôt à nous parler de la question d'urgence, de gravité et peut-être aussi du moyen unique

que nous avons de traiter ce problème. Quant aux autres questions, il serait bon de les éviter.

M. MALTAIS (Saguenay): Je vous remercie, M. le Président, et je ferai remarquer que ce n'est pas vous qui m'avez interrompu, mais celui qui se prétend le député le plus poli en cette Chambre.

Donc, M. le Président, je voudrais que vous notiez ceci: Quelle va être la réaction du peuple, quelle va être la réaction des grévistes dans cette province, lorsque à propos des gens sur qui planent des doutes et qu'on appelle les gros, nous, on prend toutes sortes de procédures archaïques pour arrêter les enquêtes, alors que, pour les petits, on a le bras long de manière que ça passe le plus vite possible?

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): Je me demande si l'on n'est pas en train — et je me soumetts respectueusement — de ne pas donner par là notre bénédiction...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): ... à l'escalade générale qui se fait dans la province de Québec.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): C'est le peuple qui se fait justice lui-même à cause de notre lenteur administrative.

M. LE PRÉSIDENT: Malheureusement, à ce stade-ci des procédures, je n'ai pas à me montrer favorable ou défavorable à une population: j'ai à appliquer un règlement et à décider si la motion est recevable ou non. Je dois dire que c'est ma responsabilité et que je la prendrai. Que ça plaise ou que ça déplaie, je dois m'en tenir à une question de procédure et, même si l'honorable député dit qu'elle est archaïque, quant à moi, je dois encore m'y référer.

M. MALTAIS (Saguenay): M. le Président, je disais, ce matin, que cette situation est tellement urgente qu'hier après-midi, ici, à Québec, moi qui ne suis qu'un député d'en arrière, ce qu'on appelle communément un « back bencher », j'ai défendu un ministre du gouvernement actuel parce qu'on l'accusait injustement, je pense, de faire partie d'un trafic. Je considère qu'il est injuste, pour moi comme pour d'autres en cette Chambre, de voir conti-

nuer ces insinuations qui font qu'on n'a plus confiance, à cause de la façon d'administrer la procédure, en un système qui doit regarder plutôt la justice que la lenteur à parvenir à un résultat.

Lorsque je parle de la forme de cette motion, qui est faite en vertu de l'article 188 par le chef de l'Opposition, je vois bien l'ensemble du problème.

Je l'ai dit ce matin. C'est une phrase qui est chère au premier ministre de cette province. J'ai essayé d'encercler le problème dans les formes les plus légales possibles. Mais, est-il possible à l'occasion d'une discussion comme celle que nous faisons aujourd'hui, de ne pas parler du scandale du transport et de la grève de la Régie des alcools, puisque c'est cela qui est le fond même, précédé par la forme dont on doit discuter, du problème sur lequel vous aurez à vous prononcer. Et, même, nous n'aurons pas à nous prononcer parce que le gouvernement accédera, je suppose, de bonne grâce et votera pour la motion du chef de l'Opposition, et permettra cette enquête publique.

La question qui se pose dans le public à l'heure actuelle c'est: Les parlementaires ont-ils quelque chose à cacher? Je connais trop l'intégrité du premier ministre pour lui prêter de telles intentions. Je serais prêt à aller n'importe où pour dire que le premier ministre actuel de la province de Québec n'a pas peur d'un débat, qui fera déborder ses cadres de la cachotterie de l'actuel débat. Par ailleurs, je sais que le leader du gouvernement, le ministre du Travail qui a tellement parlé — en tout cas je l'ai entendu avec beaucoup d'attention depuis les courtes années qu'il m'a été donné de siéger en Chambre — en bien de la justice, j'ai tellement aimé ses propos lorsqu'il parlait de cette justice qui ne doit pas être contrecarrée par les «avocasseries ». Je m'en voudrais aujourd'hui de ne pas le citer, lui qui a fait son chemin seul dans la vie, sans aide d'une éducation poussée au point de vue scolaire, qui a atteint un haut degré de savoir et qui, je suis certain...

M. BELLEMARE: Vous allez me déranger dans mon discours.

M. MALTAIS (Saguenay): ... sera le premier... Vous voyez, cela le dérange et il n'a pas encore parlé.

M. BELLEMARE: Cela va me déranger.

M. MALTAIS (Saguenay): Il sera le premier à dire qu'il faut que toute la vérité éclate dans cette affaire extrêmement importante qui est

devant nous, afin qu'au plus vite, d'une façon urgente, soit tenu ce débat qui est en train de laisser à toute la population, et aux parlementaires eux-mêmes, l'impression qu'on ne veut pas dire ce qui en est. Le gouvernement ne risque rien parce qu'il existe un état de fait. Il est de son devoir, quelles que soient les conséquences s'il y en a, de nous dire, dans le fond, lorsque nous en discuterons, ce qui en est. D'ailleurs, ce sont là les propos tenus par le premier ministre lui-même au comité qui siégeait il y a une semaine, avant l'apparition, qu'il convient d'appeler, le scandale à la régie. Le premier ministre en a parlé en disant que la lumière serait faite et qu'il n'avait rien à cacher.

Mais, la lumière sera-t-elle faite par la police provinciale ou par les élus du peuple qui veulent, pour le peuple et à cause du peuple, avoir toute la vérité ici? S'il y en a qui sont coupables, lorsque nous en discuterons, là nous sommes sur la forme, que ces gens-là soient punis comme ils le méritent. Il y a urgence. C'est là que j'en arrive sur la motion d'urgence encore une fois.

C'est là, M. le Président, qu'on doit attacher à cette motion toute son importance et que, dans ses conséquences, elle regarde le respect que la province aura ou n'aura pas pour nous. Nous demeurerons une espèce de tableau, si l'on veut, de ce que le peuple veut que nous soyons. Nous serons des gens qui cacheront quelque chose ou nous serons des gens qui voudront, comme le premier ministre l'a si bien dit, que toute la vérité sorte.

Devons-nous, et c'est par là que je vais terminer, M. le Président, protéger le parlementarisme et tout le peuple qui est dirigé par lui, ou est-ce que ce sont des intérêts qui vont être protégés dans cette province, dans ce débat?

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Gatineau.

### **M. Roy Fournier**

M. FOURNIER: M. le Président, le chef de l'Opposition, député de Louis-Hébert, propose que les travaux de cette Chambre soient ajournés de façon à étudier ou discuter le commerce illicite de l'alcool et les moyens à prendre pour y remédier.

Cette motion est faite en vertu de l'article 188 du règlement. Si nous examinons de près les dispositions de cet article, nous ne retrouvons pas, dans le texte lui-même de 188, les mots gravité ou urgence. Il faut donc interpréter à l'aide d'autres documents, d'autres décisions qui doivent être suivis par cette Chambre.

Or, le règlement de cette Chambre établit la priorité des différentes règles qui doivent être suivies. Ceci apparaît dès le début du règlement lui-même, à l'article 1, où il est bien mentionné, et clairement mentionné, que cette Chambre doit suivre certaines règles particulières. En premier lieu, nous devons suivre les lois qui s'appliquent à cette Législature. En second lieu, il faut suivre le présent règlement. Or, si nous lisons l'article 188, qui est le présent règlement et qui a priorité dans cette Chambre, nous ne retrouvons pas à cet endroit les mots gravité ou urgence. Nous les retrouvons dans certaines notes explicatives provenant d'autres manuels, d'autres auteurs en droit parlementaire ou procédure d'assemblée publique. Ceci ne se retrouve à l'énumération de l'article 1, qu'au 5e paragraphe, par ordre de priorité, où il est dit ceci; 5) En partie par les usages de la Chambre qui résultent d'une pratique habituelle et constante, mais qui ne sont applicables que dans les cas que ne prévoient ni les lois ni le présent règlement. Or, donc, il faut...

M. BELLEMAIRE: Ni les règlements de la session.

M. FOURNIER: Ni les règlements de la session, ni les ordres spéciaux. Or, il n'y en a pas, que je sache, qui servent présentement à compléter l'article 188. Donc, il faut que le règlement n'en parle pas du tout, avant de pouvoir appliquer des règles qui sont subsidiaires et qui ne viennent qu'après l'application de l'article lui-même. L'article 188 nous dit ceci: Une motion portant ajournement de la Chambre peut être faite en tout temps, sauf dans certains cas.

Or, je dis que, pour interpréter l'article 188, il faut se servir de ce que nous avons sur la planche aujourd'hui, à savoir les projets de loi que le gouvernement a annoncé qu'il avait à présenter dans cette Chambre aujourd'hui même et décider si ce qu'il désire apporter aujourd'hui est plus urgent ou moins urgent que la question posée par l'honorable chef de l'Opposition, le député de Louis-Hébert.

Est-il plus urgent, maintenant, de discuter des trois lois qui nous ont été annoncées comme venant aujourd'hui et qui sont: la Loi de la prévention des incendies, la Loi du conseil des universités et la Loi des enquêtes sur les incendies? Il saute aux yeux que ces lois n'ont pas, pour la population de la province de Québec, ni pour les parlementaires qui sont ici, l'importance considérable qu'a la question de l'alcool. Quant aux deux lois concernant les incendies, il existe présentement des statuts à cet effet. Il s'agit donc de nouvelles lois pour

améliorer d'anciennes lois qui existent déjà. Quant au conseil des universités, je crois que ce débat peut, probablement, attendre encore quelques jours.

La question que la population veut voir résoudre, c'est bien celle proposée par le député de Louis-Hébert. C'est pourquoi je prétends, M. le Président, que vous devriez, dans l'interprétation de l'article 188, vous servir particulièrement de l'article lui-même pour donner cette portée à la décision que vous allez prendre, d'autant plus que la règle portant sur la gravité et l'urgence telle qu'indiquée, de même que la portée que l'on semble vouloir donner à cet article proviennent du manuel des règles parlementaires britanniques, tel que mentionné à l'article 5.

N'est-il pas temps, alors que nous avons en main les instruments voulus, de revaloriser cette Chambre et de partir en décidant que nous pouvons discuter de questions urgentes lorsque l'ordre du jour et les travaux qui nous sont soumis n'ont pas la même urgence que le débat que nous entendons soumettre par la motion de l'honorable chef de l'Opposition?

Ce sont quelques considérations que je voulais vous soumettre, parce que, dans l'étude de toutes les questions, lorsqu'il s'agit de débat d'ajournement, je crois qu'on oublie de revenir aux sources juridiques et qu'on devrait partir du texte lui-même et non pas des usages. Lorsqu'un texte mentionne bien la question d'ajournement, je crois qu'il faut l'analyser en regard des travaux journaliers. J'espère donc que vous analyserez le texte dans le sens des remarques que je viens de faire.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable Solliciteur de la province.

#### M. Armand Maltais

M. MALTAIS (Limoilou): Quelques mots sur la motion, proposée par le chef de l'Opposition et secondée par le député de Verdun, qui voudrait que cette Chambre tienne un débat d'urgence sur une matière grave et opportune. En ce moment, nous discutons de la recevabilité de cette motion.

C'est la seule discussion qui puisse retenir l'attention du président de cette assemblée pour le moment. Tout en voulant être le plus bref possible, je voudrais d'abord vous dire pourquoi cette motion me semble irrecevable.

D'abord, parce que le débat lui-même, je le crois, n'en est pas un qui doive venir à ce stade devant le Parlement et cela, parce qu'il est jugé dès maintenant.

M. COITEUX: En temps et lieu, comme d'habitude.

M. MALTAIS (Limoilou): Nous en avons eu, des débats, ici sur des questions à peu près semblables qui étaient de nature litigieuse. Je pourrais vous référer, M. le Président, à de fameuses enquêtes, alors que des membres de ce Parlement ont tenté, par tous les moyens à leur disposition, de provoquer un débat d'envergure et qu'ils ont demandé que les accusations qu'on aurait pu être tenté de porter ici— et ce n'est pas l'endroit — puissent être portées devant un comité ad hoc qui existe également en vertu des règlements de cette Chambre. Or, dans ces circonstances, aucun geste n'avait été posé, ni d'ordre judiciaire, ni d'ordre administratif, ni d'aucun autre.

Je dis qu'un point crucial a été à l'origine de cette question qui est devant nous actuellement, et c'est le problème qui fait également aujourd'hui l'objet de poursuites. Je dis donc que le gouvernement a pris ses responsabilités et qu'il a pris la voie qu'il devait suivre, la voie judiciaire. C'est là que nous devons continuer les procédures. Au moment où, déjà, il y a des accusations devant les tribunaux, nous, ici, alors que nous jouissons de l'immunité parlementaire et animés par des motifs que je n'ose qualifier dans certains cas, nous aurions le privilège de venir préjuger peut-être, de nous prononcer à l'avance et de lancer à droite et à gauche des accusations contre des gens qui ne pourraient ni se faire entendre ni se défendre. Je dis que ce n'est pas l'endroit pour régler ce problème.

Il y a un autre point de vue: c'est mon homonyme qui l'a soulevé et il avait peut-être raison de le faire. Il s'agit de la dignité, du respect et de la revalorisation de nos institutions parlementaires. Il a prétendu que, si nous n'acceptons pas ce débat, ça porterait atteinte, peut-être, à chacun d'entre nous. Je dis au député que, s'il y en a parmi nous qui, à l'occasion de ce débat, pourraient être sous le coup de quelques accusations, étant donné qu'ils sont des députés de cette Chambre, c'est dans cette Chambre qu'on doit liquider la question. Ce sont des parlementaires, ils doivent répondre devant leurs pairs, ici, devant le comité ad hoc et non pas dans un grand débat où souvent la démagogie, les passions et le barbouillage intentionnel aussi caricaturent la démocratie et ne lui donnent en aucune façon l'image qu'on veut lui donner.

Je soumets que ce débat ne doit pas avoir lieu ici. Question d'urgence?

M. LAPORTE: Le ministre peut-il nous dire où il devrait avoir lieu?

M. BERTRAND: Je vous le dirai tantôt.

M. MALTAIS (Limoilou): Il faut méconnaître beaucoup le mécanisme de l'administration de la justice pour poser une question du genre de celle du député de Chambly.

De l'aveu même de nos honorables amis, il n'y a pas un ministère qui soit plus l'objet de surveillance, qui mérite plus de respect dans cette Chambre et ailleurs, par les procédés que nous employons, que le ministère de la Justice. Pourtant, des gens responsables, qui ont déjà occupé des postes responsables, s'emploient — je ne sais si c'est à dessein, mais, mon Dieu, comme il y a des gens qui, en ce moment, se posent des questions! — s'emploient, par toutes sortes de procédés, à tenter de minimiser, et souvent, de dégrader le rôle du ministère de la Justice, de son administration, alors que nous conviendrons tous que c'est là un ministère clé pour le respect des institutions démocratiques et des institutions du peuple tout entier.

Il est inopportun, ce débat, parce qu'on sait où il entraînerait, on sait à quelle hauteur il s'élèverait. Nous en sommes uniquement à discuter de la recevabilité de la motion et nous avons été témoins, dès ce matin, jusqu'à quelle profondeur, à ce seul niveau superficiel, nous pouvions déjà descendre. Imaginez, si la Chambre allait permettre qu'en ce moment, alors que le débat se livre dans une autre juridiction à laquelle il appartient, devant les tribunaux, imaginez à quel niveau nous irions, pour l'édification de la population de la province.

M. LESAGE: Les petits de Vanier.

UNE VOIX: La démagogie.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LACROIX: ... des adversaires.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable Solliciteur général.

M. MALTAIS (Limoilou): M. le Président, je dis avec toute la responsabilité dont je suis conscient, et je tiendrais les mêmes propos si j'étais en ce moment dans l'Opposition...

M. LAPORTE: Ce ne sera pas long.

M. MALTAIS (Limoilou): ... qu'il n'y a pas un ministère, à cause de la portée de son administration, qui mérite plus de pondération, lorsqu'il s'agit de traiter de problèmes qui relèvent de lui.

Or, si cette motion n'est pas urgente, et je crois l'avoir prouvé, l'urgence qu'on aurait pu y trouver a été désamorcée par la prise de responsabilité du premier ministre et du procureur général, en logeant, dès la connaissance des faits qui lui donnaient les éléments de preuve nécessaires, les plaintes qui s'imposaient.

UNE VOIX: M. Lagarde.

M. MALTAIS (Limoilou): C'est dans une autre juridiction.

M. LACROIX: Parlons-en donc de Lagarde.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Limoilou): L'urgence de la question...

DES VOIX: Basile.

M. ROY: Vous vous êtes trompé, vous les donniez du même pied.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Limoilou): Je dis que l'urgence est désamorcée. Il y a autre chose, M. le Président. Lorsqu'en votre qualité de président, vous êtes appelé à décider de la recevabilité d'une motion du genre de celle-ci, il n'y a pas uniquement que la question strictement d'urgence ou de gravité qui doit vous préoccuper. Mais, parce que vous êtes ici également, et avant tout, le gardien de l'ordre et des institutions parlementaires et du protocole parlementaire, il y a une autre question qui vous préoccupe sans aucun doute.

Dans quelle mesure un débat de cette nature, s'il était urgent, pourrait-il profiter non seulement à ce Parlement, non seulement à l'opinion publique, mais à la revalorisation de nos institutions?

Or, je dis que c'est justement là, nous en avons eu l'exemple ce matin.

Je l'ai dit il y a un instant, alors que nous discutons actuellement d'une question qui n'est pas du tout contentieuse. C'est l'aspect purement juridique du problème et de la motion, la question de sa recevabilité ou de sa non-recevabilité. On s'est permis, à l'occasion de ces procédures tout & fait juridiques et théoriques, de plonger à maintes et maintes reprises — exigeant jusqu'à quinze fois pour le même opinant votre intervention — dans le fond du débat, et l'on sait de quelle façon.

Or, je soumets que ce n'est pas l'endroit et que ça ne pourrait être profitable ni au président, ni aux membres de cette Chambre, ni au Parlement, ni à la population toute entière, parce que, dans cette matière, c'est la vérité qu'il faut chercher.

M. MALTAIS (Saguenay): C'est ça.

M. MALTAIS (Limoilou): Ce n'est pas M. le Président, par une attitude électoraliste, partisane, démagogique et recherchant le salissage...

M. MALTAIS (Saguenay): A l'ordre!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Limoilou): ... que nous allons arriver à régler ce problème.

M. LE PRÉSIDENT: Je ne peux permettre à l'honorable Solliciteur général de continuer dans la même veine, parce qu'il s'éloigne sûrement de la recevabilité de la motion dont nous avons à décider à ce stade-ci.

M. MALTAIS (Limoilou): M. le Président, je continue et je soumets que si ce débat était donné en pâture...

M. LESAGE: Bien voyons!

M. LOUBIER: Une minute, attendez...

M. LESAGE: Donné en pâture...

M. MALTAIS (Limoilou): Je suis parfaitement dans l'ordre.

M. LESAGE: Allez, allez.

M. MALTAIS (Limoilou): Est-ce que c'est parlementaire, le mot pâture, M. le Président? Si ce débat était donné en pâture...

M. LESAGE: Allez dans vos pâturages.

M. MALTAIS (Limoilou): ... à des passions déjà surchauffées et surexitées...

M. LESAGE: Ah! C'est vous, ça.

M. MALTAIS (Limoilou): ... nous assistions, sous le couvert de l'immunité parlementaire, à des accusations qu'on ne pourrait pas répéter à l'extérieur. C'est ça que la démocratie ne doit pas permettre, que le Parlement

serve d'exutoire à des gens qui n'auraient pas le courage autrement de porter des accusations.

M. LAPORTE: M. le Président, c'est très simple, c'est très clair. Si vous voulez seulement nous permettre de porter les accusations directement, pendant une demi-heure, nous allons le faire tout de suite, avec des noms, des chiffres et des dates. Mais ce sont eux qui vont nous en empêcher... Le premier ministre est-il prêt à nous accorder une demi-heure pour que nous déposions nos dossiers en Chambre? J'ai posé une question au premier ministre.

DES VOIX: A l'ordre!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Le premier ministre est-il prêt à nous laisser une demi-heure pour...

DES VOIX: Le président est debout.

M. LAPORTE: Ah! le président est debout.

M. GABIAS: En dehors de la Chambre.

M. L A P O R T E : Il va se rasseoir dans vingt secondes.

M. GABIAS: En dehors de la Chambre, n'importe quand.

UNE VOIX: Bande de peureux.

M. GABIAS: Vous êtes des peureux. C'est ça que vous êtes, des peureux. En dehors de la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT: Je veux simplement signaler que même s'il y a peut-être eu une parole antiparlementaire échappée en cette Chambre, il ne faut pas perdre de vue le fait que nous avons actuellement à décider d'une motion qui ne devrait pourtant pas amener de tumulte parce qu'il s'agit d'une question de procédure. Quelqu'un a dit « avocasseries ». C'est peut-être un peu fort. Mais il reste quand même qu'il s'agit purement d'une question de procédure et, à ce moment-là, on devrait le faire avec calme et on devrait s'en tenir aux trois arguments que j'ai signalés à cette Chambre à plusieurs reprises ce matin.

M. LAPORTE: Je vous remercie, M. le Président, c'est sur une question de privilège.

L'on Insinue du côté du gouvernement que nous ne voudrions pas porter des accusations précises. Je répète clairement que nous cherchons actuellement un endroit pour le faire normalement.

M. MALTAIS (Limoilou): Je soulève un point d'ordre, M. le Président.

M. LAPORTE: M. le Président, je suis sur une question de privilège.

M. MALTAIS (Limoilou): On n'a pas le droit de mentir sur une question de privilège.

M. LAPORTE: M. le Président, je...

M. LOUBIER: Voyons, Basile, s'il vous plaît.

M. LACROIX: Qui a dit ça?

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chambly a invoqué son privilège et j'espère bien que l'on me donnera l'opportunité de l'entendre avant de dire s'il y a irrégularité.

L'honorable député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, la question de privilège est la suivante: Le ministre associé à la Justice, le Solliciteur général, a laissé entendre que ce débat avait pour but de lancer des accusations que nous n'oserions pas, de toute façon, formuler. Je répète au premier ministre...

M. MALTAIS (Limoilou): M. le Président, je regrette, je n'ai jamais dit ça.

M. LAPORTE: M. le Président, je répète au premier ministre ma question: Est-il disposé à demander unanimement à cette Chambre de nous accorder les trente prochaines minutes pour que nous puissions...

M. GABIAS: En dehors de la Chambre, oui.

M. LAPORTE: M. le Président, nous serons obligés de le faire en dehors de la Chambre à un moment donné, c'est clair.

M. GABIAS: C'est ça. Vous n'êtes pas des peureux. En dehors de la Chambre.

M. LAPORTE: Est-il disposé, et nous avons — je le lui dis — jusqu'ici prouvé le sérieux de nos questions puisque — sur quatre questions qui ont été posées par le chef de l'Opposition, il a répondu dans l'affirmative aux qua-

tre questions — est-il disposé à nous accorder trente minutes pour que le député de Verdun, le député de Louis-Hébert et moi-même donnions à cette Chambre tous les renseignements que nous avons? C'est ça qu'on veut faire.

M. BERTRAND: M. le Président, sur une question de privilège...

M. GABIAS: Pour salir tout le monde.

M. LAPORTE: Non, non, nous n'avons sali personne avec nos questions. Nous avons posé des questions, et nous allons continuer.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Laisser planer des doutes sur tout le monde.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable premier ministre.

M. GABIAS: Si vous êtes des hommes, accusez donc en Chambre, directement.

M. LAPORTE: C'est ça que nous voulons faire.

M. GABIAS: Directement, un de vos collègues, dites-le donc en Chambre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président, il faudrait que le ministre se décide...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: ... il dit « en dehors de la Chambre » et là, il dit « en Chambre ». Auquel des deux endroits?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Pour un collègue, en Chambre, pour les autres, en dehors de la Chambre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Oui, vous avez prouvé comment vous avez fait un succès.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Ne revenez pas trop là-dessus.

M. LAPORTE: Non, vous non plus.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Ne revenez pas trop là-dessus.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Pas trop.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Il y en a un qui est sorti et l'autre est resté.

M. LAPORTE: Il y en a un qui est juge et l'autre manque de jugement!

UNE VOIX: En autant que c'est jugé par vous, ça n'impressionne personne.

M. LOUBIER: Il y en a un autre qui se prend pour un juge.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, sur une question de privilège du député de Chambly, en réponse sans doute à l'intervention du député de Limoilou, Solliciteur général, ministre associé à la Justice, loin d'établir sa question de privilège, le député de Chambly voudrait m'entraîner dans un débat.

Il a lui-même déclaré qu'à toutes les questions qui m'ont été posées depuis le début, des réponses ont été apportées. Je prends acte...

M. LAPORTE: Je n'ai jamais dit ça, M. le Président. Il y a trois questions que j'ai posées et qui n'ont pas eu de réponse. Je n'ai pas dit ça. J'ai dit: Sur quatre questions...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: ... posées par le chef de l'Opposition, il y a eu des réponses affirmatives. Je n'ai pas dit que vous aviez répondu à toutes les questions.

M. BERTRAND: Alors, sur quatre questions, au moins, par le chef de l'Opposition, il y a eu quatre réponses.

M. LESAGE: Affirmatives.

M. BERTRAND: Je le constate. M. le Président, je suis de ceux qui croient que, dans cette Chambre, si l'on veut avoir de l'ordre, la procédure que vous appliquez doit être res-

pectée. Nous allons la respecter. Il s'agit de décider de la question: Est-ce que la motion présentée par le chef de l'Opposition est recevable ou non? Quant au reste, nous y verrons...

M. LAPORTE: En temps et lieu.

M. BERTRAND: ... mais, à ce moment-ci, vous m'avez posé une question. Si l'on veut que les travaux de la Chambre procèdent dans l'ordre, il faut au moins que les règlements soient appliqués. D'abord, la recevabilité. Si elle n'est pas reçue, le vote. Si elle est reçue, le débat. Mais, chaque chose en son temps.

M. LESAGE: M. le Président, j'invoque mon privilège de député. Le député de Limoilou a soutenu que les accusations que nous portons en Chambre, nous n'oserions pas les répéter en dehors de la Chambre.

M. MALTAIS (Limoilou): C'est faux, M. le Président. Je proteste contre cette interprétation de mes propos. Elle est dénaturée.

M. LESAGE: Je voudrais, d'abord, soutenir que, parler dans ce sens c'est imputer des motifs à celui qui vous parle. Deuxièmement, je voudrais faire remarquer que toutes les déclarations que j'ai faites en Chambre sur cette question ont déjà été répétées textuellement, par celui qui vous parle, en dehors de la Chambre.

M. GABIAS: Pas de noms.

M. LAPORTE: Et vous nous accusez de faire des insinuations.

M. GABIAS: Pas de noms.

M. LAPORTE: Décidez-vous!

M. BELLEMARE: Non, non.

M. LAPORTE: Vous passerez à l'histoire comme un grand indécis.

M. GABIAS: Vous me connaissez mal.

M. LE PRÉSIDENT: Est-ce que d'autres membres de la Chambre entendent opiner sur la question de recevabilité?

M. BOUSQUET: M. le Président, seulement un mot sur cette question. Je pense que ce qui est urgent actuellement, c'est de trouver et de

punir les coupables. Si certains membres de l'Opposition ont des noms à fournir, ils peuvent aller donner ces noms immédiatement à la police pour lui faciliter son travail. Ce qui est important pour nous, ici, il me semble, ce serait de consacrer nos énergies, nos talents et nos idées à essayer de régler le plus rapidement possible la grève de la Régie des alcools.

M. LE PRESIDENT: En me référant à l'article 70, je demande qu'on m'accorde quelques minutes pour délibérer ou encore, si la Chambre préfère que je rende une décision ce soir, je laisse à la Chambre le soin de décider sur ce point. Si on préfère que je prenne une dizaine de minutes pour revoir les derniers discours qui ont été faits sur ce point, je serais disposé à le faire.

M. LESAGE: Très bien. Dix minutes.

M. BELLEMARE: M. le Président, me permettriez-vous, juste avant votre délibération... J'aurais juste voulu ajouter quelques mots, mais, dans les circonstances, il est quatre heures moins quart.

M. BERTRAND: Il est quatre heures moins quart, alors...

M. LESAGE: Mais, oui. Dix minutes.

M. LAPORTE: M. le Président...

M. BELLEMARE: Mais, M. le Président, je ne renonce pas à mon droit de parole.

M. LESAGE: Comment, il ne renonce pas à son droit de parole? Si vous prenez dix minutes pour délibérer...

M. LAPORTE: M. le Président, je voulais simplement vous dire, sur la question que vous nous avez posée, que les dix minutes d'intermission nous conviendraient très bien.

M. LE PRESIDENT: Je tiens à signaler à l'honorable ministre du Travail que si je m'absentais dix minutes, ce serait pour délibérer et rendre une décision. Il est clair qu'à ce moment-là, il n'y aurait plus possibilité pour lui d'intervenir. S'il voulait intervenir présentement, je serais disposé à l'entendre.

M. BERTRAND: M. le Président, doit-on comprendre que vous voudriez délibérer — c'est votre droit — et qu'à ce moment-là, vous délibéreriez sur la recevabilité de la motion?

M. LE PRESIDENT: D'accord.

M. BERTRAND: Ce qui veut dire que le débat sur la recevabilité de la motion serait clos?

M. LESAGE: C'est cela.

M. BERTRAND: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Avant de quitter, je dois faire part à la Chambre d'un message reçu du Conseil législatif.

### Message du Conseil législatif

M. LE PRESIDENT: Message du Conseil législatif.

« Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill no 87 intitulé: Loi modifiant l'article 337 de la Loi des cités et villes.

Attesté Léonard Parent  
greffier associé du Conseil législatif. »

M. LE PRESIDENT: La Chambre suspend ses travaux à loisir.

M. LEBEL (président): A l'ordre!

J'ai déjà eu l'occasion de signaler à cette Chambre, dans le cours de la matinée, que le document qui a été lu et distribué par l'honorable chef de l'Opposition contenait à la fois la motion et son argumentation. J'ai fait une légère erreur en disant que la motion se trouvait au premier paragraphe, alors qu'elle se trouve au dernier. La motion en elle-même, quant à sa forme, est donc d'après moi régulière. Nous étudierons ensuite sa recevabilité. J'ai tenu à faire la mise au point sur le fait que le document contenait à la fois la motion et l'argumentation parce que les remarques de l'honorable Secrétaire de la province ont pu partiellement, ce matin, jeter un peu de confusion.

En effet, il a...

DES VOIX: Ah!

M. LE PRESIDENT: ... plaidé certains points que j'ai cru de mon devoir de signaler, mais aussi d'écarter. Exemple, il a invoqué l'article 188, paragraphe 4, qui, à la lumière de décisions rendues par l'honorable député de Westmount, ne s'appliquait pas, ici, je pense. Il m'apparaît aussi que l'argumentation sur l'ob-

jet défini de la motion ne peut pas s'appliquer ici parce qu'à ce moment-là j'ai bien conscience que l'honorable Secrétaire de la province a considéré le document comme étant la motion, alors qu'une grande partie du document qui nous a été livré est une argumentation. L'argumentation était irrégulière en deux ou trois points et malheureusement, je m'en excuse auprès des membres de la Chambre, je ne l'ai pas signalé en temps, ce qui a pu contribuer à la confusion qui a été créée. Cette motion, je tiens à la relire: En vertu de l'article 188 du règlement, j'ai l'intention — c'est le début du document présenté par l'honorable chef de l'Opposition — de proposer une motion d'ajournement de la Chambre pour discuter d'une question urgente, grave et d'importance provinciale, à savoir le commerce illicite et clandestin de l'alcool à travers la province et les moyens à prendre sans délai pour y mettre fin.

L'argument économique ou l'argument financier ne pouvant soutenir cette motion, il m'a donc fallu me référer, comme je l'avais demandé ce matin, aux trois éléments essentiels qui doivent être envisagés pour décider s'il y a recevabilité ou non.

A l'article de la gravité, ma réponse a été oui. Cette gravité a été soulignée de part et d'autre, et plus spécialement par l'honorable député de Verdun qui, même en passant, l'a traitée d'une façon très large et je dirai très profonde. Quant à la question d'urgence, c'est ici je pense qu'il manque un facteur, le troisième facteur qui est nécessaire pour qu'une motion soit ici recevable. Car déjà, d'après les déclarations officielles de l'honorable premier ministre, il appert que le pouvoir judiciaire a été saisi de cette affaire. On dit qu'il s'agit d'une question urgente, grave et d'importance provinciale, à savoir le commerce illicite et clandestin de l'alcool. J'ai répondu simplement à ceci que lorsqu'il y a illégalité et clandestinité, c'est le pouvoir judiciaire qui, à mon humble avis est le mieux qualifié pour disposer de cette question. On ajoute de plus qu'une enquête est actuellement en cours, ce qui me fait conclure que les mesures d'urgence ont déjà été prises.

J'ai été confirmé dans ma décision par une simple parole isolée, échappée par un député ce matin, qui a fait beaucoup de lumière, peut-être même plus qu'un grand discours. Ce député a dit, et, peut-être ferai-je ici un obiter dictum, si on me permet l'expression: «Allons-nous attendre que toute cette affaire soit sub judice in toto pour tenter d'en discuter?» C'était donc dire qu'à ce moment-là, on voyait déjà que l'affaire était en partie sub judice et qu'elle le se-

rait imminemment in toto. Pour ces raisons, vu que, des mesures ayant été prises devant le pouvoir judiciaire, il n'y a pas urgence, au sens de l'article 188. Et, même si l'honorable député de Gatineau me demandait de mettre un peu de côté, si j'emploie des expressions peut-être un peu profanes, une certaine jurisprudence, je ne pouvais pas, du revers de la main, rejeter la jurisprudence établie en cette Chambre et établie aussi, au cours du mois d'octobre, par l'honorable Lamoureux dans une autre juridiction. Il a dit que cet article 188 devait s'appliquer dans des cas rarissimes. Dans mon opinion, sans préjuger des situations qui peuvent se présenter à l'avenir, je dois dire qu'il faudrait nécessairement une question grave et qui aurait des répercussions irrémédiables pour que cet article puisse s'appliquer.

Pour ces raisons, je dois déclarer irrecevable la motion de l'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: Avec tout le respect dû à votre personne et à la présidence, je dois en appeler de votre décision.

M. LE PRESIDENT: Qu'on appelle les députés.

A l'ordre ! Que les honorables députés qui sont pour le maintien de la décision du président veuillent bien se lever.

M. LE GREFFIER ADJOINT: MM. Bertrand, Bellemare, Fréchette, Johnston, Vincent, Lizotte, Gosselin, Gabias, Tremblay (Chicoutimi), Masse, Allard, Russell, Lafontaine, Loubier, Paul, Maltais (Limoulu), Cloutier, Boivin, Mathieu, Lussier, Beaudry, Boudreau, Charbonneau, Morin, Bernatchez, Lavoie (Wolfe), Flammant, Gauthier (Roberval), Sauvageau, Gauthier (Berthier), Gagnon, D'Anjou, Léveillé, Desmeules, Martel, Roy, Leduc (Laviolette), Demers, Picard (Dorchester), Martellani, Bousquet, Simard, Proulx, Croisetière, Plamondon, Thêoret, Bergeron, Murray, Shooner, Hamel, Gardner.

M. LE PRESIDENT: Que les honorables députés qui sont contre le maintien de la décision du président veuillent bien se lever.

M. LE GREFFIER ADJOINT: MM. Lesage, Séguin, Pinard, Laporte, Courcy, Levesque (Bonaventure), Arsenault, Wagner, Lafrance, LaCroix, Brown, Hyde, Cliche, Mme Kirkland-Casgrain, Binette, LeChasseur, Harvey, Coiteux, Lavoie (Laval), Blank, Bourassa, Beaupré, Baillargeon, Cadieux, Fournier, Vaillancourt, Kennedy, Mailloux, Théberge, Maltais (Sague-

nay), Lefebvre, Bienvenue, Brisson, Choquette, Fraser, Goldbloom, Houde, Leduc (Taillon), Michaud, Pearson, Picard (Olier), Saint-Germain, Tessier, Tremblay (Bourassa), Lévesque (Laurier).

M. LE PRESIDENT: Je vois assez mal en arrière, mais on me signale que l'honorable député de Taillon ne serait pas à son siège.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, je peux lire: Leduc, Guy (Taillon); page, Roch Tremblay. C'est ma place, je pense bien.

M. BELLEMARE: Le président vous en avait désigné une autre, la semaine dernière.

M. LEDUC (Taillon): Je vous demande pardon, M. le Président. Le leader parlementaire...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LEDUC (Taillon): ... manque un peu de leadership.

M. LE PRESIDENT: L'incident est clos. A l'ordre!

UNE VOIX: Ils sont si peu souvent en Chambre.

M. LE GREFFIER: Pour ; 51 Yeas: 51  
Contre: 45 Nays: 45

M. BERTRAND: Combien?

M. LE GREFFIER: Pour : 51 Yeas: 51  
Contre: 45 Nays: 45

M. LE PRESIDENT: La décision du président est maintenue.

#### Message du Conseil législatif

M. LE PRESIDENT: On me permettra de communiquer un autre message reçu du Conseil législatif.

« Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill no 13 intitulé Loi du protecteur du citoyen;

Bill no 69 intitulé Loi du bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Bill no 72 intitulé Loi de la canne blanche;

Bill no 74 intitulé Loi modifiant la loi concernant le régime syndical applicable à la sûreté du Québec;

Bill no 77 intitulé Loi concernant le mariage civil;

Bill no 81 intitulé Loi modifiant la loi de police et d'autres dispositions législatives.

Attesté Léonard Parent  
greffier associé du Conseil législatif. »

M. BERTRAND: M. le Président, la sanction de ces projets de loi et d'un, en particulier, qui nous intéresse tous... Alors je reviendrai dans quelques instants.

M. LESAGE: M. le Président, les questions que j'avais à poser avant l'appel des ordres du jour s'adressent au premier ministre. Je comprends qu'il doit quitter, que son devoir l'appelle au Conseil...

M. BERTRAND: Je n'ai aucune objection à répondre aux deux appels, mais on conviendra que je dois répondre au premier.

M. LESAGE: D'accord.

M. BERTRAND: Si le chef de l'Opposition veut poser ses questions, mon collègue en prendra note, me les donnera et je lui répondrai.

M. LESAGE: Non, je préférerais les poser au premier ministre.

M. BERTRAND: Si le chef de l'Opposition m'avait donné préavis, j'aurais probablement pu répondre immédiatement. A tout événement, je prendrai préavis.

M. LESAGE: Je pense bien que la meilleure façon de permettre au premier ministre de remplir le devoir qui l'appelle, c'est de suspendre la séance pendant que nous attendons le messager.

M. BERTRAND: Je n'ai pas d'objection.

M. LE PRESIDENT: La séance est suspendue à loisir.

#### Sanction de bills

LE SERGENT D'ARMES: M. le Président, le messager du lieutenant-gouverneur.

Mr. Speaker, the messenger from His Honour the Lieutenant Governor.

M. LE PRESIDENT: Faites entrer le messager. Admit the messenger.

LE MESSENGER: M. le Président, Son Honneur le lieutenant-gouverneur désire la présence des membres de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Mr. Speaker, it is the Honourable Lieutenant Governor's pleasure that the members of this house do attend immediately in the Legislative Council Chamber.

M. LE PRÉSIDENT: La Chambre est suspendue pour quelques minutes.

(Note de l'Éditeur : Après la cérémonie de sanction à laquelle les députés ont assisté, la Chambre reprend ses travaux.)

### Questions et réponses

#### Commerce de l'alcool

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: M. le Président, la première question que je voudrais poser au premier ministre doit être précédée d'une très courte citation du journal des Débats. Hier, lorsqu'il a invoqué son privilège de député, le député de Kamouraska a dit, et je cite le feuillet R/4917 du journal des Débats: «En possession de tous les documents pertinents qui étaient en bonnes et due forme, le chauffeur s'apprêtait à quitter les lieux, à Berthier, lorsqu'on lui indiqua que le chargement était destiné au numéro 615, boulevard Pierre-Bertrand, à Québec. »

Je voudrais demander au premier ministre si l'enquête en cours lui a permis de savoir quelle personne — ou quelles personnes — était ce « on »? Qui a dit au chauffeur de s'en aller, non pas au Nouveau-Brunswick, mais à Vanier?

M. BERTRAND: Le chef de l'Opposition comprendra aisément que j'ai lu plusieurs documents en rapport avec cette affaire.

M. LESAGE: Oui.

M. BERTRAND: Je ne voudrais pas donner de renseignements incomplets...

M. LESAGE: Demain.

M. BERTRAND: ... étant donné que je veux préciser. J'ai deux noms en tête à l'heure actuelle. Je pourrai le lui donner demain...

M. LESAGE: Demain matin.

Maintenant, la lecture des documents déposés par le premier ministre, hier, nous démontre que la compagnie Transport D'Anjou Inc. ne détient pas de permis pour transport de marchandises entre Berthier et Vanier. Est-ce que le ministère de la Justice entend prendre des procédures contre Transport D'Anjou Inc. pour transport illégal de marchandises?

M. BERTRAND: M. le Président, dès que j'ai eu les renseignements contenus au permis de transport de la compagnie D'Anjou, j'ai demandé à nos conseillers juridiques d'examiner l'aspect de ce problème et, si des infractions ont été commises, des poursuites seront prises.

M. LESAGE: Alors, je suppose que le premier ministre m'en avisera par la voie ordinaire.

M. BERTRAND: Je pourrai, sans aucun doute, demain, donner à ce sujet les renseignements à la Chambre.

M. WAGNER: M. le Président, j'ai quelques petites questions à poser soit au premier ministre, soit au Solliciteur général. Ces questions s'ajoutent à celles que j'ai pu poser ce matin, lors de mon intervention dans le Débat.

Est-il exact que l'agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée, à qui le gouvernement a payé jusqu'à maintenant \$500,799.09...

DES VOIX: A l'ordre!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: C'est une question.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Une question ne doit pas s'accompagner d'arguments et de commentaires. Elle doit être précise et concise. Alors, j'invite l'honorable député de Verdun à formuler sa question directement.

M. WAGNER: Je me conforme à votre décision, M. le Président. Ma question est celle-ci: Est-il exact que l'agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée a la surveillance des magasins de la Régie des alcools à Trois-Rivières?

Ma deuxième question est celle-ci: Est-il exact qu'un des membres de l'agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée à Trois-Rivières est M. Louis Toutant, ancien membre de la Sûreté provinciale, démis de ses fonctions, qui serait propriétaire d'un cabaret dans la région de Trois-Rivières et qui serait, en plus, organisateur actif en politique à Trois-Rivières?

M. GABIAS: Non.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Ma troisième question est celle-ci: Est-il exact que l'épouse de l'officier chargé de la sécurité de la Régie des alcools, Mme Roméo Labelle, reçoit un salaire comme secrétaire de cette même agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée qui est responsable de la surveillance des magasins de la Régie des alcools?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Une question additionnelle.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Il s'agit de questions qui doivent être référées au feuillet.

M. WAGNER: Une question additionnelle, M. le Président. Lorsque je l'aurai formulée, si vous décidez qu'elle doit être référée au feuillet, je le ferai avec beaucoup de respect.

Ma question est celle-ci: Est-il exact que l'un des membres les plus actifs de l'agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée est M. Paul Tourville, autrefois membre de la police provinciale, témoin important dans la cause de Jean-Marie Bériault à Saint-Jean...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: ... pour fabrication de preuve en matière d'alcool?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. WAGNER: Au feuillet?

M. LE PRESIDENT: C'est également une autre question qui doit être référée au feuillet.

M. WAGNER: Merci, M. le Président. Ma dernière question est celle-ci. Je m'en tiens à votre décision, à savoir si elle doit être posée au feuillet ou non. Est-il exact que plusieurs gardes de l'agence Alliance Sécurité et Investigation Ltée, chargée de la surveillance des magasins de la Régie des alcools, ont de fait des dossiers judiciaires?

M. LE PRESIDENT: Une autre question à référer au feuillet.

M. GABIAS: M. le Président, me serait-il permis, comme député de Trois-Rivières...

M. LESAGE: Au feuillet!

DES VOIX: Au feuillet!

M. GABIAS: Non, un instant.

UNE VOIX: La question n'est pas posée.

M. GABIAS: Ce n'est pas...

DES VOIX: Au feuillet!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je ne vous cache pas que nous avons discuté ce matin avec les officiers de la Chambre et mon collègue, l'honorable député de Sherbrooke, de ce sujet des questions qui, il faut en convenir, est une affaire assez complexe et assez difficile. Une question, par exemple, qui comporterait une argumentation ou une insinuation ou un énoncé quelconque, pourrait créer un préjudice à la personne, député ou ministre, à qui la question est posée. C'est la ligne de conduite que j'entends suivre. Si l'honorable ministre ou député juge à propos, pour le maintien de son privilège, de répondre à la question, je devrai permettre la réponse.

M. GABIAS: M. le Président, il ne s'agit pas de la dernière question posée par le député de Verdun. Il s'agit de la question où le député de Verdun demande s'il est exact qu'un monsieur du nom de Louis Toutant est le représentant de Alliance etc. aux Trois-Rivières. Je sais que M. Toutant est représentant aux Trois-Rivières. Il me fait plaisir d'en aviser le député de Verdun. Est-il exact que le même M. Toutant a été un organisateur politique actif?

UNE VOIX: Oui.

M. GABIAS: D'abord à quelle élection? Je voudrais savoir, de la part du député de Verdun, à quelle élection il l'aurait été.

DES VOIX: A l'ordre!

UNE VOIX: Il n'a pas le droit de poser des questions aux députés.

DES VOIX: C'est important.

M. GABIAS: C'est important. Si...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: Le président est debout.

DES VOIX: A l'ordre!

M. LEFEBVRE: Le président est debout.

M. GABIAS: S'il s'agit, M. le Président... Ils ne veulent pas de réponse.

DES VOIX: A l'ordre!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Ce qu'ils veulent, c'est tout simplement laisser planer des doutes.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GABIAS: Des doutes, c'est ce qu'ils veulent créer. On va les dessouffler, vos ballons. On va tous les dessouffler, les uns après les autres.

M. WAGNER: Je prends note de l'aveu du ministre.

M. GABIAS: Un après l'autre, vos ballons.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! J'ai permis à l'honorable ministre de répondre à la question, mais il ne m'est pas possible de permettre d'autres questions. À ce moment-là, je veux bien qu'on ne laisse pas planer de doute sur l'intégrité des membres de cette Chambre, mais il ne faudrait pas non plus que cette période dégénère en contre-interrogatoire ou en débat.

L'honorable député de Richmond.

M. GABIAS: M. le Président, je n'avais pas terminé. Si vous permettez...

M. LE PRESIDENT: Je permettrai une réponse en me servant des mêmes règles que celles dont je me sers pour les questions. Il faut que la réponse soit extrêmement concise.

M. GABIAS: Je vous remercie, M. le Président. Je veux être beaucoup plus obéissant que le député de Verdun. S'il s'agit de la campagne électorale de 1966, le M. Toutant n'a été mon organisateur politique à aucun niveau. Qu'il ait été pour le meilleur parti en lice, cela se peut. Mais il n'a pas été mon organisateur politique.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Richmond.

### Grève de Domtar

M. LAFRANCE: M. le Président, est-ce que

je pourrais demander au ministre du Travail s'il a, enfin, de bonnes nouvelles à donner à la population de la région de l'Estrie, au sujet de la grève de Domtar?

M. BELLEMARE: Oui, M. le Président. Ce matin, des plaidoiries devaient se faire en cour, à propos de la règle Nisi. On m'a dit que c'était la règle Nisi. Je ne peux pas dire que je connais ça. Cela doit être une affaire de mutatis mutandis. En tout cas, ce n'est certainement pas du droit comparé. Je dis donc que la compagnie avait, ce matin, une règle Nisi à plaider contre certains officiers de l'union. Elle a décidé, hier, à la suite de notre intervention, de faire remettre ces causes à plus tard pour que le climat qui se développe depuis quelques jours dans ce conflit s'améliore énormément. Je pense que, d'ici la fin de la semaine, sans être trop optimiste, le sous-ministre, M. Mireault, qui est là continuellement avec les parties pourra peut-être faire une recommandation globale qu'il restera 3. discuter en temps et lieu.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chambly.

### Timbres d'alcool

M. LAPORTE: M. le Président, pourrais-je demander au premier ministre, en sa qualité de ministre de la Justice, de vérifier s'il est vrai qu'à un ou plusieurs endroits de la province la Régie des alcools a distribué à des détenteurs de permis pour la vente de l'alcool des rouleaux de timbres et que le ou les représentants de la Régie des alcools auraient demandé aux détenteurs d'appliquer eux-mêmes ces timbres sur les bouteilles? Première question.

Deuxièmement, le premier ministre voudrait-il vérifier s'il est vrai, oui ou non, qu'à un ou plusieurs endroits de la province la Régie des alcools, directement par ses camions ou par l'entremise de compagnies de transport ayant ou n'ayant pas de permis de transport, a fait livrer de nuit des commandes d'alcool, particulièrement à des endroits publics, hôtels, motels? M. le Président, ce sont deux questions que je pose au premier ministre.

La troisième se rapporte à M. Massicotte. Je voudrais redemander au premier ministre s'il est vrai qu'une saisie de 1,800 bouteilles d'alcool a été effectuée au domicile de ce monsieur au sujet duquel le premier ministre nous a dit que des procédures avaient été intentées. Deuxièmement, s'il est vrai que la demeure de cet inspecteur de la Régie des alcools a servi de point de distribution pour de l'alcool dans la province de Québec.

M. BERTRAND: A la dernière question, j'ai répondu, sans aucun doute partiellement, puisque j'ai dit que des procédures avaient été prises suivant les informations que l'on m'a données avant-hier. Quant aux autres questions, j'en prends avis et je verrai à répondre, probablement demain, si j'ai les renseignements.

M. LESAGE: M. le Président, dans la même veine, le premier ministre se rappellera la déclaration que j'ai faite, hier, au sujet de transbordement de liqueurs alcooliques aux hangars 63 et 64, dans le port de Montréal.

M. GABIAS: Trois fois.

UNE VOIX: Cent fois.

M. LESAGE: Je voudrais demander au premier ministre de faire enquête. J'ai dit que j'avais les noms des sociétés de camionnage; je vais les remettre personnellement au premier ministre.

M. BERTRAND: Je puis dire immédiatement que, même si je ne prends pas de note, dis que le journal des Débats, qui suit d'habitude son cours, est imprimé, mon attaché de presse s'en occupe immédiatement et m'obtient, le plus rapidement possible, des réponses à toutes les questions que l'on veut poser.

M. LESAGE: Les noms des compagnies de camionnage, je vais les remettre personnellement au premier ministre.

M. BERTRAND: D'ailleurs, vous en avez parlé hier. La note a été prise. Si le chef de l'Opposition veut me transmettre ces noms, nous pourrions voir si ça coïncide.

M. BELLEMARE: Il y a peut-être celle de Seaway aussi?

M. LAPORTE: Le premier ministre ayant déjà aimablement répondu à plusieurs questions, et dans presque tous les cas les réponses aux questions que nous avons posées ayant été affirmatives, après combien de ces réponses affirmatives à ces questions troublantes le premier ministre va-t-il ordonner une enquête publique sur toute la question?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A l'ordre!

M. BERTRAND: Ce n'est pas une question que pose le député de Chambly. J'ai déjà, hier, indiqué au comité où nous siégeons...

M. LAPORTE: S'agit-il de ce comité qui ne siège plus?

M. BERTRAND: ... l'attitude que le gouvernement prendra.

M. BELLEMARE: Comité qui était devenu antidémocratique.

M. BERTRAND: C'est notre responsabilité.

M. LAPORTE: Oui, si ceci n'était pas la responsabilité..

M. LAFONTAINE: A l'ordre! C'est assez. Ce n'est pas pertinent au débat!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Si je permettais à l'honorable député de Chambly de continuer dans le même sens, il admettra que nous aurons tous les éléments d'un débat.

M. BELLEMARE: Cinq.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Laurier.

### Ecole normale de Hull

M. LEVESQUE (Laurier): J'aurais une question à poser à propos de l'éducation. Je suis informé « croyablement », comme dirait le chef de l'Opposition, que depuis une quinzaine de jours, le directeur de l'Ecole normale de Hull et son adjoint ont démissionné l'un et l'autre et que cela crée naturellement pas mal d'incertitude chez les parents, les professeurs et élèves. Il n'y a pas eu de nouvelles jusqu'ici. Est-ce que nous pourrions avoir une vague indication des intentions du gouvernement à ce propos?

M. MORIN: Comme les questions ont rapport à l'éducation, je tâcherai dans la mesure du possible d'y apporter des réponses. Je prends avis de la question et j'y répondrai dans les meilleurs délais.

M. LEVESQUE (Laurier): Si j'ai bien compris, le député dit qu'il prend avis de la question. D'accord?

M. MORIN: Oui, c'est ça. J'y répondrai dans les meilleurs délais.

M. LEVESQUE (Laurier): J'espère que les délais ne seront pas trop longs, parce que ça fait quinze jours qu'ils attendent.

M. LAPORTE: Une question au premier ministre. Est-ce qu'il est vrai...

M. BERTRAND: Cela me surprend que le député de Chambly ne soit pas au courant. Cela a été annoncé ici en Chambre.

M. LAPORTE: Oui, oui. Je voulais simplement poser une question au premier ministre. Est-ce qu'il est vrai que le premier ministre est tellement certain de perdre dans Bagot que le successeur est déjà nommé à l'Education?

M. BERTRAND: Quand on vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué... On verra qui gagnera l'élection de Bagot.

M. BELLEMARE: Cet après-midi, ce n'était pas une injonction, c'était une injection pour vos troupes qui commençaient à baisser.

M. LAPORTE: Je dois dire que le ministre du Travail a renoncé au droit de faire son discours.

M. BERTRAND: Pas dans le comté de Bagot.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Laurier.

M. BELLEMARE: Ce Il 'était pas une injonction cet après-midi, c'était une injection. Le moral de nos troupes commençait à baisser. Elles sentaient la défaite.

#### **Heures de fermeture**

M. LEVESQUE (Laurier): Je voudrais poser une question très simple au ministre de l'Industrie et du Commerce. Beaucoup de gens s'inquiètent du fait que le 15 octobre — sauf erreur — il a annoncé publiquement que, dès la reprise de la session, il présenterait un projet de loi sur le bon vieux sujet des heures de fermeture, qui concerne beaucoup de gens dans le Québec. La reprise de la session est faite depuis au moins un mois. Est-ce qu'il y a des chances que ce projet de loi soit déposé et soit adopté pendant la présente session?

M. BEAUDRY: Oui, ce projet de loi devrait être adopté d'ici la fin de la présente session.

M. LEVESQUE (Laurier): Est-ce que le ministre pourrait plus précisément dire si ça viendra avant la fin du mois?

M. BEAUDRY: D'ici la fin du mois.

M. LEVESQUE (Laurier): D'ici la fin du mois.

M. BEAUDRY: Oui.

#### **Présidents d'élection**

M. LEVESQUE (Laurier): M. le Président, si vous le permettez, j'aurais une dernière question à poser au premier ministre. Là, c'est que nous sommes vraiment « croyablement » informés — ça peut avoir son importance — que le gouvernement aurait nommé ou remplacé une cinquantaine de présidents d'élection dans autant de congés du Québec ces jours-ci. Est-ce que c'est exact?

M. BERTRAND: Je sais qu'on en a remplacé à plusieurs reprises. Maintenant, quant à donner le nombre, je ne l'ai pas. Je ne les ai pas comptés.

M. LEVESQUE (Laurier): Est-ce que le premier ministre pourrait dire s'il y en a eu une « telle » d'une cinquantaine?

M. BERTRAND: Si mon souvenir est bon, il y en a eu à plusieurs reprises. Il y a eu des changements et il y en a eu encore dernièrement. Quant à donner le nombre, ce sont des gens compétents et intègres.

M. BELLEMARE: Cinq.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Verdun.

#### **Pots-de-vin**

M. WAGNER: Ma question s'adresse au ministre des Transports et Communications. Est-ce que le ministre a demandé au ministre de la Justice ou a l'intention de demander au ministre de la Justice de faire enquête sur une nouvelle parue dans un journal de Québec, journal du matin, à l'effet que des pots-de-vin de \$5,000 auraient été versés pour l'obtention des permis de transport?

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! C'est une question qui devrait être référée au feuillet.

M. LESAGE: Des pots de vin de \$5,000, on n'inscrit pas cela au feuillet!

M. BERTRAND: Article 5.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Deux-Montagnes.

M. BINETTE: Pour la compréhension de ma question, je devrai la faire précéder d'un court préambule...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

### Prêts à l'habitation

M. BINETTE: Je dois dire au départ qu'il ne s'agit pas d'alcool. Il existe actuellement une situation extrêmement dangereuse et qui devient de plus en plus urgente dans le Québec, laquelle situation risque de ruiner, pour ne pas dire...

UNE VOIX: Question, question.

M. BINETTE: ... c'est le préambule pour faire comprendre ma question. ... laquelle risque de ruiner...

M. BERTRAND: Cela, c'est pour les journaux.

M. BINETTE: ... une partie de l'économie du Québec, et d'une façon très tragique, ceci dans le domaine de l'investissement privé. J'arrive à ma question, M. le Président. Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce est au courant qu'il existe actuellement dans certaines grandes compagnies d'assurance du Québec qui ont leur siège social à Québec, des présidents de compagnies ou des officiers qui refusent d'accorder des prêts hypothécaires à des compagnies solvables — et j'ai des cas en main —...

M. GABIAS: Un petit commercial...

M. BINETTE: ... en disant à ces compagnies tout simplement: Nous sommes prêts à vous prêter, vous êtes une bonne compagnie, vous êtes responsables. D'ailleurs, on vous a déjà prêté l'an passé ou il y a deux ans \$1.5 million. La même compagnie...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Au feuilleton.

M. BINETTE: ... lorsqu'elle a fait sa demande...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BINETTE: ... de prêt... Je ne nommerai pas de nom, mais si le ministre en veut, je lui en fournirai. La même compagnie de construction, lorsqu'elle a fait sa demande pour l'obtention d'un prêt, s'est vue refuser sur cette rai-

son-ci. Voici la raison, et c'est important. Je demande à la Chambre de me laisser finir ma question.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. MALTAIS (Saguenay): Vous allez l'avoir la question, si vous continuez.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je suggérerais au député de Deux-Montagnes de poser directement sa question et, si on a besoin d'un préambule, on pourra peut-être le lui faire savoir.

M. BINETTE: Je vous remercie, et voici la question...

DES VOIX: Ah! Ah!

M. BINETTE: ... qui s'adresse directement au ministre. Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce est au courant? A-t-il l'intention de faire enquête dans ce cas, que des compagnies d'assurance refusent des prêts à des constructeurs d'habitation...

UNE VOIX: Tous les jours.

M. BINETTE: ... et de logement en disant ceci: Nous vous refusons le prêt non pas parce que vous n'êtes pas solvable mais parce qu'on ne veut pas que vous construisiez dans le Québec.

DES VOIX: Ah! Ah!

M. BINETTE: Je demanderais au ministre de l'Industrie et du Commerce de faire enquête sur ces questions et, s'il veut des noms, je peux lui en fournir. Et est-ce...

UNE VOIX: Ce sont des commérages.

M. BINETTE: Ce n'est pas un commérage, j'ai des faits, j'ai des noms à donner, je pourrais les donner immédiatement. Je crois que la situation est beaucoup plus grave que le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre des Terres et Forêts peuvent penser.

M. GABIAS: Donnez les noms.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BINETTE: L'économie, je sais que cela n'intéresse pas le gouvernement.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BINETTE: L'économie, il n'y a jamais pensé.

M. GABIAS: Donnez les noms.

M. LE PRÉSIDENT: Comme les notaires savent que les écrits ont plus d'importance encore que les paroles, je lui suggérerais de l'écrire au feuillet.

M. BINETTE: M. le Président, je vous remercie, mais je demande quand même, avant que la réponse vienne du ministre, qu'il fasse enquête et, s'il veut des noms, je peux lui en fournir.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Jonquière.

### CEGEP de Chicoutimi

M. HARVEY: M. le Président, en l'absence du ministre de l'Education en cette Chambre, j'aimerais poser une question au ministre d'Etat

pourrait-il dire à cette Chambre si le gouvernement a l'intention d'agir relativement à la fermeture du CEGEP de Chicoutimi? Si oui, a-t-il également l'intention d'agir devant l'occupation du CEGEP de Jonquière, due à la fermeture du CEGEP de Chicoutimi, à la suite de deux décisions prises par les deux conseils d'administration devant le même problème, et qui sont diamétralement opposées, c'est-à-dire une décision qui rejoint le dix-septième siècle et une, le vingtième siècle?

M. GABIAS: Il est meilleur que le notaire.

M. HARVEY: Mêlez-vous de vos affaires. Je ne vous ai pas parlé. Quand je me déciderai à vous parler, je vous parlerai avec mes dents.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre d'Etat à l'Education.

M. MALTAIS (Saguenay): Il est choqué, hein!

M. MORIN: M. le Président, nous sommes tous bien au courant du problème qu'il y a actuellement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean, particulièrement dans deux endroits bien précis. Le ministre de l'Education et le gouvernement agiront...

M. LESAGE: En temps et lieu.

M. BERTRAND: En temps et lieu.

M. HARVEY: Une question additionnelle. M. le Président, j'aurais une question additionnelle à poser au successeur du ministre actuel de l'Education.

M. BELLEMARE: A l'ordre!

M. HARVEY: Très bien, M. le Président, je la poserai en temps et lieu.

M. GABIAS: Il s'améliore.

M. BERTRAND: Cinq. Loi des universités.

### Bill no 57

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable premier ministre propose la deuxième lecture de la Loi du conseil des universités.

L'honorable premier ministre.

### M. Jean-Jacques Bertrand

M. BERTRAND: M. le Président, le lieutenant-gouverneur ministre d'Etat à l'Education a présenté le présent projet de loi, en recommandant à la Chambre l'étude et l'approbation.

Ce projet, qui porte le numéro de bill 57, a été déposé en Chambre vers la fin de la session, en juillet. Nous en reprenons l'étude aujourd'hui, et c'est un projet important. Les problèmes de planification, de développement de l'enseignement supérieur, de coordination entre les universités et des relations entre l'Etat et les universités ont fait l'objet d'études, de discussions et de consultations depuis de nombreuses années.

Je me rappelle qu'on en a parlé en Chambre au cours des années 1959, 1960, 1961. C'est en novembre 1964, dans le deuxième tome du rapport Parent, cette commission d'enquête dans l'immense domaine de l'éducation, que l'on a dressé un premier bilan systématique, que l'on a proposé un ensemble de mesures propres à faciliter la coordination et que l'on a suggéré la création d'organismes nouveaux.

Au cours de l'année 1965, la conférence des recteurs, les professeurs des universités de langue française, le ministre de l'Education de l'époque ont poursuivi la réflexion et ont proposé des commentaires, des recommandations et des suggestions.

Dès le début de l'année 1966, le débat se situe encore presque exclusivement au niveau des relations Etat-universités, à propos de la délicate question des budgets universitaires et des subventions du gouvernement.

L'analyse de la correspondance de cette époque indique clairement les équivoques qu'en-

traînent le manque de définition des responsabilités de l'Etat, du gouvernement et de façon irrégulière les difficultés inhérentes aux mécanismes des comités ad hoc.

L'on sait que, dans ce domaine, nous avons, depuis quelques années, deux comités ad hoc, chargés, l'un d'examiner les budgets d'opérations courantes des universités et l'autre d'examiner le budget des immobilisations universitaires. Ces comités ad hoc avaient été établis du temps de mon prédécesseur au ministère de l'Education. Nous les avons continués et nous avons poursuivi, à ce moment-là, avec les universités, la discussion des budgets d'opérations courantes et d'immobilisations.

M. LESAGE: Le premier ministre me permettrait-il une question seulement, pour fins d'information?

M. BERTRAND: Oui, avec plaisir.

M. LESAGE: Le premier ministre vient de mentionner le fait que ces comités existaient avant juin 1966. Dois-je comprendre que le comité des investissements universitaires a continué de se réunir sous la direction du ministre des Finances ou si, depuis juin 1966, ce fut sous la direction du ministre de l'Education?

M. BERTRAND: C'est à dire, dès l'année où je suis arrivé, le ministre des Finances et le ministre de l'Education étaient membres du comité. Nous avons cru qu'il était important, comme le chef de l'Opposition...

M. LESAGE: C'est, d'ailleurs, ce qui existait.

M. BERTRAND: ... l'avait réalisé à l'époque, que, et le ministre de l'Education et le ministre des Finances soient présents au comité ad hoc.

M. LESAGE: C'est bien. C'est ce qui existait.

M. BERTRAND: Mais le chef de l'Opposition sait comme moi qu'il y avait deux sous-comités qui préparaient l'étude des budgets. Ces sous-comités étaient composés de fonctionnaires et de délégués des différentes universités de la province, qui préparaient les travaux qui, par la suite, étaient présentés aux deux comités, dans les deux cas, investissements et opérations courantes.

En l'absence, M. le Président, de standardisation des méthodes comptables, de données

complètes et comparables, en l'absence surtout de plans de développement de l'enseignement supérieur, les arbitrages qu'a dû faire le gouvernement dans l'allocation des fonds publics ont provoqué et provoquent parfois de vives réactions chez les universitaires, et l'on pourrait dire, au sein des universités et chez les recteurs des universités.

C'est à l'automne de l'année 1966 que le Conseil supérieur de l'éducation a mis de l'avant un projet d'Office de l'enseignement supérieur, pour remplacer les comités ad hoc, dont j'ai parlé, comités ad hoc des budgets de fonctionnement et d'investissements. Par la suite, en 1967, le Conseil supérieur de l'éducation reprend de façon plus élaborée un ensemble de propositions relatives à l'enseignement universitaire dans un document intitulé «Le développement de l'enseignement supérieur», dont le texte fut adopté lors de sa cinquante-quatrième réunion, le 24 novembre 1967.

Parallèlement, on avait entrepris, au ministère de l'Education, la rédaction de projets de loi sur l'enseignement supérieur, parmi lesquels la Loi des investissements universitaires, loi adoptée et sanctionnée en juin dernier, et la Loi du conseil des universités, qui a été déposée en première lecture avant le dernier ajournement de la Législature. Je pense que c'est le 3, le 4 ou le 5 juillet.

Toutes ces lois ont fait l'objet de consultations de la part du ministère, depuis le printemps de 1968, consultations auprès de la conférence des recteurs et des principaux, de la Fédération des associations des professeurs des universités du Québec, de l'Union générale des étudiants du Québec et du Conseil supérieur de l'éducation.

De toutes ces consultations dont j'ai parlé tantôt, au début, et qui s'échelonnent sur une durée de quatre ans, il ressort que l'analyse des budgets universitaires, pour fins de subventions, continuait de se faire par le mécanisme des comités dont j'ai parlé tantôt, les comités ad hoc qui, bien qu'imparfaits, ont tout de même permis de dégager progressivement certaines règles et certaines pratiques.

Les travaux de ces comités ad hoc auront permis de démystifier et de clarifier davantage la question des relations entre les universités et le gouvernement et de commencer à situer chacune des instances les unes par rapport aux autres. Ces travaux auront également permis, à travers l'opération annuelle du partage des subventions, de mettre en lumière la nécessité urgente du partage des responsabilités entre les universités elles-mêmes.

Nous sommes maintenant, M. le Président,

beaucoup mieux informés pour comprendre et admettre que le partage des fonds publics et le partage des responsabilités s'effectueront avec plus de clairvoyance et plus de sûreté de jugement, dans le cadre d'un plan de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire.

Nous croyons que la responsabilité ultime de décider de l'allocation des fonds publics et de la préparation du plan de développement de l'enseignement supérieur appartient au gouvernement. Pour s'acquitter au mieux de cette difficile responsabilité, le gouvernement veut cependant compter sur la contribution directe, continue et éclairée du conseil des universités, un organisme dont la Législature est maintenant appelée à décider de la création.

Le conseil des universités se situe donc entre les universités, d'une part, et le gouvernement, d'autre part. De ce point de vue, on pourrait l'appeler un organisme tampon, au sens des recommandations de la commission Parent. Ce serait également un forum, au sein duquel la communauté universitaire peut effectuer ses propres arbitrages avant d'en saisir officiellement le pouvoir de décision, qui se situe au niveau du gouvernement et de la Législature et, d'une façon toute particulière, au niveau du ministère de l'Éducation.

Le conseil des universités est donc à la fois distinct des universités et du gouvernement. C'est aussi un organisme permanent, qui devrait, au moins, sous cet aspect, exercer, avec plus d'efficacité, les fonctions des comités ad hoc que nous avons utilisés jusqu'à maintenant.

Enfin, M. le Président, il faut le souligner, c'est un organisme-conseil qui n'a pas de pouvoir de décision, mais qui devrait exercer une autorité morale considérable à la fois sur le gouvernement et sur les universités, elles-mêmes.

Les deux fonctions principales du conseil sont, d'abord, de contribuer directement à la préparation et à la tenue à jour d'un plan permanent de développement de l'enseignement supérieur; deuxièmement, de contribuer directement à l'analyse des budgets annuels, de fonctionnement des universités, de façon que le partage des subventions de l'État s'effectue sur des bases justes et rationnelles.

En définitive — il importe de le rappeler — c'est au gouvernement quel qu'il soit qu'appartient la responsabilité de prendre des décisions qui engagent notre avenir collectif. C'est à lui qu'appartient la responsabilité de définir une stratégie globale de développement économique, social et culturel, dans le cadre de laquelle se situe — je le soumets — le dévelop-

pement du système scolaire en général et le développement universitaire en particulier. Cette responsabilité, le gouvernement entend l'assumer et l'exercer pleinement. Pour lui donner toute sa dimension, cependant, le gouvernement entend l'exercer en liaison avec les autres agents du développement économique, social et culturel.

C'est pourquoi le Conseil des universités nous apparaît comme un instrument essentiel pour nous conseiller quant à une stratégie de développement systématique de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire. C'est donc dans cette perspective que la composition du Conseil des universités a été conçue, composition tripartite où la communauté universitaire n'a pas l'exclusivité de la participation, mais la partage avec le monde de l'entreprise et le monde du travail. A la lecture du projet de loi, d'ailleurs, l'on aura remarqué que le milieu universitaire est considéré comme un tout indivisible auquel participent administrateurs, professeurs et étudiants. Nous n'avons pas voulu fractionner la communauté universitaire et procéder dans la loi à une distribution des sièges entre les trois groupes mentionnés.

Nous croyons, en effet, que le Conseil des universités n'est pas un organisme de négociation et que sa composition comme son fonctionnement doivent éviter de donner ouverture à l'affrontement de blocs de voix, que ce soit entre étudiants et administrateurs, par exemple, ou encore entre les universités elles-mêmes. Le Conseil des universités sera donc, suivant le projet de loi que nous avons devant nous, composé de dix-sept personnes dont neuf de la communauté universitaire, quatre du monde de l'entreprise et deux fonctionnaires du gouvernement, du ministère du gouvernement en particulier.

Le président exerçant ses fonctions à temps plein sera nommé par le gouvernement pour un mandat de cinq ans. Au près du Conseil des universités serait constituée une Commission de la recherche universitaire dont le président siégerait également au Conseil des universités.

La commission est un outil spécialisé du conseil pour tout ce qui regarde la recherche universitaire. Elle devrait également assumer ou assurer des liaisons permanentes avec d'autres organismes compétents, en matière de recherches scientifiques. Le gouvernement compte beaucoup sur la Commission de la recherche universitaire pour procéder à l'étude des buts actuels de la recherche universitaire, de son organisation présente et de ses besoins immédiats, pour proposer des critères de choix, des

actions de recherches universitaires, par la définition des grandes orientations de cette recherche au Québec et par la répartition des fonds publics entre les grands domaines de la recherche. Pour promouvoir également les efforts de recherches fondamentales, dans les secteurs générateurs de développement, pour proposer des voies d'intégration progressive de cette recherche universitaire dans la politique économique et sociale du Québec, de façon à ce que la recherche joue un rôle de plus en plus important dans l'expansion et le progrès de notre société québécoise.

M. le Président, je crois avoir résumé là l'essentiel des dimensions du projet de loi du Conseil des universités, le bill 57. Plusieurs années de réflexion, de discussions dans le milieu universitaire et au gouvernement, consultations extensives, consensus sur la nécessité de créer auprès du gouvernement un organisme-conseil, ou consultatif, quant à la politique universitaire nécessitant de préparer et de tenir à jour un plan de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire.

Voilà, M. le Président, les quelques propos que j'avais à donner en deuxième lecture. A l'occasion de l'étude du bill en comité plénier, je pourrai fournir d'autres renseignements à la Chambre, si c'est le désir des membres du comité.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Saint-Laurent.

#### **M. Léo Pearson**

M. PEARSON: M. le Président, du côté de l'Opposition en deuxième lecture, nous serons assez brefs. Le premier ministre a fait brièvement l'historique de la préparation du bill 57. Cette législation est promise et attendue ou désirée depuis fort longtemps, et le premier ministre lui-même a mentionné les très nombreuses consultations qu'il y a eues. Alors nécessairement l'Opposition est en faveur en deuxième lecture du bill 57. Là où nous aurons certaines questions à poser ce sera simplement en comité. Notre rôle est d'éclairer ou d'essayer d'avoir la législation la plus parfaite possible.

Ce projet de loi vient ajouter une autre étape commencée avec la réforme scolaire. Les structures ne seront pas parfaites. Elles pourront et devront être amendées, corrigées ou perfectionnées avec le temps et à la lumière de l'expérience. Si l'on attendait uniquement des chefs-d'oeuvre avant d'amener quelque législation que ce soit, le Parlement ne siégerait pas souvent. C'est dans cet esprit que le gouvernement doit

présenter sa législation, acceptant son imperfection et acceptant du même coup les remarques qui peuvent être faites du côté de l'Opposition. Entre autres, quant au statut inclus dans le bill no 57. Pourquoi veut-on, par exemple, détacher le Conseil des universités des structures actuelles du ministère de l'Education? On confère au Conseil des universités une indépendance assez grande, contrairement à la nécessité de réintégrer l'université dans la société québécoise. Le premier ministre mentionnait tantôt qu'il y a eu de nombreuses consultations. Alors, les questions que nous aurons à poser seront: Pourquoi tel choix dans les consultations plutôt que tel autre?

M. BERTRAND: Le député ma permettra tout simplement cette remarque. Il aura bien noté dans mes propos que c'est un Conseil des universités. Le pouvoir de décision demeure entre les mains du ministère de l'Education et du gouvernement. Je pourrai élaborer davantage là-dessus au cours de l'étude en comité plénier et répondre d'une manière plus complète au problème que vient de soulever le député.

M. LESAGE: Ce n'est pas là-dessus que le député a fait des remarques. C'est sur la possibilité d'une relation plus intime entre la commission de l'enseignement supérieur et le Conseil des universités. La commission... Comment l'appellez-vous?

M. BERTRAND: Voulez-vous parler du Conseil supérieur de l'éducation?

M. LESAGE: Non, la commission de l'enseignement supérieur du Conseil, je crois.

M. HOUDE: La Direction générale de l'enseignement supérieur.

M. BERTRAND: Nous entrerons dans ces détails au cours de la soirée.

M. LESAGE: Je voulais attirer l'attention du premier ministre là-dessus parce que le député est bien conscient que c'est un conseil consultatif.

M. BERTRAND: C'est ça.

M. PEARSON: Par exemple, selon les différences de statuts et de fonctions, et la relation entre ce Conseil des universités et la Commission de l'enseignement supérieur du Conseil supérieur de l'éducation, va-t-on mettre de côté l'un des rares organismes de coordination, com-

me la conférence des recteurs? Quant à sa composition pourquoi le président ne serait-il pas, par exemple, un membre du gouvernement ou un haut fonctionnaire? C'est laissé au libre choix de ceux qui vont être nommés dans le conseil lui-même, de choisir un président. Pourquoi ne précise-t-on pas obligatoirement la présence d'un certain nombre de professeurs ou d'un certain nombre d'étudiants, laissant place, d'une certaine façon, à l'arbitraire, jusqu'à un certain point? Quant à la commission de la recherche, pourquoi ne pas définir davantage le mode de relation entre cette commission de la recherche et le ministère de l'Éducation?

Pourquoi ne pas ajouter que cet organisme devrait aussi se charger de coordination entre la recherche universitaire et la recherche, disons, dans l'industrie? En bref, du côté de l'Opposition, nous sommes d'accord sur le principe du bill 57 et nous essayerons, dans la mesure de nos moyens, de l'améliorer le plus possible. Nous espérons que le gouvernement aura une oreille attentive et apportera des réponses favorables.

M. BELLEMARE: Adopté?

M. HOUDE: Juste quelques mots. Bien sûr, c'est une étape importante que nous franchissons. C'est, encore une fois, je pense, une des recommandations de la commission Parent dont on vient d'accoucher.

D'autre part, le premier ministre lui-même a admis que ce conseil des universités était une partie seulement d'un tout. Je dis, quant à moi, que j'aurais aimé qu'on puisse, peut-être dans l'exposé du premier ministre, nous expliquer davantage quel sera ce tout. Nous avons actuellement une partie, nous avons un élément, bien sûr, fort important de cette future loi-cadre de l'enseignement supérieur, mais, personnellement, j'ai encore un peu de difficulté à essayer de remplacer cette partie à l'intérieur du tout. Peut-être qu'au cours de la soirée on aura l'occasion d'avoir d'autres informations pour essayer de placer ce conseil des universités exactement dans son contexte. Présentement — comme le disait le député de Saint-Laurent — il semble y avoir un peu de confusion. On sait qu'il y a conférence des recteurs. Il y a, d'autre part, un service de l'enseignement supérieur à l'intérieur du ministère de l'Éducation et il y a d'autres organismes qui, en même temps, s'occupent de l'enseignement supérieur.

Je voudrais bien voir où tout cela va entrer dans le tout, par rapport à ce Conseil supérieur des universités. Quant à moi, j'aurais aimé que la loi donne plus de renseignements quant au

mandat de ce Conseil des universités. A première lecture, il m'apparaît qu'on s'intéresse surtout à ce qui regarde le financement et la planification des universités, avec, bien sûr, une attention particulière pour le domaine de la recherche. Je me demande si, dans le mandat de ce conseil, on a oublié — ou si cela ne fait pas partie du tout de ce conseil — toute la partie pédagogique et la partie qui concerne la programmation. Nulle part, il n'est fait mention que ce conseil pourra renseigner le ministre de l'Éducation quant aux problèmes fort sérieux que nous vivons actuellement au Québec.

Nous entendons parler beaucoup plus souvent actuellement dans la province de Québec de l'équivalence d'une université à une autre université, de normes ou de critères d'acceptation dans une faculté plutôt que dans telle autre, que de problèmes de financement.

Enfin, c'est mon opinion, il ne m'apparaît pas que, dans le mandat que l'on donne ou dans les paroles prononcées par le premier ministre tout à l'heure, on accorde une importance pour le moins égale au côté recherche et au côté financement, dis-je, au côté pédagogique et au côté programmation et peut-être également au côté de la vie universitaire dans son entier.

Comme dernier point, j'aimerais aussi qu'au cours de la soirée nous puissions avoir — parce qu'il m'apparaît encore une fois que la loi ne l'explique pas, ce n'est peut-être pas le rôle du texte même de donner tous ces détails, bien sûr — mais je trouve que dans le domaine de la recherche il n'y a pas nonplus... On se demande s'il y aurait vraiment coordination entre, d'une part, la recherche universitaire et, d'autre part, la recherche dans le domaine de l'industrie, la recherche à l'intérieur du gouvernement ou la recherche que le gouvernement veut promouvoir à travers le Québec, et également — je reviens au côté pédagogique — avec l'Institut de recherches pédagogiques qui a été créé, il y a un an, si ma mémoire est fidèle.

Alors, voilà en gros les quelques remarques que j'avais à donner en deuxième lecture, en espérant bien pouvoir y trouver des réponses au cours de l'étude en comité.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de D'Arcy-McGee.

M. GOLDBLOOM: M. le Président, je n'aurai que quelques mots à dire en deuxième lecture, mais, étant donné qu'il est six heures moins deux, je pourrais peut-être proposer l'ajournement.

M. BERTRAND: Le député de D'Arcy-McGee

peut demander l'ajournement à huit heures et quart, et nous reviendrons en Chambre à ce moment-là.

M. LE PRESIDENT: Les travaux de la Chambre sont suspendus jusqu'à huit heures et quart ce soir.

### Reprise de la séance à 20 h 17

M. LEBEL (président): A l'ordre, messieurs! L'honorable député de D'Arcy-McGee.

### M. Victor-C.Goldbloom

M. GOLDBLOOM: M. le Président, tout en reconnaissant la valeur que peut avoir cette loi que nous avons devant nous, je dois dire qu'on ne voit pas très clairement quelle serait la relation entre le conseil que nous créons et les autres organismes qui existent déjà, qui continueront d'exister, et d'autres encore qui pourront et qui devront être créés à l'avenir.

Le premier ministre, en présentant ce projet de loi, quoiqu'il ait parlé d'autres choses, a insisté surtout sur les considérations budgétaires, c'est-à-dire sur la fonction de ce conseil, en ajustant les besoins et les demandes des universités de la province, sur le plan budgétaire.

Mais, quand on examine le projet de loi, on trouve que les fonctions et les responsabilités qui sont attribuées au conseil sont beaucoup plus vastes et touchent des domaines très divers. Le conseil aurait la possibilité d'étudier les besoins de l'enseignement supérieur, de proposer des objectifs à court et à long termes, de donner des avis au ministre sur tout le domaine de l'enseignement supérieur, de suggérer des normes, de faire des recommandations quant à la coordination entre les institutions de l'enseignement supérieur, de faire des recommandations au ministre au sujet de la recherche universitaire, de maintenir des liens avec les organismes responsables de cette recherche, et de collaborer à la préparation des lois et des règlements relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche universitaire.

Pourtant, le premier ministre nous dit qu'il ne s'agit que d'un organisme consultatif. Cela veut-il dire que toutes ces études seront reprises par les organismes qui sont chargés de préparer, pour le ministre, les décisions que lui, le ministre, prendra, annoncera et mettra en vigueur?

Il est frappant que, par ce projet de loi, le ministre de l'Education soit tenu — c'est un impératif contenu dans ce projet de loi — de soumettre à l'avis du conseil tout plan qu'il entend mettre en oeuvre pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire. Mais, pourtant, si le conseil n'a qu'un rôle consultatif à jouer, il faudra, en toute logique, que le ministère de l'Education reprenne ces études pour que le ministre puisse enfin prendre sa décision.

Il y a lieu de croire que ce conseil pourrait

remplacer la commission Gauthier que nous connaissons depuis quelque temps. Je comprends que ce ne sera pas le cas. Il se peut que le conseil remplace la conférence des recteurs, je crois que ce ne sera pas le cas; je crois que les universités tiendront à maintenir les relations spécifiques qu'elles ont entre elles par le truchement de cette conférence des recteurs.

Mais quoi du rôle du conseil en relation avec celui de la direction générale de l'éducation supérieure du ministère de l'Éducation? Quoi de la Commission de l'enseignement supérieur du Conseil supérieur de l'éducation? Par cette loi qui crée une Commission de la recherche universitaire, on n'arrive quand même pas à établir cet organisme provincial dont nous attendons toujours la création, qui sera chargé de coordonner toute notre recherche, tant industrielle qu'universitaire, parce que cette coordination s'impose.

Ce projet de loi établit dans ses principes, quoique pas dans toutes ses modalités, des relations bien structurées et fort utiles entre le gouvernement et les universités. Il laisse quand même à désirer quant à la coordination entre l'enseignement supérieur et les autres niveaux de notre système d'éducation et il ne constitue pas encore la vraie restructuration de l'enseignement supérieur à laquelle le Québec s'attend.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre d'État à l'Éducation.

#### **M. Jean-Marie Morin**

M. MORIN: M. le Président, le projet de loi que nous avons devant nous crée un Conseil des universités et une Commission de recherche universitaire. Il s'agit d'un projet de loi dont on entend parler depuis longtemps, projet de loi important, puisque nous savons tous que l'enseignement supérieur et la recherche universitaire sont des fonctions essentielles au développement de notre société. Il est important aussi parce que nous savons tous, également, que le gouvernement et le Parlement sont ultimement responsables du développement de la fonction universitaire et de l'allocation des fonds publics. D'ailleurs, le premier ministre l'a très bien signalé dans son exposé cet après-midi.

Il s'agit donc de dégager les éléments d'une coordination interuniversités à l'échelle du réseau des établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit également de dégager un équilibre entre, d'une part, la liberté universitaire et, d'autre part, la responsabilité des pouvoirs publics. Enfin, il s'agit de préparer et de tenir

à jour un plan de développement de l'enseigne-

ment supérieur et de la recherche universitaire. Pour exercer ses responsabilités quant au plan de développement de l'enseignement supérieur et

à l'allocation annuelle des fo

vernement sera donc appuyé par le Conseil des universités qui constituera — comme l'a dit le premier ministre — à la fois un forum de tous les établissements universitaires et un organisme de consultation auprès du ministre de l'Éducation.

Le Conseil des universités devrait permettre également de dégager un équilibre entre les aspirations respectives des universités d'une part, de même qu'entre le gouvernement et les établissements universitaires d'autre part. Étant donné l'importance de la recherche universitaire dans le développement de l'enseignement supérieur, la loi crée également une Commission de la recherche auprès du Conseil des universités. Deux des fonctions principales du Conseil des universités sont d'abord de faire au ministre ses recommandations sur le plan du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire, puis de faire ses recommandations au ministre sur le montant total des fonds publics à dégager annuellement pour fins de subventions aux universités ainsi que sa répartition entre elles.

D'une façon générale, le Conseil des universités a pour mandat de faire rapport au ministre sur les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire, puis de transmettre toute recommandation pertinente. De son côté, le ministre de l'Éducation est tenu de soumettre à l'avis du Conseil des universités tout plan de développement de l'enseignement supérieur, les crédits annuels de fonctionnement et d'investissements des universités, la répartition entre les diverses universités des crédits engagés annuellement, de même que toute mesure relative à la coordination de l'enseignement supérieur et à la standardisation des méthodes comptables.

Il faut rappeler également qu'avant d'ajourner, au mois de juin, le Parlement a adopté la Loi des investissements universitaires, qui prévoit, entre autres, la tenue à jour d'un plan quinquennal de développement physique des universités. Dans sa composition, le Conseil des universités fait appel à trois catégories de participants: le milieu universitaire, le monde du travail et de l'entreprise, et l'administration gouvernementale. Le milieu universitaire détient le plus grand nombre de sièges, soit neuf sur dix-sept. Par ailleurs, nous avons cru sage de ne pas fractionner les composantes du milieu universitaire, mais plutôt de prévoir la nomination pour la totalité des neuf sièges, après con-

sultation des dirigeants, des professeurs et des étudiants. Le premier ministre signalait, fort à propos cet après-midi, qu'il est important d'éviter de donner ouverture à l'affrontement, que ce soit entre les étudiants et les administrateurs ou même entre les universités elles-mêmes.

Le monde du travail et de l'entreprise, qui représente la société en général et s'occupe d'activités non directement reliées à l'administration courante des universités, détient quatre sièges. Nous croyons essentiel que des éléments extérieurs au milieu universitaire participent directement aux activités du Conseil des universités. Enfin, il faut mentionner que le conseil peut, avec la permission du ministre, constituer des commissions, y compris des commissions consultatives ou chargées de mandats spéciaux, pour l'aider à remplir son mandat.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Montmorency.

M. BOUSQUET: M. le Président, je tiens d'abord à féliciter le gouvernement...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! J'ai dû reconnaître l'honorable député de Montmorency.

#### M. Gaston Tremblay

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, en lisant les notes explicatives du bill 57, j'ai été fort surpris de constater que le gouvernement, qui prône par tellement de lois depuis 1966 l'étatisation de l'éducation, plaçait le ministre dans l'obligation de soumettre à l'avis du conseil les principales mesures qu'il entend prendre concernant les universités.

Je soumets humblement à cette Chambre que cette mesure aidera à frustrer les représentants du peuple d'un autre droit et contribuera à avilir le Parlement.

En fait, les conséquences de cette loi me paraissent claires. Les députés voteront des sommes d'argent qui seront dépensées par les universités et le ministre sera forcé d'accepter les avis du conseil dans l'élaboration de ces plans de dépenses. Un corps intermédiaire, sans responsabilité élective directe ou indirecte, sans mandat du peuple, pourra dilapider des fortunes et le ministre n'aura plus ensuite droit de regard sur la dépense des sommes votées par la Législature. C'est de nouveau une autre technocratie, plus raffinée peut-être, qui s'emparera d'une autre partie de l'administration du budget. Je trouve la situation abusive et pratiquement

indéfendable. Personnellement, j'ai toujours été contre le socialisme en éducation, et je continue de l'être plus que jamais. Le jeu de la représentation par l'élection demeure la base de notre démocratie et les notes explicatives du bill faussent, encore une fois, ce principe essentiel sous un régime parlementaire comme celui que nous connaissons. Je voterai donc contre la deuxième lecture du bill. Un peu plus tard...

M. BELLEMARE: Vous y serez, toujours?

M. TREMBLAY (Montmorency): J'y serai.

M. LOUBIER: Pas pour longtemps.

M. BELLEMARE: Vous ne vous sauvez pas comme les autres fois?

M. TREMBLAY (Montmorency): Un peu plus tard, au cours de la session, j'aurai l'occasion de donner mon opinion sur des idées maîtresses qui devraient régir un vrai système éducationnel, lequel garantirait la vraie liberté dans l'administration de nos écoles, de la maternelle jusqu'au postuniversitaire. Pour le moment, je ne veux pas retenir le temps de la Chambre plus longtemps, mais je déplore la manie de la création d'une autre technocratie irresponsable et sans visage, dans l'administration en éducation. Le bill devrait garantir au moins la responsabilité du ministre dans l'élaboration de ces plans.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!  
L'honorable député de Saint-Hyacinthe.

#### M. Denis Bousquet

M. BOUSQUET: Je tiens d'abord à féliciter le gouvernement pour avoir présenté cette loi du Conseil des universités. Ce qui me frappe d'abord, c'est le souci de planification dont a fait preuve le gouvernement en présentant ce bill. Depuis trop longtemps, nos institutions, notre enseignement, se sont développés à la bonne franquette. Nous voulons maintenant planifier pour assurer un meilleur développement de notre enseignement. Je pense que c'est, de la part du gouvernement, agir dans l'intérêt de la population. Il a été dit et répété par le premier ministre que le gouvernement n'entend pas abandonner ses responsabilités. Le ministre, le Conseil des ministres, conserveront toujours le pouvoir de décision. Le Conseil des universités sera là pour conseiller le ministre mais ni le gouvernement, ni l'Assemblée législative n'ont le droit d'abandonner leurs responsabilités en cette matière. Nous avons l'as-

surance, de la part du premier ministre, que le gouvernement, aussi bien que l'Assemblée législative, pourra prendre ses responsabilités en ce domaine. Il est très intéressant de noter que le gouvernement désire d'abord que l'on procède à un inventaire des besoins de l'enseignement supérieur, en tenant compte des besoins du Québec, dans les domaines culturel, scientifique, économique, social et autres. Il faut d'abord faire un inventaire des ressources et des besoins avant de pouvoir proposer des objectifs valables. C'est, d'ailleurs, le deuxième but poursuivi par le Conseil des universités de proposer des objectifs à court et à long termes. Je pense qu'il faut remercier le gouvernement de nous avoir enfin présenté une loi qui puisse permettre d'espérer que les universités se développeront dans l'ordre et d'une façon accélérée.

Je tiendrais seulement à signaler qu'il est très important d'apporter un soin particulier dans la composition du conseil des universités. Nous avons mentionné qu'il devait y avoir neuf personnes du milieu universitaire. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il y ait une représentation importante du milieu universitaire et il est probablement sage de ne pas fractionner cette représentation. J'exprimerais le souhait que la représentation scientifique y soit considérable étant donné que par le passé, on a mis trop l'accent sur la littérature, sur la philosophie et pas assez sur les sciences et la technologie. Durant assez longtemps, nous avons, ici au Québec, pris comme leitmotiv de nous emparer du sol. Je pense que, maintenant, il est temps pour nous de dire: Emparons-nous de la science, emparons-nous de la technologie.

Un autre aspect sur lequel je voudrais attirer l'attention des membres de cette assemblée, c'est sur le fait de la formation d'une commission de la recherche universitaire. La recherche a été trop longtemps négligée. Elle est absolument nécessaire à un bon enseignement. Les professeurs qui se contentent uniquement d'enseigner sont ordinairement de mauvais professeurs. Ils doivent s'alimenter sans cesse, enrichir sans cesse leurs cours, par des recherches appropriées. Je suis sûr que le gouvernement, par la création de sa commission de la recherche universitaire, encouragera les enseignants à tous les niveaux à s'adonner davantage à la recherche universitaire.

Je voterai donc pour cette loi avec enthousiasme et, encore une fois, je pense que c'est une étape importante dans le développement de nos institutions universitaires.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: Je n'ai pas l'intention d'exercer de droit de réplique. Le débat a été très serein.

M. BELLEMARE: Il y en a eu qui sont contre.

M. BERTRAND: Nous partageons tous la même opinion. Il y a à toute règle une exception. C'est normal. Dans les circonstances, à moins qu'il y ait autre chose, nous pourrions proposer l'adoption en deuxième lecture et qu'il soit référé au comité plénier.

M. LE PRESIDENT: La motion de deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. TREMBLAY (Montmorency): Est-ce que vous pourriez enregistrer ma dissidence?

M. BERTRAND: C'est dans l'ordre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

L'honorable premier ministre propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill 57. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

### Comité plénier

M. FRECHETTE (Président du comité plénier).

M. BERTRAND: Article 1. Je voudrais immédiatement soumettre une correction dans la version anglaise, au lieu de « University Council », ce serait « Council of Universities ». C'est une demande qui nous a été formulée et à laquelle nous nous rendons de bonne grâce. A l'article 1 maintenant, ce sont les remarques que j'ai à faire sur...

M. SEGUIN: Universités au pluriel? Excusez-moi, je n'ai pas bien compris. Au pluriel?

M. BERTRAND: C'est ce qu'on nous a recommandé, « Council of Universities ». On n'a pas là de querelle sur l'anglais et le français. Le député de Baldwin, pas de querelle?

M. SEGUIN: Non, je n'avais pas compris le premier ministre. Alors, je lui demandais tout simplement si c'était universities.

M. BERTRAND: « Council of Universities ». Article 1, a-t-on des remarques?

M. PEARSON: J'aurais une question banale, en somme, à poser, seulement sur le nom.

Le conseil supérieur a recommandé de l'appeler office, ainsi que le rapport Parent. Y a-t-il une raison particulière à cela? Est-ce pour lui donner une marque particulière que le gouvernement a choisi le terme conseil plutôt que le terme office ou n'importe quel autre terme? Y a-t-il une raison spéciale?

M. BERTRAND: Pardon?

M. PEARSON: Pourquoi a-t-on choisi le terme conseil plutôt qu'office de l'enseignement supérieur ou un autre terme?

M. BERTRAND: Cela a été accepté à peu près par tous que nous l'appelions le Conseil des universités. Tout à l'heure, j'aurai cependant certains changements à apporter. Au lieu de parler d'institutions d'enseignement supérieur, nous parlerons d'établissements d'enseignement supérieur.

Aucune des consultations que nous avons eues avec tous les groupes n'a apporté de problème sur le choix du titre de la loi et du nom de l'organisme. C'est en fait un conseil des universités qui rayonnera dans le domaine universitaire. On a noté tout à l'heure dans les quelques propos que j'ai tenus, que d'autres députés ont tenus et que mon collègue de Lévis a tenus également, qu'il s'agissait d'un conseil où non seulement le milieu universitaire sera représenté, mais qu'il était bon d'établir un lien avec le monde du travail et de l'entreprise. J'y reviendrai tout à l'heure.

Cela ne s'impose pas seulement à l'université, mais cela s'impose ailleurs, cette coopération absolument essentielle dans le domaine de l'enseignement entre les institutions au niveau secondaire, au niveau des CEGEP, au niveau universitaire, entre l'enseignement et la réalité, et par la réalité je comprends ceux-là qui sont dans le domaine de l'industrie, dans le domaine du travail, ces liens qui doivent être de plus en plus étroits.

Si l'on examine à l'intérieur de certains CEGEP à l'heure actuelle cette contestation, comme on l'a appelée... Je connais un exemple, sans donner de nom — j'en ai chez moi qui fréquentent une institution dans une ville du Québec — où il y a eu deux jours d'occupation et le résultat positif de cette occupation dans cette institution a été que les étudiants ont réussi à sensibiliser le milieu où ils sont appelés à vivre, à établir des liens avec les représentants du monde de l'industrie et du monde du travail.

Car combien de jeunes, à la sortie du CEGEP,

devront s'en aller travailler, ne poursuivant pas d'études universitaires? A ce moment-là, il est bon qu'ils sachent, eux, dans leur milieu, quels sont les emplois qu'ils pourront trouver, quels sont les postes qu'ils pourront occuper. Et il est essentiel que les réformes de l'éducation soient véritablement assises non seulement sur une science bien apprise dans nos institutions, mais qu'elles reposent également sur la réalité à laquelle les étudiants devront faire face à leur sortie des collèges.

C'est exactement le principe que l'on retrouve dans la composition du conseil des universités, ce lien, cette coopération entre tous les éléments de la société québécoise.

M. PEARSON: En somme la question que j'ai posée, c'était seulement sur le nom. Cela n'a aucune espèce d'importance qu'on l'appelle conseil, office ou quoi que ce soit, sauf que le rapport Parent recommandait le terme office et le conseil supérieur dit qu'on a rejeté les termes comité, commission, conseil, etc., parce qu'ils sont déjà employés fréquemment dans l'organisation actuelle de l'enseignement supérieur.

C'est pourquoi je demandais tout simplement s'il y avait une raison particulière d'employer le terme conseil plutôt que n'importe quel autre terme.

Les recommandations spécifiques du conseil sont qu'on recommande le conseil des universités, parce que le mot office, là où on l'utilise, donne plutôt un sens d'organisme administratif et exécutif, alors que nous voulons bien, tant par le titre que par la substance du projet de loi, indiquer qu'il s'agit d'un rôle consultatif, très vaste, mais qui n'a rien et qui ne doit rien contenir d'exécutif. De là vient le choix du terme conseil plutôt qu'office.

M. GOLDBLOOM: M. le Président, puisque nous sommes à l'article 1, pourrais-je poser au premier ministre une question générale? Les universités acceptent-elles cette loi telle qu'elle est rédigée ou, est-ce que par les consultations qui ont sûrement eu lieu — et je crois comprendre que l'honorable ministre d'Etat a eu tout récemment une rencontre avec les représentants de la conférence des recteurs — il y a eu des modifications suggérées. Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer des amendements à son propre texte?

M. BERTRAND: D'abord, le ministre d'Etat a rencontré, je crois, la conférence des recteurs. Mais, dès le mois d'octobre, le ministre de l'Education a adressé une lettre à tous les

recteurs des universités. Disons que, dans l'ensemble, il n'y a aucun doute que les universités auraient préféré jouer un rôle exécutif. Cela, c'est clair. Cela ressort, par exemple, des propos du recteur de l'université de Montréal, des propos du principal de l'université McGill. De Laval, je n'ai pas de lettre, mais je sais que Mgr Vachon fait partie de la conférence des recteurs. A Sir George William, on n'est pas entré dans trop de détails, on a suggéré des amendements mineurs, comme d'ailleurs les autres recteurs l'avaient fait également.

L'université Bishop a suggéré des amendements mineurs et l'université de Sherbrooke a approuvé le projet de loi, tout en mettant l'accent, là aussi, sur le fait que le rôle consultatif, d'après eux tous, comme d'après la conférence des recteurs, n'était pas suffisant.

Il est clair que le principe, nous l'avons tranché, en deuxième lecture, par l'unanimité presque complète des membres des deux côtés de la Chambre. C'est que l'on reconnaît que ce rôle appartient au ministre de l'Éducation et, deuxièmement, au gouvernement.

Alors, il y a eu quelques amendements qui nous ont été suggérés. J'en ai proposé un tantôt: Council of Universities. Il y en aura d'autres, au fur et à mesure que nous procéderons

tance, le résultat de la rencontre que mon collègue, le ministre d'État délégué à l'Éducation, a eue lors de son entrevue avec les recteurs.

M. PEARSON: Sur l'article 1, quelles seront les différences de statuts, de fonctions, la relation entre ce Conseil des universités et la Commission de l'enseignement supérieur du Conseil supérieur de l'éducation? Aura-t-il encore un rôle à jouer?

M. BERTRAND: Si mon collègue a bien lu, d'abord, la Loi du conseil supérieur, que l'on retrouve dans la codification des lois, recueils des lois de l'éducation, il verra que le rôle du conseil supérieur, globalement, est assez vaste.

Rôle d'abord comme conseil et rôle également à l'intérieur de ces deux comités, soit l'élaboration et l'approbation obligatoire de certains règlements. Il y a l'article 28, entre autres, où l'on dit que le ministre de l'Éducation est tenu de préparer et de soumettre à l'examen du conseil, avant leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil les règlements qui doivent régir... Et vous avez toute une série de matières qui sont réservées à l'approbation du conseil. Donc, rôle très vaste.

Le rôle de la Direction générale de l'enseignement supérieur au ministère. D'abord, l'élaboration de projets que le ministre a l'obligation de soumettre à l'avis du Conseil des universités. On retrouvera, tantôt, un article où l'on traite de ce problème-là. De part et d'autre, que l'on ne soit pas rendu à tel ou tel article importe peu. Nous étudions surtout à ce moment-ci, l'ensemble du bill; on reviendra tantôt sur les modalités.

Donc, rôle de la Direction générale de l'enseignement supérieur: élaboration des projets et, en particulier, le plan de développement de l'enseignement supérieur, qui est soumis au conseil pour les diverses phases de son élaboration. Mais cela regarde la Direction générale de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation, car l'économie de la Loi du ministère, c'est que le ministre est chargé par le Parlement de promouvoir l'éducation dans tous les domaines et, en particulier, dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Ce qui veut dire que le rôle de cette direction générale continue. C'est à elle, d'ailleurs, que seront présentés, comme auparavant, les budgets annuels des universités, les budgets de fonctionnement, comme on les appelle. C'est à ce moment-là, par le truchement de la direction générale, qu'ils seront présentés au Conseil des universités, depuis lequel nous jouons auparavant.

A ce moment-là, il est sûr qu'il faudra jouer à l'intérieur d'un budget. Les deux gouvernements ont eu les mêmes expériences. Annuellement, on disait: Nous pouvons mettre à la disposition des universités, comme budgets de fonctionnement, tel montant. C'est à l'intérieur de ce montant-là que les universités vont tenter de fonctionner, suivant des critères qui deviennent de plus en plus précis à la suite d'études qui ont été faites et d'expertises qui ont été conduites. Nous sommes en meilleure posture, à l'heure actuelle, pour examiner ces budgets. D'ailleurs, le Conseil des universités aura accès à tous ces renseignements qui sont, à l'heure actuelle, en possession de la Direction générale de l'enseignement supérieur.

Quant au rôle de la Commission de l'enseignement supérieur du conseil de l'éducation, j'ai en main, ici, le rapport qui a été distribué récemment à tous les députés. On trouvera, à la page 115, ou dans les volumes précédents, les activités des commissions du conseil. La première, c'est la Commission de l'enseignement supérieur.

On y note exactement quel peut être le rôle de cette commission ou celui qu'elle a joué et le nombre de réunions qu'elle a tenues du 1er septembre 1965 au 31 août 1966.

Le rôle de la commission, c'est de faire rapport au conseil supérieur sur les problèmes de l'enseignement et sur les questions relatives à l'enseignement supérieur que le ministre aura soumises globalement au conseil.

Si nous voulions entrer dans tous les détails, chose certaine c'est que, si le Conseil supérieur de l'éducation avait réalisé que la création d'un tel conseil était de nature à doubler les travaux de la commission supérieure, à les annuler, comment à ce moment-là, le Conseil supérieur de l'éducation aurait-il pu nous recommander l'adoption d'une loi du conseil? C'est donc qu'il y a des champs bien particuliers, bien distincts, où les activités de l'un et de l'autre pourront s'exercer. Le Conseil des universités participera donc activement et directement à l'élaboration des politiques relatives à l'enseignement supérieur, tandis que la Commission de l'enseignement supérieur fait rapport au conseil, lorsque le ministre consulte le conseil supérieur, au moment où des projets de politiques sont déjà élaborés.

Il y a, ce que j'ai noté tantôt, ce rôle du conseil, relatif aux règlements dont on retrouve la nomenclature à l'article 28 de la Loi du conseil. A première vue, aucun doute que, pour quelqu'un qui pour la première fois se plonge dans ces problèmes, il note qu'il y a une conférence des recteurs et des principaux, un Conseil supérieur de l'éducation, une Commission de l'enseignement supérieur, une Direction générale de l'enseignement supérieur. On est peut-être porté à certains moments de dire: S'agit-il de délibérer, la cour en conseillers foisonne. S'agit-il d'exécuter, on ne trouve plus personne. C'est pour cela qu'il est important de garder au-dessus le ministre qui, lui, étant responsable devant le Parlement s'il n'agit pas après tous les conseils qu'il aura reçus de la Commission de l'enseignement supérieur par le truchement du Conseil des universités, de sa direction générale, à ce moment-là c'est au ministre de faire la synthèse de tout ce qui lui a été présenté et de soumettre des lois au Parlement. En voilà une dans laquelle nous croyons trouver les éléments qui permettront d'atteindre les buts poursuivis par la loi.

M. CLICHE: M. le premier ministre, je voudrais faire une observation quant au nom qu'on donne à l'organisme. Il y a sûrement une Association des universités canadiennes qui porte un nom qui doit être identique à celui-là. Est-ce qu'il peut y avoir confusion entre les deux?

M. BERTRAND: Une association?

M. CLICHE: D'universités canadiennes, oui.

M. BERTRAND: Oui, mais ce n'est pas le Conseil des universités canadiennes. C'est l'Association des universités canadiennes. Il y a également l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, et internationale, mais il n'y a pas d'organisme qui porte le même nom. Aucun problème. Il y a aussi la Conférence canadienne des universités.

M. LE PRESIDENT: Article 1, adopté. Article 2?

M. PEARSON: Dans l'article 2, M. le Président, pourquoi veut-on détacher le Conseil des universités des structures actuelles du ministère de l'Education? On confère au Conseil des universités une indépendance assez grande, qui semblerait contraire à la nécessité de réintégrer dans la société québécoise, tout le secteur universitaire. Le projet de Conseil des universités semble vouloir perpétuer le mythe de la tour d'ivoire. Le premier ministre a-t-il des explications à donner là-dessus? Au moins, en apparence, on a l'impression qu'il y a une espèce de coupure.

M. BERTRAND: J'espère que ce n'est qu'une apparence, parce que, de par sa composition, disons d'abord où il est situé. Il est le lien entre, d'une part, les universités et le gouvernement et, deuxièmement — je l'ai noté cet après-midi dans mes propos — il est un tampon entre les deux. Mais le conseil est également très près de la Direction générale de l'enseignement supérieur, quant à la préparation du plan de développement de l'enseignement supérieur et, deuxièmement, l'analyse annuelle des budgets. L'apparence dont parle le député n'est qu'une apparence, car la composition du conseil, la composition...

M. PEARSON: Un instant. Ce que je viens de dire, monsieur le premier ministre, c'est puisé dans le mémoire de l'UGEQ. En somme, c'est une des objections qui ont été présentées dans le mémoire de l'UGEQ. C'est pour répondre à une de ces objections-là que j'ai cité à peu près textuellement une des objections.

M. BERTRAND: J'ai ici...

M. PEARSON: Pages 32 et 33.

M. BERTRAND: Oui, je pense que l'UGEQ souhaitait la représentation directe des étudiants, qui étaient beaucoup plus dans la compo-

sition du conseil. J'ai ici, je crois, la lettre de l'UGEQ...

M. HOUDE: Non, c'était dans le financement, monsieur le Président, L'UGEQ fait allusion à cette question-là aux pages 32 et 33 de son mémoire, concernant surtout le financement, en disant que le conseil sera financé indépendamment du budget du ministère de l'Éducation, ce qui place le conseil dans une classe à part, et ce qui, d'après l'UGEQ replace le conseil des universités dans une espèce de tour d'ivoire complètement séparée du ministère de l'Éducation. Quant à la représentation, nous y reviendrons l'autre article.

M. BERTRAND: Non, mais voici, je viens...

M. H O U D E : Il n'y a rien dans la loi qui prouve que des membres du ministère de l'Éducation seront membres du conseil.

M. BERTRAND: Voici, j'ai bien fait le lien tantôt. C'est que le conseil des universités va être en relation très étroite avec la Direction générale de l'enseignement.

M. HOUDE: Qu'est-ce qui le prouve?

M. BERTRAND: C'est l'économie de la loi. Le ministre est tenu, on le verra à certains articles, dont l'article 4, de soumettre à l'avis du conseil, et on peut continuer la lecture de l'article — mes collègues l'ont devant eux — tout plan qu'il entend mettre en oeuvre pour le développement de l'enseignement. Or ce plan-là, où est-il préparé? A la Direction générale de l'enseignement supérieur. Il est tenu de le soumettre. Deuxièmement, les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements, il est tenu de les soumettre. Où ces budgets-là seront-ils présentés? Les universités, les cinq ou six, devront présenter leur budget à la direction générale et la direction générale — quand on dit le ministre, il faut sous-entendre la direction qui s'occupe d'une manière particulière de l'enseignement supérieur — sera tenue de soumettre les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des institutions. C'est la répartition, entre les institutions, du montant global des crédits annuels dégagés pour fins d'enseignement supérieur. Alors, à ce moment-là, on ne peut pas dire que ce conseil est tout simplement un symbole, que c'est une coupole, qu'il est totalement séparé du ministère. Loin de là, il y a un lien. Il aura pour fonction, en particulier pour les budgets, d'exercer ce rôle que jouait le comité, de répartir les montants, ce

rôle d'arbitre qui devait être tenu par le comité ad hoc, quand les représentants des universités ne s'entendaient pas.

Je crois donc qu'il a un rôle essentiel à jouer, mais un rôle essentiel comme organisme consultatif.

M. HOUDE: Le premier ministre me permettrait-il une question? Est-ce qu'il existe un autre organisme à l'intérieur ou relevant jusqu'à un certain point du ministère de l'Éducation qui a autant d'indépendance que le conseil actuellement? Parce que, pour l'enseignement primaire, c'est une direction générale; pour l'enseignement secondaire et collégial, c'est une direction générale, alors que, pour les universités... Vous devez admettre, tout de même, que l'UGEQ n'a pas tout à fait tort; c'est vraiment placer le Conseil des universités dans une classe à part.

M. BERTRAND: Il faut s'entendre. Si l'on parle de budget, ce n'est pas la même chose. Dans le cas des CEGEP, le budget est établi par l'administration. Il est présenté au ministre pour approbation. Les dépenses sont défrayées entièrement par l'État. Quand vous avez affaire aux universités existantes, vous avez, dans les budgets, une partie des revenus qui provient des universités ou de ceux qui les fréquentent et, deuxièmement, vous avez une partie du budget, et la plus importante, qui vient du ministère. Ce n'est pas tout à fait le même problème.

M. HOUDE: Il ne faut pas penser seulement aux universités qui existent. On parle de plus en plus, depuis quelques années, de rapprocher l'université du peuple et de créer une université québécoise qui serait pour tout le monde. A ce moment-là, c'est l'État qui va la financer.

M. BERTRAND: Je crois que le ministre de l'Éducation fera sous peu une déclaration à ce sujet. Il y a longtemps que l'on parle de ce que l'on appelle l'université du Québec. Je puis déclarer que le projet, qui a été élaboré depuis assez longtemps, est presque complété. Si c'est possible, nous le soumettrons tout probablement vers la fin de la présente session comme document de travail, dans le but d'informer le public, de manière que, dès la reprise des travaux parlementaires, lors de la prochaine session, nous puissions examiner ce projet, l'étudier et l'adopter.

Aux fins de remplir certaines obligations que nous avons prises devant l'opinion publique en vue de la création — c'est juste un aparté —

d'une université française à Montréal, un comité de fonctionnaires travaille là-dessus depuis assez longtemps déjà. Sous peu, un comité formel, où non seulement des représentants du ministère, mais d'autres venus d'ailleurs siégeront, sera créé et annoncé officiellement par le ministre de l'Éducation en vue, je le répète, de la création de cette deuxième université française à Montréal. Pour revenir aux propos du député de Fabre, c'est sûr qu'un organisme comme celui-là, on n'en trouve pas au niveau élémentaire. On n'en trouve pas, non plus, au niveau secondaire et au niveau des CEGEP. Il faut admettre que, de plus en plus, au niveau élémentaire, entre autres, dans les ateliers scolaires, comme on les appelle, il y a la participation — dans la mesure où les parents veulent coopérer — des parents et des maîtres. Au niveau secondaire, il y a la participation des parents, des maîtres et des élèves. Au niveau postsecondaire ou des CEGEP, on voit que, de plus en plus, il y a non seulement de la participation, mais même de l'occupation, ce qui veut dire que, dans ce milieu neuf — neuf surtout par la structure, car nous avons utilisé, au ministère, des éléments qui existaient, qui devaient servir la société.

Il y a eu de la participation. Il y en a encore. Il y en aura davantage. Donc, il n'y a pas de scission au niveau de l'élémentaire, du secondaire, du CEGEP. Il n'y a pas de scission entre la population et ceux qui fréquentent ces institutions. Mais, au niveau universitaire, vu la situation, aucun doute que le conseil des universités s'impose.

M. LESAGE: Comment va s'intégrer dans le conseil la nouvelle université du Québec?

M. BERTRAND: L'université du Québec, comme telle...

M. LESAGE: Je pense particulièrement à l'université de langue française à Montréal.

M. BERTRAND: L'université du Québec comme telle — on l'a souvent dit — est un organisme universitaire qui chapeaute en vue, premièrement, de la création de futures universités, deuxièmement, du développement de centres universitaires. Je donne ces notes tout simplement, en à-côté à ce projet de loi, car de l'aveu même du Conseil supérieur de l'éducation, il faut les deux: le conseil des universités... Dans son rapport, il recommande deux lois...

M. LESAGE: Oui, oui, deux lois, d'accord.

M. BERTRAND: ... le conseil des universités et l'université du Québec. Or, la deuxième université française, dans l'optique de l'université du Québec, serait une émanation de l'université du Québec.

M. LESAGE: D'accord. C'est ce que j'ai compris. Quel va être la rôle de l'université du Québec au conseil des universités, alors qu'il s'agira d'une institution publique, totalement publique, pendant que les autres universités, celles qui existent actuellement, n'ont pas complètement le caractère public? D'ailleurs, le premier ministre vient de le dire lui-même en réponse aux propos du député de Fabre. Alors, au conseil des universités — parce qu'il faudra bien que la deuxième université de langue française et les centres universitaires aussi soient considérés comme étant sous la compétence du conseil des universités — vous aurez une institution à caractère absolument public à côté d'institutions qui ont gardé beaucoup de leur caractère privé et qui le conserveront, d'après le bill qui est devant nous.

M. BERTRAND: C'est-à-dire qui le conserveront, mais qui pourront à un moment donné, si elles le désirent, ne pas le conserver.

M. LESAGE: C'est évident.

M. BERTRAND: Bon. Alors, ne le conservant pas, elles tomberont...

M. LESAGE: Si elles ne le conservent pas.

M. BERTRAND: Si elles le conservent...

M. LESAGE: Je vois difficilement Laval abandonnant sa charte.

M. BERTRAND: Oui, j'en vois d'autres aussi.

M. LESAGE: McGill aussi.

M. BERTRAND: Si le chef de l'Opposition se réfère à la composition du conseil des universités...

M. LESAGE: Ce n'est pas tellement la composition, c'est plutôt la compétence.

M. BERTRAND: Oui, mais l'autre université qui pourrait être créée à Montréal va avoir son champ de rayonnement. Lorsque nous parlons du conseil, ce sont des personnes du mi-

lieu universitaire qui seront membres de ce conseil. Or, le milieu universitaire ne comprend pas seulement les institutions qui seront de caractère public — on s'entend sur le mot — mais aussi celles qui sont de caractère semi public ou privé.

M. LESAGE: Il est difficile de trouver le mot juste.

M. BERTRAND: Oui, ce n'est pas...

M. LESAGE: Ce n'est pas totalement privé, ce n'est pas totalement public.

M. BERTRAND: C'est parce qu'au point de vue budgétaire, on le sait — le chef de l'Opposition l'a déjà réalisé comme nous — c'est public dans le sens que c'est l'Etat surtout qui subvient aux besoins.

M. LESAGE: Je l'ai déjà réalisé et je le réalise encore.

M. BERTRAND: Mais il n'y a aucun problème...

M. LESAGE: Même si je suis devenu chef de l'Opposition, je continue de le réaliser.

M. BERTRAND: Cela ne fait aucun doute. Alors l'université du Québec et les universités qui en émaneront, qui seront créées par le truchement de l'université du Québec, seront sur le même pied que les autres, pied d'égalité au sein de ce conseil. Lorsque le temps sera venu, par le changement des membres, la disparition des uns ou la fin de leur mandat, ils pourront être choisis pour être membres du conseil.

M. PEARSON: Pour terminer, tandis que le premier ministre est sur la seconde université française, il me permettra un petit commercial pour lui dire que Saint-Laurent est l'endroit le mieux placé.

M. BERTRAND: Je n'ai pas compris.

M. PEARSON: Pour terminer la question des universités, la seconde université française, le premier ministre...

M. BERTRAND: Si nous commençons à choisir entre nous des sites, pour moi, ça va devenir une université ambulante.

M. PINARD: Ce n'est toujours pas pire que ce qu'il fait.

M. PEARSON: On ne se chicanera pas. Au sujet de la répartition des budgets, un jour ou l'autre, probablement, je ne sais pas si c'est dans un avenir proche ou lointain, peut-être y aura-t-il la gratuité scolaire. A ce moment-là, le gouvernement se trouverait à subventionner à peu près totalement les coûts de l'université. Est-ce que le conseil aura encore le même rôle, c'est-à-dire de répartir le budget que donnera le gouvernement?

M. BERTRAND: Oui, parce que son rôle demeure consultatif. Quant à la répartition des sommes, il faudra que le conseil, surtout le ministre étant tenu de lui soumettre les budgets annuels, en effectue la répartition. Autrement dit, il y a un montant  $x$  global. Prenons un exemple: pour les \$70 millions ou \$75 millions pour les universités, il appartiendra au conseil d'arbitrer ce montant entre les différentes universités, suivant leurs besoins.

Adopté. Article 2, adopté, M. le Président. Articles 3, 4.

M. GOLDBLOOM: A l'article 3, M. le Président, est-ce que l'on peut comprendre, par la phraséologie, que le conseil peut entreprendre toutes les études qui sont énumérées? Est-ce que le conseil peut prendre ses propres initiatives pour procéder à ces études et à ces considérations? Ou est-ce à la demande du ministre que le conseil va agir?

M. BERTRAND: Oui. Je voudrais ajouter à la fin de l'article 3, M. le Président, l'alinéa suivant:

« Le conseil peut aussi, avec l'autorisation du ministre de l'Education, faire effectuer des études — je vous le lis et je vous le donne — et recherches jugées utiles ou nécessaires à la poursuite de ses fins. »

Ce qu'il faut, surtout, tendre à éviter de plus en plus, c'est de doubler le travail, c'est que l'on n'effectue pas des recherches à l'intérieur de tel ou tel organisme pendant qu'au ministère, nous avons des équipes permanentes qui travaillent, qui poursuivent les mêmes fins, qui exécutent les mêmes travaux.

C'est pourquoi nous disons « avec l'autorisation du ministre de l'Education » et j'apporte l'amendement que je viens de proposer à la fin de l'article 3.

M. GOLDBLOOM: Or, ce sera seulement avec l'autorisation préalable du ministre que le conseil agira. Donc, le premier ministre définit très clairement le rôle consultatif, et donc limité, qu'il attribue à ce conseil par le projet de loi.

M. BERTRAND: C'est ça.

M. GOLDBLOOM: Deuxième question sur cet article, M. le Président. Il y a toute une énumération de sujets qui pourraient être traités, étudiés par le conseil. Le premier ministre, tout à l'heure, en traçant une ligne de démarcation entre le milieu universitaire et les autres niveaux de notre système d'éducation, a surtout insisté sur les différences quant aux relations budgétaires entre les universités et le gouvernement, en comparaison avec les relations des autres institutions qui sont complètement financées par le gouvernement.

Si c'est la seule raison pour ne créer qu'un Conseil des universités, il me semble que cette énumération qui paraît à cet article, militerait en faveur, en principe et en toute logique, de la création d'un conseil des CEGEP, d'un conseil de l'éducation secondaire, d'un conseil de l'éducation élémentaire, d'un conseil de l'éducation préscolaire même, parce qu'à ces niveaux-là, il y aurait des personnes impliquées intimement et activement dans l'éducation, qui voudraient être aussi près du ministre que les membres du Conseil des universités, avoir le même rôle consultatif et conseiller le ministre sur les besoins de l'enseignement collégial, secondaire, élémentaire ou préscolaire.

Alors, est-il envisagé, dans l'esprit du gouvernement, de créer d'autres organismes consultatifs qui auraient les mêmes intérêts à d'autres niveaux de l'enseignement?

M. BERTRAND: Pour le moment, je dois dire — j'en ai fait mention tantôt — qu'il n'est pas question de créer d'autres organismes, disons, par le truchement d'une loi. Mais il existe quand même, à l'heure actuelle, la direction, par exemple, de l'enseignement secondaire, la direction de l'enseignement général et professionnel et il y a des relations très étroites établies, il a fallu en établir, en maintenir, lorsque nous avons créé, par le bill 21, les CEGEP, entre, d'une part, les universités, les facultés à l'intérieur des universités et les CEGEP. Vous noterez, au paragraphe G de l'article 3, que le conseil pourra recommander des mesures propres à assurer la coordination et la collaboration entre les institutions d'enseignement supérieur et entre l'enseignement supérieur et les autres niveaux de l'enseignement.

C'est sûr que s'il n'y a pas cette meilleure coordination entre tous les niveaux, on se retrouve devant des problèmes où les étudiants rencontrent quoi? Un cul-de-sac. Ils ne savent pas où aller parce que la coordination a été mal effectuée.

Dans ce domaine, le monde étudiant a sensibilisé encore davantage et le ministère de l'Éducation et les institutions d'enseignement, de manière qu'il existe une meilleure coordination. Je crois que le conseil pourra jouer un rôle à son niveau, non seulement à son niveau, mais rechercher également une meilleure coordination entre son niveau et les autres niveaux de l'enseignement.

M. PEARSON: Une seule question, disons de façon globale et non pas article par article, sur l'article 3. Que va-t-il arriver de l'un des organismes qui remplit un rôle à peu près semblable à celui du Conseil des universités, la Conférence des recteurs et des principaux?

M. BERTRAND: Je crois que la Conférence des recteurs veut continuer son rôle. La Conférence des recteurs est une organisation, disons, des recteurs et des principaux des universités existantes. Ils ont certes intérêt à se rencontrer, à discuter de leurs problèmes, mais, ça c'est leur organisation, aux universités. Il n'y a aucun doute qu'il est important qu'existent entre les universités d'excellentes relations, et ces relations qui se sont établies de manière plus étroite depuis qu'existe la conférence pourront continuer.

Si la Conférence des recteurs avait vu, dans ce projet de loi, l'arrêt de mort de la Conférence des recteurs, je crois qu'on nous l'aurait dit. Mais ce sont deux organismes qui poursuivent des buts, disons différents, mais des buts quand même qui peuvent être poursuivis.

M. LE PRÉSIDENT: Article 3, adopté?  
Article 4, adopté?

M. CLICHE: Sur l'article 3, M. le Président, je voudrais faire certaines remarques concernant les fonctions ou les attributions de ce conseil qui sera formé par la présente loi, principalement quant à l'admission des étudiants aux différentes universités et aux normes qui sont exigées pour leur admission.

Nous savons tous, par expérience personnelle ou pour en avoir vu dans nos familles ou en avoir entendu parler, qu'il existe une certaine rivalité entre nos universités du Québec au sujet de l'admission des candidats aux études universitaires, d'abord quant aux normes exigées et ensuite quant aux frais de scolarité, également quant au degré ou au pourcentage des résultats obtenus dans les différentes maisons d'enseignement avant d'atteindre l'université.

Toutes ces universités-là sont subventionnées par le gouvernement du Québec, par le

peuple du Québec, probablement dans l'ordre de \$75 millions par année, y compris les investissements et les subsides d'administration.

Donc, c'est le ministère de l'Éducation, c'est le gouvernement du Québec qui subventionne et paie le fonctionnement des universités du Québec. Néanmoins il existe toujours une certaine rivalité entre les universités, sûrement au détriment des candidats aux études universitaires et de la jeunesse du Québec.

Je sais, moi, pour en avoir entendu parler à la maison, que les jeunes qui débutent aux études universitaires, doivent, chaque année, s'inscrire à plusieurs universités de façon à avoir la garantie d'être acceptés à un endroit ou à l'autre.

Encore là, je pense que le gouvernement du Québec devrait intervenir par l'intermédiaire de ce conseil, ou directement auprès des universités, pour que cette rivalité cesse, pour qu'il y ait coopération entre les universités et que ceci se fasse pour le bénéfice et l'avantage des jeunes québécois, des étudiants québécois.

Il devrait y avoir, à mon point de vue, uniformité des frais de scolarité. Uniformité aussi dans les normes. On sait et on affirme en haut lieu que dans certaines facultés les normes sont tellement sévères que ça équivaut à refuser l'admission à des jeunes qui pourraient sûrement suivre les cours et obtenir les diplômes que confèrent les universités à ces facultés-là. Pourquoi? Parce qu'il y a trop de candidats qui se destinent vers telle faculté plutôt que telle autre. Alors, on rend les normes plus difficiles et puis, indirectement ou directement, on empêche les jeunes d'entrer à ces facultés, toujours à des universités qui sont subventionnées par le Québec.

Alors, je pense que le ministère de l'Éducation, directement ou par l'intermédiaire du conseil, devrait voir, dès maintenant, à enlever ces difficultés-là, à rendre plus facile l'accès à l'université parce que c'est sûrement le but que recherche le présent gouvernement d'uniformiser l'accessibilité à l'université, la rendre plus facile et permettre à nos jeunes de l'atteindre encore plus facilement que ça ne l'était de notre temps. Avec les bourses, les prêts, beaucoup plus de jeunes atteignent l'université.

Au mois de septembre dernier, il y a sûrement des centaines de jeunes qui ont été refusés dans les différentes universités du Québec, des milliers peut-être. Alors, je dis que c'est sûrement le rôle du gouvernement, du ministère de l'Éducation, de voir exactement, lorsqu'on arrive au Conseil des universités, d'exiger, non pas de souhaiter mais d'exiger, que l'on agisse autrement que l'on agit actuellement, soit par des subventions qui seront modifiées ou par des

exigences directes. Je suis convaincu que les jeunes Québécois en profiteraient énormément.

Je pense que c'est le temps pour le ministère de l'Éducation, le gouvernement d'intervenir directement et de mettre de l'ordre dans ce domaine-là.

M. BERTRAND: Je prends bonne note des remarques du député d'Abitibi-Est. Depuis que nous avons les CEGEP, entre autres, toutes les universités ont ce qu'on appelle des seuils d'entrée identiques au sortir du cours collégial. Cela s'est produit à la suite, disons, des consultations, des rencontres, des échanges du vues entre la Direction générale de l'enseignement de nos collèges professionnels et les facultés des universités. Un comité mixte a été formé. À ce point de vue, le problème est-il totalement réglé? Je ne le crois pas, mais on peut dire que, dans l'ensemble, c'est réglé.

Quant à la coordination - les propos du député d'Abitibi-Est rejoignent ceux du député de Fabre lorsqu'il parlait du rôle du conseil au sujet des programmes, des équivalences et de l'admission - elle est essentielle sans aucun doute. Suivant les lois actuelles, le ministre de l'Éducation est responsable de la coordination à tous les niveaux, mais, en vertu de l'article 28 de la Loi du conseil supérieur pour les aspects pédagogiques de l'enseignement, le ministre n'a pas d'autorité sur l'enseignement universitaire et sur l'enseignement supérieur.

Mais, par le truchement du conseil, là où il y aura coordination entre les universités et les autres niveaux de l'enseignement — comme j'en ai parlé tantôt, à l'article 3, paragraphe G - le ministre pourra certainement jouer un rôle qu'il ne pouvait jouer auparavant. J'abonde dans le sens des remarques du député d'Abitibi-Est quand il dit que, tous n'iront pas à l'université. Tous, d'abord, ne veulent pas y aller. Il y a des emplois qui s'offrent dans l'industrie à la suite d'un cours au CEGEP. Suivant une orientation conforme à ses talents, à sa volonté et à son choix, l'étudiant peut aller dans l'industrie à ce moment-là.

Mais, pour ceux qui vont à l'université, qui choisissent cette voie, il est clair qu'il faut que les critères d'entrée soient plus précisés pour que, lorsqu'on quitte le CEGEP, on sache exactement dans quelle faculté on peut entrer et quelles sont les matières qui sont requises. Comme je l'ai dit tantôt, au niveau du seuil d'entrée du CEGEP à l'université, ces problèmes-là ont été passablement réglés.

M. LE PRÉSIDENT: Article 4, adopté?

M. GOLDBLOOM: M. le Président, toujours sur l'article 4, si vous permettez...

M. SEGUIN: Excusez-moi, M. le Président, je suis sur l'article 3, paragraphe H. On indique: « Maintenir des liens étroits avec les organismes responsables de la recherche et faire des recommandations ». Dès le début de la présente session, le gouvernement a indiqué son intention de former un conseil ou une organisation de recherche et de développement dans différents milieux.

M. BERTRAND: On le voit à la fin. Le conseil...

M. SEGUIN: Je peux intervenir ici ou à l'article 5?

M. BERTRAND: Non, non.

M. SEGUIN: Je me demande, d'après ce qui est indiqué ici, à cet article, si ce lien qu'on doit entretenir comprend aussi des liens avec ce que le gouvernement pourrait produire comme centre de recherche et de développement.

M. BERTRAND: Oui.

M. SEGUIN: C'est avec ce groupement-là. Ce n'est pas très clair, lorsqu'on arrive à l'article 5, par exemple. Est-ce que les quatre membres, qui ne sont pas de niveau universitaire ou ne viennent pas des universités, sont choisis parmi ce groupe-là? Si, déjà, on choisit dans le commerce, dans l'industrie, dans les services publics, on a quatre membres et il y en a déjà trois de pris.

Alors, je me demande s'il reste une représentation possible à ce moment-là. C'est pour ça que je reviens à la charge à ce moment-ci, à savoir si on entend garder cette relation étroite même avec les centres ou le centre de recherches et de développement que le gouvernement pourra créer, soit pour l'industrie, soit pour le commerce, soit pour l'agriculture, etc.

M. BERTRAND: Je ne vois pas comment on pourrait, au Québec, développer autrement ce que Pon appelle la recherche universitaire dans tous les domaines. On a parlé cet après-midi de l'institut de recherche pédagogique, dans le domaine de l'enseignement en particulier. Dans la recherche scientifique en général, il faut qu'il y ait d'abord une coopération très étroite entre tous les organismes existants. De là vient l'importance de faire l'inventaire de ce que nous avons, de manière à ne pas doubler les dépenses.

Donnons tout simplement un exemple. Qu'il se poursuive des recherches dans telle université, dans tel domaine, que ces recherches ou ce centre soient bien organisés et qu'ils produisent, pourquoi, au même moment, aller, dans une autre université, établir un centre ou l'embryon d'un centre semblable? Pourquoi ne pas plutôt développer celui qui existe, celui qui est bien développé? Car, en fait, dans ce domaine-là comme dans les autres, l'Etat, quel qu'il soit, le gouvernement, quel qu'il soit, s'il verse des subventions, ne peut pas multiplier ces subventions. Donc, relation étroite entre tous les centres, et puisque nous en sommes ici, surtout au niveau de la recherche en général et en particulier du développement de la recherche universitaire, utilisation de ce que nous avons, inventaire et lien très étroit entre tous ces centres. Et ça va plus loin. Cela va également jusqu'à une coopération étroite avec les centres industriels ou les centres de recherches industrielles. Il y a des industries au Québec, au Canada, à travers le monde, qui ont bâti des centres de recherche à l'intérieur desquels nous avons des cerveaux actifs qui travaillent et qui, ces centres et ces personnes, pourraient être fort utiles, s'il y avait peut-être plus de coopération entre tous ceux-là qui s'occupent du domaine de la recherche.

Alors, je suis heureux d'avoir entendu les propos du député de Baldwin, parce que ça s'impose, ces liens, cette coordination entre tous les centres de recherche et, en particulier, dans le domaine de l'enseignement universitaire.

M. SEGUIN: Je suis parfaitement d'accord avec ce que le premier ministre vient d'énoncer, mais, encore une fois, c'est peut-être un peu embarrassant à cause du moment où j'apporte ça ici à l'article 3, ç'aurait pu être mentionné à l'article 5...

M. BERTRAND: Ah non! on peut discuter de ça, on a ensuite treize articles.

M. SEGUIN: ... c'est qu'à l'article 5, on ne semble pas prévoir de représentation au conseil des universités.

M. BERTRAND: La Commission de la recherche est à l'article 14 du projet de loi. D'abord article 13, un organisme de consultation,...

M. SEGUIN: Alors c'est par l'entremise d'une commission que vous feriez le contact.

M. BERTRAND: C'est ça. Le président sera membre du Conseil des universités.

M. SEGUIN: Très bien.

M. BERTRAND: Article 4, M. le Président, je voudrais insérer à la fin du paragraphe A ce qui suit: « à chaque phase majeure de son élaboration ».

Adopté?

M. GOLDBLOOM: Je voudrais simplement faire un commentaire. Voici un article qui comporte un impératif. Le ministre est tenu de soumettre toutes ces considérations importantes à l'attention du conseil et de recevoir l'avis du conseil là-dessus. Pourtant, à l'article précédent, le premier ministre a bien spécifié que le conseil devait attendre ou obtenir l'autorisation du ministre avant de procéder à ces études.

M. BERTRAND: C'est-à-dire, à des études qu'il juge à propos. J'espère bien qu'à ce moment-là, quand le ministre donnera son autorisation, si les mêmes études et les mêmes recherches sont faites au ministère, il dira tout simplement au conseil: Vous nous avez demandé de poursuivre telles études. D'après nous, point n'est besoin, car les mêmes études et les mêmes recherches ont été faites au ministère.

M. GOLDBLOOM: Je voudrais tout de même souligner que le rôle attribué au conseil par le projet de loi que nous avons devant nous est de prendre en considération des projets déjà préparés, au sein du ministère, et de faire des commentaires de dernière instance sur ces projets. C'est un rôle très réduit en comparaison de ce qu'on aurait pu envisager pour un tel conseil. Comme le premier ministre l'a admis lui-même, c'est un rôle moins important que celui que les universités auraient voulu jouer dans un tel conseil auprès du ministre de l'Education.

M. BERTRAND: Le député de D'Arcy-McGee aura noté le petit amendement bien court qui nous a d'ailleurs été demandé par la conférence des recteurs. On ne voulait pas se retrouver avec la demande du ministre qui transmet un plan tout préparé, et c'est pourquoi on nous a demandé d'ajouter « à chaque phase majeure de son élaboration ». C'est pourquoi, répondant à la demande de la conférence des recteurs, nous apportons cet amendement.

Adopté?

M. LE PRÉSIDENT: Article 4, adopté.  
Article 5.

M. HOUDE: A l'article 5, je voudrais simplement poser une question. Le ministre a men-

tionné à plusieurs reprises, ainsi que le ministre d'Etat, que c'était une bonne chose justement de ne pas nommer exactement le nombre de personnes, sur les neuf, qui seraient des professeurs, ou des étudiants. Je voudrais savoir pourquoi vous trouvez que c'est si bon que ça. Puisque nous sommes à l'heure de la contestation, à l'époque où tous les étudiants, et même tous les éducateurs et les politiciens, semblent dire de plus en plus qu'il faut la participation des étudiants, à peu près à tous les niveaux, je ne vols pas pourquoi on n'insisterait pas dans la loi pour indiquer le nombre d'étudiants qui feraient partie de ce conseil, parce que le texte dit bien: « Neuf personnes du milieu universitaire nommées après consultation des dirigeants, des professeurs et des étudiants des universités ». Je crois bien que ça n'arrivera pas, mais il reste que, théoriquement parlant, il est fort possible qu'on ait des gens du milieu universitaire qui ne soient ni professeurs, ni étudiants, si jamais on voulait jouer sur les mots.

M. BERTRAND: Je pense bien que l'article, en théorie, peut vouloir dire ce que le député de Fabre veut lui faire dire. Mais quand on le lit, c'est que neuf personnes du milieu universitaire sont nommées mais après consultation des dirigeants, des administrateurs, des professeurs et des étudiants des universités, à neuf sièges du milieu qui ne sont pas distribués d'avance entre administrateurs, professeurs et étudiants. C'est par consultation, c'est la communauté universitaire, la société universitaire, il ne faut pas l'oublier. Ce conseil ne sera pas un lieu de négociation, mais ce sera le forum de la réflexion commune, de l'étude en commun des problèmes soumis à l'attention des universités ou du conseil des universités.

Je crois — je l'ai noté tantôt — qu'il faut éviter que cela devienne des blocs. On a déjà eu jadis le bloc universitaire, mais il ne faudrait pas que ça devienne un bloc ou de maîtres ou d'étudiants ou d'administrateurs. D'ailleurs, ces personnes sont nommées sur la recommandation du ministre de l'Education, après consultation. En théorie, ce que disait tantôt le député de Fabre est peut-être juste, mais, en pratique, il sait fort bien que dans ce domaine-là, il faut respecter au moins les groupes qui composent, ce que l'on appelle, le milieu de l'université.

M. HOUDE: Oui, d'accord, mais ce n'est quand même pas le groupe du milieu universitaire qui les nomme.

M. BERTRAND: Oui.

M. HOUDE: Non, non, c'est le lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre. Les groupes des universités pourraient fort bien dire: M. le professeur Untel, l'élève Untel et l'administrateur Untel. Si le lieutenant-gouverneur en conseil décide de nommer neuf administrateurs sur neuf, ou neuf enseignants sur neuf, c'est possible. Il me semble que l'on a tellement discuté de cette question depuis deux ans, à savoir qu'il devrait y avoir une participation à tous les échelons, et les professeurs et les administrateurs et les étudiants — on parle actuellement de cogestion et de tout ce que vous voulez — je ne vois pas pourquoi on ne donnerait pas — je ne veux pas discuter du nombre qui est neuf personnes, d'accord — au moins une garantie par la loi qu'il y aura sur ces neuf personnes-là un minimum de tant de professeurs et un minimum de tant d'étudiants.

M. BERTRAND: Quelle meilleure garantie que celle d'un texte où il est dit que c'est après consultation avec ces gens-là. Il faut toujours donner le choix au lieutenant-gouverneur ou au ministre de l'Education, qui devra faire les recommandations qui, normalement parlant, connaît ces problèmes, connaît le milieu et soumet, suivant la consultation qu'il a faite auprès des dirigeants, des professeurs et des étudiants, les noms de neuf personnes. A ce moment-là, c'est sûr que le conseil sera jugé suivant ceux qui le représenteront, qui le formeront.

Et c'est le ministre qui sera définitivement, avec le lieutenant-gouverneur, responsable, à la suite des consultations, des nominations qui auront été faites.

D'ailleurs, le Conseil supérieur de l'éducation jugeait essentiel que les personnes qui siègent au Conseil des universités y soient à titre personnel et non pas comme représentants de l'un ou de l'autre des établissements. Il attachait beaucoup d'importance au fait qu'il faut éviter, tant dans la procédure de consultation que dans la répartition des membres, selon leur milieu ou selon les organismes consultés, de créer au sein du Conseil des universités une situation qui se définirait en termes de conflits qui ne pourraient manquer de se produire si la composition s'inspirait d'une façon ou de l'autre du principe de la représentativité.

Ce conseil ne peut pas — la phrase que j'ai citée tout à l'heure venait de là — et ne doit pas être un lieu de négociation ou de transaction.

M. PEARSON: M. le premier ministre, en pratique vous avez neuf personnes, mais trois

groupes différents. Raisonnablement, peut-on supposer, il y aurait, disons, trois personnes de chacun des groupes: trois dirigeants, trois professeurs et trois étudiants. Mais si, une année, il y a trois étudiants de nommés et que la fois suivante, il n'y en a que deux, ce sera la guerre.

M. BERTRAND: Je ne vois pas la guerre aussi facilement que ça. Il faut toujours penser qu'en consultant vous allez avoir trois groupes, en fait: les dirigeants, les professeurs, les étudiants. Il faut convenir que le ministre sera chargé de recommander au Conseil des ministres les noms de neuf personnes d'après une liste. A ce moment-là, il y aura certainement, au sein du Conseil des ministres, des gens qui vont demander qui représente, quel est l'étudiant — je ne veux pas dire le nom, mais l'étudiant, le professeur, le dirigeant. —

Il y a des choses qui ne peuvent pas être prévues dans les lois. S'il fallait tout prévoir et tout régler dans les lois, il n'y aurait plus de Parlement pour critiquer et, dans la société, tout serait parfait. Alors, il y a toujours l'exercice du jugement au moment où on pose un acte, et c'est dans le choix qu'il fera suivant la liste et sur la recommandation du ministre que le lieutenant-gouverneur sera jugé.

M. PEARSON: C'est simplement parce que nous avons l'impression qu'il va y avoir peut-être certaines difficultés avec cet article. Si vous n'en prévoyez pas et s'il n'y en a pas, tant mieux!

M. BERTRAND: Ah, je ne dis pas qu'il n'y en a pas. Il y a toujours des difficultés dans tous les domaines. Il s'agit de trouver les solutions les meilleures pour parer aux problèmes.

M. GOLDBLOOM: M. le Président, j'étais pour poser une question, mais je crois que le premier ministre y a déjà répondu par le texte qu'il vient de citer.

Je voudrais cependant pousser ma question un peu plus loin. C'est pour lui demander pour quelle raison la composition a été conçue de façon à ne pas assurer à chacune de nos universités un représentant? Le premier ministre a dit que ce conseil ne devrait pas être le lieu de négociations ni de transactions, et pourtant — c'est là que je lui demanderai d'appliquer toute la logique possible — il a lui-même insisté sur le fait que ce sera devant ce conseil que les budgets annuels non seulement de fonctionnement, mais d'investissements, seraient discu-

tés. En toute objectivité, est-il juste qu'on demande à un tel conseil, qui grouperait des représentants de quelques universités, mais pas de toutes, de se pencher sur les budgets de toutes les universités?

M. BERTRAND: Il ne faut pas oublier que ces budgets annuels des universités passeront par la Direction générale de l'enseignement supérieur. Il y a déjà des liens permanents entre les universités existantes et la direction générale. C'est de la Direction générale de l'enseignement supérieur que les budgets seront transmis au Conseil des universités.

Alors, c'est sûr — et je reprends les propos que je tenais tantôt au sujet du Conseil supérieur de l'éducation — nous n'avons pas voulu, ni plus ni moins, que ce conseil devienne la conférence des recteurs et des principaux d'universités.

A ce moment-là, nous aurions mieux fait de créer une conférence des recteurs et des principaux et d'ajouter, pour la composition du conseil, la possibilité de nommer certaines autres personnes du milieu du travail et du monde de l'entreprise. Mais les universités elles-mêmes pourront être entendues individuellement au Conseil des universités. Elles pourront plaider leur cause, elles pourront se faire entendre.

Je pense que la difficulté soulevée par le député de D'Arcy-McGee est réglée.

M. LE PRESIDENT: Article 5, adopté.  
Adopté.

Article 6.

UNE VOIX: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 6, adopté?

M. BERTRAND: Adopté. Article 7.

M. LE PRESIDENT: Article 7?

M. GOLDBLOOM: A l'article 7, M. le Président...

M. BERTRAND: A l'article 8, j'ai un amendement, pardon.

M. GOLDBLOOM: A l'article 7.

M. BERTRAND: Article 7.

M. GOLDBLOOM: Il est prévu ici que le mandat soit de quatre ans.

M. BERTRAND: Renouvelable,

M. GOLDBLOOM: Oui, d'accord, M. le Président. Mais est-il logique et juste que le mandat soit fixé à quatre ans pour ces membres de ce conseil qui seraient, en l'occurrence, des étudiants? L'étudiant n'est pas souvent en mesure...

M. BERTRAND: J'ai un amendement à l'article 8. A l'article 8, nous ajoutons — et je re-mets l'amendement au président — l'alinéa suivant: « Telle vacance intervient par décès, démission, absence d'un nombre de réunions déterminé par règlement du conseil, et, pour les personnes nommées en vertu du paragraphe B de l'article 5, lorsqu'elles cessent de faire partie du milieu universitaire au sens des règlements du conseil. »

Alors, ça couvre le cas de l'étudiant. Article 8, adopté, M. le Président? Article 9.

M. LE PRESIDENT: Article 9, adopté.

M. BERTRAND: Article 10.

M. LE PRESIDENT: Article 10, adopté.

M. BERTRAND: Article 11, adopté. Article 12.

M. GOLDBLOOM: Je m'excuse, M. le Président, à l'article 11, la dernière phrase dit: « Tout autre fonctionnaire ou employé du conseil nommé et rémunéré suivant ladite loi de la Fonction publique. » Mais, l'article ne dit pas par qui le fonctionnaire ou employé est nommé. Est-ce que le conseil aura le droit de nommer, lui, ses employés ou est-ce que ce seront seulement des fonctionnaires qui seraient nommés à de telles fonctions par le ministre de l'Education?

M. BERTRAND: Au budget du conseil, on demandera un montant. Le fonctionnaire sera nommé et rémunéré suivant la Loi de la Fonction publique — cela concerne les critères de nomination et de rémunération — mais il sera choisi après consultation avec le conseil. C'est comme tous les fonctionnaires à l'intérieur des ministères.

Adopté. Article 12.

M. LE PRESIDENT: Article 12, adopté. Article 13.

M. BERTRAND: Article 13. Nous avons parlé de la recherche tantôt. Adopté. Article 14, 15, pas d'amendement. Article 16.

M. LE PRESIDENT: Article 16, adopté.

M. BERTRAND: Article 17.

M. LE PRESIDENT: Article 17, adopté.

M. BERTRAND: Article 18.

M. LE PRESIDENT: Article 18, adopté.

M. BERTRAND: Article 19.

M. LE PRESIDENT: Article 19, adopté.

M. BERTRAND: Article 20.

M. LE PRESIDENT: Article 20, adopté.

M. FRECHETTE: (Président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté le bill 57 avec les amendements qu'il vous prie d'agréer.

M. LEBEL (Président): A l'ordre ! L'honorable premier ministre propose que le bill amendé soit maintenant lu et agréé. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

Troisième lecture de ce bill à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. BERTRAND: Seriez-vous prêts à l'adopter immédiatement?

M. BELLEMARE: M. le Président, nous avons un collègue qui voudrait juste dire quelques phrases.

M. LAPORTE: Sur la troisième lecture?

M. BELLEMARE: Oui.

M. LAPORTE: Il pourra les dire demain. Nous la reportons à demain matin et je vous promets que ce ne sera pas long.

M. MARTEL: Pardon?

M. LAPORTE: Demain matin, ce ne sera pas long.

M. MARTEL: Ah, bon!

M. LE PRESIDENT: Troisième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. BERTRAND: Maintenant, la Loi du Barreau, c'est une loi mineure. Il s'agit de préciser le droit de propriété du Barreau.

M. LAPORTE: Vous ne voulez pas passer cela ce soir?

M. BERTRAND: Non, demain.

M. BELLEMARE: Je demanderais l'ajournement de la Chambre à demain matin, onze heures. Demain matin, nous prendrons...

M. BERTRAND: La troisième lecture.

M. BELLEMARE: ... la troisième lecture du bill 57 et, ensuite, nous prendrons le bill 78, de la prévention des incendies.

M. BERTRAND: La Loi du Barreau aussi.

M. BELLEMARE: Aussi, la Loi du Barreau, le bill 94.

M. LAPORTE: Allez-vous passer le Barreau avant?

M. BERTRAND: Ce n'est pas long.

M. BELLEMARE: Nous passerons le Barreau avant.

M. LAPORTE: Bills 94, 78 et 79.

M. BELLEMARE: Bills 94, 78 et 79, les enquêtes.

M. BERTRAND: Prévention des incendies et ensuite les enquêtes.

M. BELLEMARE: Oui, mais le bill 94 avant.

M. BERTRAND: Oui.

M. LE PRESIDENT: La Chambre s'ajourne à demain matin, onze heures.

(22 h 1)